ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

50 ANS | ENSEMBLE
pour un avenir durable

Rapport annuel
2015

Rapport annuel
2015

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Vienne, 2016

Rapport annuel de l'ONUDI 2015

© ONUDI 2016. Tous droits réservés.

La version originale anglaise du présent document n'a pas été revue par les services d'édition de l'Organisation des Nations Unies. Les appellations employées dans le présent document et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites, ou de leur système économique et degré de développement. Les appellations "développé", "industrialisé" ou "en développement" sont employées à des fins statistiques et n'expriment pas nécessairement un jugement quant au niveau de développement de tel ou tel pays ou telle ou telle zone. La mention dans le texte de la raison sociale ou des produits d'une société n'implique aucune prise de position en leur faveur de la part de l'ONUDI.

La présente édition du Rapport annuel répond aux exigences d'établissement de rapports relatives à la résolution 67/226 de l'Assemblée générale sur l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies et au cadre de programmation à moyen terme de l'ONUDI pour la période 2016-2019 dont la Conférence générale a pris note dans sa résolution GC.16/Res.1.

Sauf indication contraire, toutes les références monétaires sont libellées en dollars des États-Unis et les références en "tonnes" s'entendent de tonnes métriques.

Toutes photos © UNIDO, UN Photo, iStock.com, Photodisc, Shutterstock, sauf indication contraire.

Publication réalisée par la Section des publications, de la bibliothèque et des services en anglais de l'Office des Nations Unies à Vienne.

Les pages intérieures de la présente publication sont imprimées sur du papier certifié par le Forest Stewardship Council (chaîne de traçabilité) et le Système de reconnaissance des certifications forestières (chaîne de traçabilité).

L'intégralité du présent Rapport et les appendices sont disponibles en ligne à l'adresse: www.unido.org.

ISSN 1020-7651
Distribution: GÉNÉRALE
IDB.44/2-PBC.32/2 2016
Français
Original: ANGLAIS

APPENDICES (disponibles en ligne à l'adresse: www.unido.org)

Statistiques opérationnelles • Projets approuvés au titre des contributions volontaires • Coopération technique avec les pays les moins avancés (PMA) • Programme ordinaire de coopération technique • Nominations de personnel au titre de contrats de service individuels • Accords et autres arrangements conclus en 2015 • Présentations de pays/séminaires organisés par les Bureaux de promotion des investissements et de la technologie en 2015 • Représentation hors siège • Vue d'ensemble du personnel de l'ONUDI • Perfectionnement du personnel • Statistiques industrielles • Liste des activités de coopération technique

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos du Directeur général v

Bref regard sur l'ONUDI vii

1. DES POLITIQUES POUR UN MONDE EN MUTATION viii

L'ONUDI et le Programme de développement mondial 1

L'ONUDI et le système des nations unies pour le développement 2

Politique et stratégie d'égalité des sexes 3

Programme de partenariat de l'onudi 4

Seizième session de la conférence générale 5

Bureaux de liaison de l'onudi 7

Une priorité différenciée 9

2. RENFORCER LA COMPÉTITIVITÉ ÉCONOMIQUE 14

Mettre à niveau les entreprises et l'infrastructure industrielle 15

Parcs scientifiques, industriels et technologiques 16

Investir dans la technologie et l'innovation 17

Bourses de sous-traitance et de partenariat 20

Développement de chaînes de valeur 21

Favoriser les regroupements de petites et moyennes entreprises 22

Créer et soutenir des consortiums d'exportation 23

Respecter les normes 24

Politique, recherche et statistiques 30

3. CRÉER UNE PROSPÉRITÉ PARTAGÉE 36

Agribusiness et développement rural 37

Intégration des femmes dans l'industrie 45

Emploi des jeunes 48

Sécurité humaine et relèvement après les crises 53

4. PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT 60

Énergie durable 64

Viabilité environnementale 75

5. GESTION DES SERVICES DE L'ONUDI **88**

Financement 89

Approbation et suivi des programmes 91

Évaluation 91

Gestion des effectifs 92

Processus et services d'appui 93

Services juridiques 94

Sensibilisation et mobilisation 94

Services d'appui 95

États membres de l'ONUDI1 **97**

Organigramme de l'ONUDI **98**

ABRÉVIATIONS **99**

AVANT-PROPOS DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

L'année 2015 a été une période d'intense activité pour l'ONUDI. Face à un ensemble de défis, l'Organisation a dû assumer maintes responsabilités importantes. Cette année, la communauté internationale a réaffirmé que la promotion du développement industriel inclusif et durable, notre mandat, revêtait une importance cruciale pour l'éradication de la pauvreté chez tous, femmes et hommes, jeunes et vieux, populations rurales et urbaines, et populations de tous les pays, grands ou petits, y compris les petits pays insulaires. C'est avec un réel plaisir que nous accueillons les Îles Marshall comme nouvel État membre, le tout dernier en date avec lequel nous attendons avec intérêt de coopérer dans l'avenir.

En début d'année 2015, j'avais fixé à l'ONUDI trois grands objectifs à atteindre dans le cadre de son mandat:

- Sur le plan politique, il s'agissait d'intégrer le développement industriel inclusif et durable au nouveau programme de développement pour l'après-2015, adopté par la communauté internationale.
- Sur le plan opérationnel, il fallait recentrer nos activités techniques, analytiques et normatives sur le développement industriel inclusif et durable.
- Sur le plan de la gestion, l'objectif était de s'atteler à améliorer encore nos systèmes, structures et processus pour être plus efficace et plus performant.

Pour ce qui est de l'objectif politique, je me suis réjoui de voir l'objectif 9 "Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation" figurer au nombre des 17 objectifs de développement durable du Programme de développement durable à l'horizon 2030 adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre. Ayant ainsi vu reconnaître au niveau mondial son importance, l'intérêt de son mandat et sa pertinence tant pour les pays développés que pour les pays en développement, l'ONUDI devra jouer un rôle crucial pour accompagner les pays sur la voie d'un développement fondé sur l'innovation, la formation technologique, l'inclusion sociale et économique et la viabilité environnementale.

Pour atteindre l'objectif opérationnel qui lui est assigné, l'Organisation peaufine son cadre programmatique, améliore ses approches de coopération technique et renforce son rôle normatif et de conseil stratégique en nouant des partenariats avec les gouvernements, d'autres organisations internationales, les institutions financières, le secteur privé, les universités et la société civile.

Au regard de ses capacités financières, managériales, technologiques et innovatrices, le secteur privé constitue en effet un acteur particulièrement important pour la réalisation des objectifs de développement durable. Aussi est-il fondamental que les organisations internationales, et plus spécialement l'ONUDI, prennent davantage conscience de la nécessité pour nous de collaborer plus étroitement et de mettre à profit nos compétences respectives. C'est pourquoi

j'attache du prix au renforcement du dialogue avec les entreprises et les associations professionnelles dans la poursuite de notre action.

À la troisième Conférence internationale sur le financement du développement tenue à Addis-Abeba en juillet dernier, nous avons coorganisé avec succès le troisième Forum sur le développement industriel inclusif et durable, dont l'objectif était de voir comment mettre nos partenariats au service du développement industriel. Plusieurs personnalités de haut niveau y ont pris part, notamment le Premier Ministre éthiopien, le Ministre sénégalais de l'économie, des finances et du plan, le Secrétaire général de l'ONU, le Président de la Banque mondiale, la Présidente de la Commission de l'Union africaine et le Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique. Le Forum a offert une plate-forme de dialogue multipartite très constructive sur les stratégies, politiques et programmes à adopter pour parvenir à une industrialisation inclusive et durable et mobiliser des ressources auprès des diverses parties concernées dans le cadre du Programme novateur de partenariat entre pays.

Lancé à titre pilote en Éthiopie et au Sénégal en novembre 2014, le Programme de partenariat entre pays est une initiative originale de quête de solutions de partenariat novatrices et à fortes retombées devant favoriser la réalisation accélérée du développement industriel inclusif et durable. Dans ce contexte, le Forum a souligné que le recours aux compétences techniques des organisations internationales, notamment des institutions spécialisées comme l'ONUDI, devrait être désormais plus important. Depuis qu'il a démarré, plusieurs pays ont manifesté leur intérêt au Programme de partenariat entre pays, conformément à leurs stratégies nationales d'industrialisation, et l'Organisation se réjouit ainsi d'accueillir le Pérou comme troisième État membre participant.

En septembre, l'ONUDI a coorganisé une manifestation sur l'opérationnalisation de l'industrialisation de l'Afrique. L'importance d'une transformation structurelle et de la promotion d'une industrialisation inclusive et durable en Afrique et dans les pays les moins avancés (PMA) y a été soulignée.

En matière de gestion, notre objectif prioritaire reste le respect absolu des principes de responsabilité vis-à-vis des États membres de l'ONUDI. Notre cadre de programmation à moyen terme 2016-2019, qui, dans sa conception, est en adéquation complète avec le Programme 2030, constituera le cadre de référence stratégique de nos programmes pour les quatre prochaines années. Nous poursuivons nos efforts d'intégration des principes d'éthique et de responsabilité dans nos activités.

Autre opération importante, l'Initiative pour la transparence, que nous avons lancée à l'échelle de l'Organisation en mai dernier à la trente et unième session du Comité des programmes et des budgets. Elle nous permettra d'accroître considérablement la transparence de nos activités de coopération technique et de nos services d'appui. Nous y avons consacré une Plate-forme de données ouvertes, désormais accessible à toutes les parties intéressées, qui contient toute une série d'informations relatives aux programmes, présentées par pays et par donateur, que viennent compléter documents, rapports et éléments clefs d'information connexes.

Nous nous devons maintenant de tirer parti de ces précieux acquis pour mettre le développement industriel inclusif et durable véritablement au service de l'éradication de la pauvreté dans le monde à l'horizon 2030. L'enjeu, c'est vrai, est énorme, mais nous pouvons parfaitement y répondre en unissant nos forces avec celles de nos nombreux partenaires. J'entends poursuivre ce chemin ensemble avec vous dans l'avenir.

Le Directeur général
LI Yong

BREF REGARD SUR L'ONUDI

créée en **1966**

devenue une institution spécialisée en **1985**

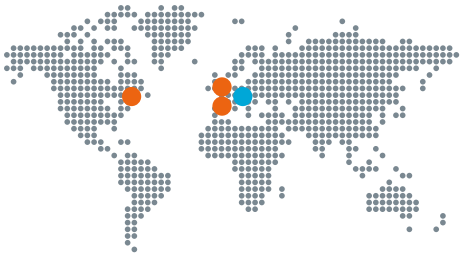
Objectif primordial promouvoir le **développement industriel inclusif et durable** des pays en développement ou en transition

663 fonctionnaires

au 31 décembre 2015

43 % de femmes **57 %** d'hommes

170
États membres
(au 31 décembre 2015)



● Siège à Vienne

● Bureaux de liaison à Bruxelles, à Genève et à New York

Le Directeur général de l'ONUDI, **LI Yong** (Chine), a été nommé par la Conférence générale à sa deuxième session extraordinaire (28 juin 2013) pour un mandat de quatre ans.

La représentation hors siège de l'ONUDI comprend **30 bureaux régionaux et bureaux de pays**, ainsi que **17 comptoirs**, qui desservent **116 pays.**

L'ONUDI a 8 **bureaux de promotion des investissements et de la technologie** dans 7 pays. En coopération avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement, elle gère aussi le **Réseau mondial de production propre et économe en ressources** qui regroupe **74 membres présents dans 63 pays.**

En 2015, les montants disponibles pour l'exécution future de projets se chiffraient à

476 millions de dollars **montant le plus élevé de l'histoire récente de l'Organisation.**

Parallèlement, **la valeur des activités de coopération technique a atteint 174,7 millions de dollars. Les fonds destinés au financement des services de l'ONUDI se sont établis en chiffres nets à 205 millions de dollars** (non compris les dépenses d'appui) montant approuvé pour les activités de coopération technique en 2015 et au-delà.

L'ONUDI compte deux organes directeurs:

la **Conférence générale,** qui se réunit tous les deux ans et

le **Conseil du développement industriel,** qui se réunit une fois par an.

Le **Comité des programmes et des budgets** est un organe subsidiaire du Conseil du développement industriel; il se réunit une fois par an.

La Conférence générale est l'organe directeur suprême de l'Organisation. Elle définit les principes directeurs et les orientations, approuve le budget et le programme de travail de l'ONUDI et nomme le Directeur général. La seizième session de la Conférence générale s'est tenue du 30 novembre au 4 décembre 2015 à Vienne. La dix-septième session est prévue du 27 novembre au 1er décembre 2017.

Le Conseil, qui compte 53 membres, **examine la mise en œuvre du programme de travail et l'exécution des budgets ordinaire et opérationnel**, et fait des recommandations à la Conférence générale au sujet des orientations générales et de la nomination du Directeur général. La quarante-troisième session du Conseil a eu lieu du 23 au 25 juin 2015. La quarante-quatrième session est prévue du 22 au 24 novembre 2016.

1. DES POLITIQUES POUR UN MONDE EN MUTATION

Nous entreprendrons d'asseoir les économies de nos pays sur de solides fondations… Nous adopterons des politiques favorables au renforcement de capacités productives, de la productivité et de l'emploi productif; à l'inclusion financière; au développement durable de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche; au développement industriel durable; à un accès universel à des services énergétiques fiables, durables, modernes et d'un coût abordable; au développement de systèmes de transport durables et à la construction d'infrastructures résilientes et de qualité.

(Résolution A/RES/70/1 de l'Assemblée générale)

Nos pays représentent des réservoirs incommensurables de ressources inexploitées. Nous avons les outils et les capacités nécessaires pour surmonter les obstacles parce que nous sommes des nations fortes et résilientes. Nombre d'entre nous sont riches en pétrole et d'autres figurent parmi les plus gros producteurs de divers produits de base. L'un des principaux objectifs du Programme 2030 et du Programme d'action d'Istanbul en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020 consistera à libérer ce potentiel.

Ahmed Abtew, Ministre de l'industrie, Éthiopie, Président de la Conférence ministérielle des PMA

Les progrès accomplis par ces pays (le Brésil, la Fédération de Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud) dans la réalisation d'une croissance économique soutenue et la réduction de la pauvreté sont devenus le point de référence tant pour les pays en développement désireux de s'inspirer d'expériences réussies que pour les pays industrialisés cherchant à retrouver un dynamisme économique.

LI Yong, Directeur général de l'ONUDI, à l'occasion de la cinquième réunion des Ministres du commerce des pays du groupe BRICS

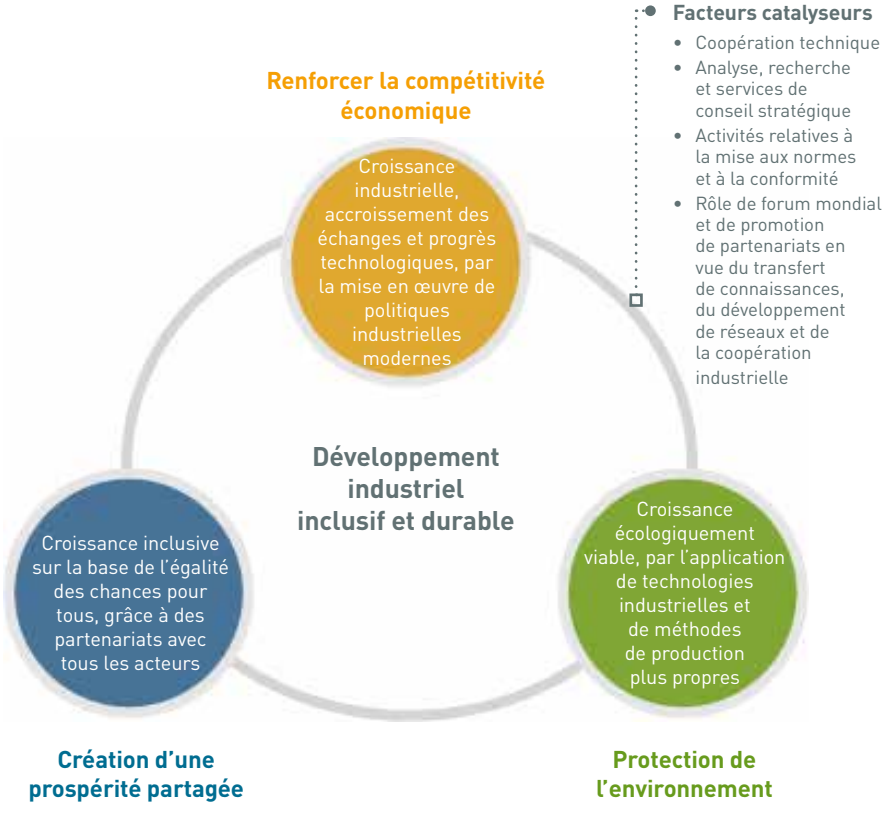
L'ONUDI ET LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT MONDIAL

L'année 2015 a marqué une étape particulièrement importante pour le système des Nations Unies, les États membres ayant élaboré en cette année le cadre qui succède aux objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) qui ont guidé le choix des priorités de développement international au cours de la dernière décennie et demie. En septembre, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté le Programme de développement durable à l'horizon 2030, conçu comme un programme universel devant servir de point de référence pour les activités de développement menées au niveau multilatéral et touchant à toutes les dimensions du développement durable. Au nombre des objectifs qui y sont énoncés, l'objectif 9 "Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation", qui donne un caractère universel au mandat de l'Organisation, au service tant des pays en développement que des pays développés.

En marge du Sommet sur le développement durable qui s'est tenu à New York en septembre, une manifestation a été coorganisée à l'initiative de l'ONUDI pour examiner l'impact du Programme 2030 en Afrique. D'éminents dirigeants africains y ont pris part, notamment les Présidents du Bénin, du Nigéria et de la Zambie, les Premiers Ministres d'Éthiopie et du Lesotho, le Vice-Président du Botswana, des ministres, des chefs de secrétariat d'organisations internationales, de hauts fonctionnaires et des acteurs clefs du développement. Un communiqué conjoint intitulé "L'Afrique doit s'industrialiser" a été signé par les quatre coorganisateurs de la manifestation, à savoir la Commission de l'Union africaine, le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique, la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) et l'ONUDI. Le communiqué encourage toutes les parties prenantes à unir leurs forces et à former un nouveau partenariat mondial pour la mise en œuvre du Programme 2030, en particulier au profit des pays les plus vulnérables d'Afrique. Il réaffirme l'attachement des coorganisateurs à l'industrialisation de l'Afrique, ainsi que leur appui à la résolution sur l'instauration d'une troisième décennie de l'industrialisation de l'Afrique.

En Afrique, avec l'accroissement rapide de la population jeune, qui devrait progresser de 42 % d'ici à 2030, le développement industriel inclusif et durable est perçu comme un vecteur clef de création d'emplois. La manifestation a par ailleurs été l'occasion de souligner la nécessité d'une répartition égale des retombées de l'industrialisation, du renforcement du rôle des femmes dans la production pour favoriser l'inclusion et de l'élargissement du processus d'industrialisation aux zones rurales d'Afrique, l'objectif principal étant de ne laisser personne derrière.

Le défi primordial qu'il faudra relever est la mise en œuvre effective du Programme 2030. Pour y parvenir, les objectifs de développement durable devront être intégrés aux



réglementations, stratégies et politiques de développement définies au niveau national, et il conviendra de déployer les ressources nécessaires à cet égard. Le Programme 2030 est sensiblement différent du cadre établi par les OMD qu'il remplace; il exigera des initiatives collectives nouvelles et novatrices de mobilisation de ressources auprès du secteur privé, de la société civile, des universités, des organisations internationales, des institutions de financement du développement et des gouvernements pour accroître les investissements nécessaires à la réalisation des objectifs et cibles ambitieux fixés.

La mobilisation des ressources financières nécessaires pour répondre aux défis posés par le Programme 2030 a fait l'objet de débats qui ont abouti au Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, que l'Assemblée générale des Nations Unies a entériné le 27 juillet 2015. En marge de la conférence d'Addis-Abeba, l'ONUDI a organisé, en collaboration avec les Gouvernements éthiopien et sénégalais et la CEA, son troisième Forum sur le développement industriel inclusif et durable. D'éminents intervenants et animateurs, ainsi que près de 400 participants venant de plus de 70 pays y étaient présents. Les premiers exemples concrets d'application de l'approche de partenariat entre pays en Éthiopie et au Sénégal, dans le cadre desquels des ressources traditionnelles et non traditionnelles d'investissement ont pu être mobilisées en faveur du développement industriel inclusif et durable, ont été présentés.

Le quatrième Forum sur le développement industriel inclusif et durable, tenu les 30 novembre et 1er décembre, a examiné comment l'ONUDI pouvait contribuer à renforcer la corrélation entre industrie, infrastructures et innovation, dans l'esprit de l'objectif 9.

Réunion du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination à Paris en avril

En décembre 2015, l'ONUDI a également pris une part active à la Conférence de Paris sur les changements climatiques (la COP21) qui a élaboré un accord universel sur la lutte contre ce phénomène (voir chap. 4).

À cette occasion, les pays sont parvenus à un accord universel et globalement contraignant qui exigera la mise en œuvre de grands programmes de reconversion et de restructuration industrielles, l'objectif étant de réduire les émissions de manière substantielle et de renforcer la capacité des communautés à faire face aux conséquences des changements climatiques. L'Accord de Paris, qui devrait entrer en vigueur en 2020, et le Programme de développement durable à l'horizon 2030 s'intègrent harmonieusement en ce qu'ils dégagent plusieurs priorités mondiales communes en matière d'environnement, notamment pour ce qui est des stratégies d'adaptation et d'atténuation face aux changements climatiques, du renforcement de la résilience, de l'introduction de mesures relatives aux changements climatiques dans les politiques, les stratégies et la planification, de l'accélération de l'innovation et de l'intensification des flux financiers destinés à la lutte contre les changements climatiques.

L'ONUDI ET LE SYSTÈME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT

L'ONUDI a continué de collaborer très étroitement avec les institutions des Nations Unies, notamment avec le Conseil des chefs de secrétariat pour la coordination (CCS), le Comité de haut niveau sur les programmes, le Comité de haut niveau sur la gestion et le Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD).

Elle a contribué à l'établissement de plusieurs rapports du Secrétaire général

de l'ONU, en particulier le rapport sur l'examen quadriennal complet des activités de développement des Nations Unies, instrument ayant pour vocation de renforcer la cohérence et l'efficacité à l'échelle du système des Nations Unies. En cours d'année, l'ONUDI a participé à des débats interinstitutions et veillé à ce que son mandat s'inscrive en parfaite cohérence avec les lignes directrices énoncées dans la résolution de 2012 relative à la procédure d'examen quadriennal complet. L'ONUDI fait progressivement coïncider ses cycles de planification stratégique avec celui de l'examen quadriennal complet et il est prévu que, d'ici à 2021, son cadre de programmation à moyen terme soit pleinement aligné sur le cycle du nouvel examen quadriennal complet.

L'ONUDI a participé de manière constructive aux dialogues menés au sein du Conseil économique et social sur les activités opérationnelles de développement. Elle a apporté sa contribution, non seulement aux délibérations du Conseil dans le cadre de ses débats de haut niveau consacrés à l'intégration des trois dimensions du développement durable et des questions transversales et à leur corrélation, mais aussi aux travaux du Forum politique de haut niveau pour le développement durable, plate-forme principale des Nations Unies chargée du suivi et de l'examen de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

L'ONUDI a également coopéré avec le Département des affaires économiques et sociales et d'autres organismes partenaires des Nations Unies à l'établissement du Rapport mondial sur le développement durable, publication phare de l'ONU axée sur l'interface entre science et politique au service du développement durable. En collaboration avec d'autres entités homologues des Nations Unies, elle est le principal auteur du chapitre 5 de l'édition 2015 qui traite de croissance économique, de développement industriel inclusif et durable, et de consommation et de production durables.

En octobre, l'ONUDI et l'Office des Nations Unies à Vienne ont accueilli la réunion annuelle du Réseau de planification stratégique des Nations Unies qui, portant sur les difficultés et les possibilités de planification stratégique que présente la mise en œuvre du Programme 2030, contribuait ainsi aux réflexions majeures et à la coopération menées à l'échelle du système sur la planification stratégique.

L'ONUDI a continué de s'impliquer de manière constructive dans l'initiative "Unis dans l'action", qui vise à renforcer la cohérence et l'efficacité de l'action du système des Nations Unies, notamment dans les pays. En juillet, elle a publié une brochure d'information sur sa contribution à la cohérence du système des Nations Unies et à l'initiative "Unis dans l'action", selon une approche pluridimensionnelle de la poursuite d'objectifs communs; cette brochure retrace sa participation à l'initiative et présente quelques-uns des projets les plus réussis dans lesquels elle était engagée.

En tant que membre du Groupe consultatif du GNUD, l'ONUDI a apporté une contribution active à la cohérence de l'action du système des Nations Unies en faveur d'une réponse coordonnée face aux besoins exprimés par les États membres au travers des mécanismes de l'initiative "Unis dans l'action". Elle a également donné suite de manière efficace aux études et évaluations menées par le Corps commun d'inspection des Nations Unies, la toute dernière ayant été publiée au cours de l'année sur l'intégration de la question du plein emploi productif et du travail décent par les organismes du système des Nations Unies. L'ONUDI travaille la main dans la main avec les organismes apparentés des Nations Unies dont le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), l'Organisation internationale du Travail (OIT), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Fonds international de développement agricole (FIDA).

La mise en œuvre par l'Organisation de l'initiative "Unis dans l'action" a beaucoup modifié son fonctionnement. Mettant ensemble de nombreuses parties prenantes, en interne comme sur le terrain, l'initiative nécessite un mécanisme de coordination solide qui assure un flux de communication transparent et techniquement fluide entre les niveaux stratégique et opérationnel. Pendant l'exercice biennal en cours, elle a mobilisé 7,2 millions de dollars des États-Unis pour la programmation conjointe de projets dans les pays.

POLITIQUE ET STRATÉGIE D'ÉGALITÉ DES SEXES

Avec l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030, l'ONUDI a, grâce à des efforts concertés, renforcé sa capacité à promouvoir l'égalité des sexes et à rendre compte de sa mise en œuvre. Après avoir examiné à nouveau puis mis à jour sa politique de 2009, elle a adopté sa première stratégie en matière d'égalité des sexes qui sera appliquée dans ses activités en cours et à venir et elle s'emploie désormais à rendre sa structure organisationnelle plus efficace en y intégrant des objectifs en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes.

La politique actualisée d'égalité des sexes et la nouvelle stratégie mise

en place dans ce domaine, toutes les deux rendues publiques en 2015, s'articulent parfaitement avec les documents de planification stratégique de l'Organisation, comme avec les six piliers du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. La stratégie devrait renforcer l'égalité des sexes tant dans les services que fournit l'ONUDI qu'au sein même de l'Organisation.

Dans le cadre de la nouvelle architecture établie par l'ONUDI pour promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, le Directeur général assure la présidence d'un comité directeur sur l'intégration de l'égalité des sexes composé de hauts fonctionnaires, et des points focaux pour les questions d'égalité des sexes mis en place dans toutes les divisions devraient consacrer 20% de leur temps de travail à ces questions. Un Bureau de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes a été créé au sein du Département de la gestion des ressources humaines qui relève du Cabinet du Directeur général, et le Réseau des points focaux pour les questions d'égalité des sexes a été élargi.

Afin de renforcer l'égalité des sexes au sein de l'Organisation, la politique actualisée recommande la conduite en interne d'évaluations, d'audits et d'examens critiques par les pairs de l'intégration de l'égalité des sexes. La stratégie d'égalité des sexes, elle, énonce trois priorités pour la période 2016-2019: promouvoir l'égalité des sexes, promouvoir une culture d'égalité des sexes et renforcer le respect du principe de responsabilité. L'ONUDI continue d'échanger des données relatives à l'égalité des sexes afin de mieux sensibiliser le personnel aux disparités qui existent dans ce domaine et elle utilise ces données pour définir des objectifs et prendre des mesures correctives.

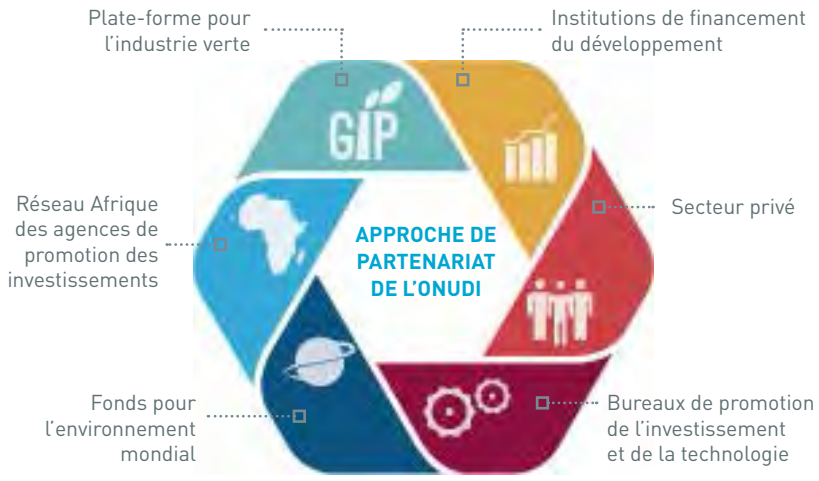
Pour promouvoir davantage encore l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans les services que l'ONUDI fournit, la stratégie d'égalité des sexes fixe une feuille de route et définit des activités de gestion de programmes conformes à la politique visant à mieux intégrer l'égalité des sexes dans les programmes et activités essentiels et sur l'ensemble des trois piliers thématiques. En intégrant l'égalité des sexes dans ses programmes et activités essentiels, l'ONUDI cherche à contribuer à la mise en place de changements structurels dans les politiques, les institutions, les entreprises et les communautés. Une attention particulière est accordée aux politiques de développement industriel qui aident à lutter contre les inégalités de sexe dans le secteur manufacturier et l'accès inégal aux postes de direction.

Toutes les données essentielles tirées des programmes et projets, les statistiques industrielles et les statistiques relatives à l'Organisation elle-même seront ventilées par sexe. Les résultats obtenus en matière d'égalité des sexes seront suivis en consultation avec les administrateurs de projets et comporteront des critères de référence et des cibles. Un système est actuellement en train d'être mis au point pour suivre les résultats obtenus sur le front de l'égalité des sexes et établir des rapports à ce sujet.

En 2015, l'ONUDI a publié plusieurs guides sur l'intégration de l'égalité des sexes dans les projets. Conçus pour aider le personnel à prendre concrètement en compte l'égalité des sexes dans leurs activités et tout au long du cycle de vie des projets, ils portent sur les services d'appui au secteur privé et à la promotion des investissements et de la technologie, le renforcement des capacités, le développement de l'agribusiness, la gestion de l'environnement et les projets menés au titre du Protocole de Montréal. Ils intéressent aussi les partenaires et organismes locaux et nationaux, les partenaires internationaux et du secteur privé, ainsi que les experts participant aux activités de renforcement des capacités menées par l'ONUDI.

PROGRAMME DE PARTENARIAT DE L'ONUDI

Par son approche de partenariat — les Programmes de partenariat entre pays (PCP) — l'ONUDI mobilise des partenaires externes et des ressources supplémentaires pour



Joseph E. Stiglitz, prix Nobel, à la seizième session de la Conférence générale

Heinz Fischer, Président de l'Autriche, et le Directeur général à l'ouverture de la Conférence générale

accroître l'impact de ses activités de coopération technique et accélérer la mise en œuvre du développement industriel inclusif et durable dans les États membres. L'approche exige des actions collectives et aide les partenaires locaux et internationaux à apporter, dans le cadre de leur participation, l'appui, les connaissances et les ressources financières nécessaires au développement industriel inclusif et durable. Outre sa coopération technique et les services d'analyse et de conseil stratégique qu'elle assure, l'ONUDI a pour rôle de coordonner, sous l'impulsion et la direction du gouvernement hôte, les activités de partenariat afin de constituer une fondation solide pour une croissance économique durable.

Chaque PCP s'intègre harmonieusement avec les priorités en matière d'industrialisation et les plans de développement du pays bénéficiaire. Au début de l'année, les Gouvernements hôtes d'Éthiopie et du Sénégal — les deux premiers pays à avoir adopté le nouveau programme — ont approuvé les documents y relatifs. À la Conférence générale tenue en décembre, le Pérou a été proposé comme troisième pays participant.

Le PCP pour l'Éthiopie met l'accent sur le développement d'industries manufacturières légères à forte intensité de main-d'œuvre, particulièrement dans les domaines de la transformation agroalimentaire, du textile et de l'habillement, du cuir et des produits en cuir, domaines jugés susceptibles d'attirer des investissements du secteur privé du fait du potentiel de création d'emplois, des liens avec le secteur agricole et des possibilités d'exportation qu'ils présentent. Le PCP pour le Sénégal met l'accent sur l'élaboration de politiques industrielles, la création d'agropoles pour le développement de chaînes de valeur agricoles, l'aménagement de nouveaux parcs industriels et la modernisation des parcs industriels existants. Les deux programmes comportent des interventions multisectorielles complémentaires conformes aux priorités définies par les gouvernements.

SEIZIÈME SESSION DE LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE

Réunie en novembre et en décembre à Vienne, la seizième session de la Conférence générale a enregistré la participation de plus de 800 représentants de gouvernements, du secteur privé, du monde universitaire et des médias autour du thème: "L'industrialisation durable pour une prospérité partagée".

La Conférence s'est tenue à un moment décisif de l'histoire de la coopération au service du développement, deux mois après l'accord auquel sont parvenus les dirigeants du monde sur les objectifs de développement durable et une semaine avant l'adoption de l'Accord de Paris issu de la COP21. Le développement industriel inclusif et durable est au cœur du mandat de l'ONUDI depuis l'adoption de la Déclaration de Lima à la session de la Conférence générale tenue en 2013. Dans une atmosphère empreinte des attentes et de la confiance placées en l'avenir de l'Organisation, le Président autrichien a souhaité la bienvenue aux participants, en appelant leur attention sur le "rôle important que joue l'ONUDI pour assurer aux populations des moyens de subsistance décents, en particulier dans les pays d'où affluent aujourd'hui des réfugiés". Cette opinion a également été exprimée par le lauréat du prix Nobel

RÉUNION DES DONATEURS

La deuxième réunion des donateurs de l'ONUDI a été organisée sous le thème de la Conférence générale "L'industrialisation durable pour une prospérité partagée". Plus de 400 représentants y ont pris part: ministres, vice-ministres, hauts fonctionnaires, représentants de missions permanentes, présidents de groupes régionaux, représentants d'autres organisations internationales et du secteur privé. L'objectif était de démontrer combien les activités de coopération technique de l'ONUDI étaient efficaces et comment les ressources fournies par les donateurs, alliées aux compétences techniques et à la gamme des services de l'Organisation, étaient utilisées à bon escient. Les exemples de réussite de l'ONUDI et les financements qu'ils ont pu générer aux bénéficiaires finaux ont fait l'objet d'échanges interactifs qui ont permis aux représentants des donateurs, aux responsables des pays bénéficiaires de mutualiser leurs expériences et connaissances. Les résultats du questionnaire d'évaluation distribué au cours de la réunion montrent que les participants qui y ont répondu verraient d'un bon œil l'organisation d'une manifestation similaire dans l'avenir.

de sciences économiques, Joseph Stiglitz, qui, évoquant la complexité de la question du développement, a dit qu'il n'y avait pas de solution miracle et qu'elle ne saurait être traitée avec un seul outil. Au contraire, en matière d'industrialisation, un arsenal complet d'outils adaptés à la situation de chaque pays s'imposait. À ses yeux, l'approche de développement industriel inclusif et durable promue par l'ONUDI était le cadre élargi absolument nécessaire pour que la communauté internationale parvienne à ce dont elle a besoin aujourd'hui.

Tout au long de la Conférence, les participants sont convenus que l'ONUDI avait un rôle central à jouer dans la mise en œuvre du Programme 2030, ses priorités thématiques prenant pleinement en compte les trois dimensions du développement durable: économique, sociale et environnementale. Les représentants se sont félicités des efforts déployés par l'ONUDI depuis des années pour s'attaquer aux causes profondes de la migration, notamment en encourageant la création d'emplois au travers des services qu'elle fournit.

Le quatrième Forum sur le développement industriel inclusif et durable, qui s'est tenu à l'occasion de séances plénières de la Conférence générale, a offert aux participants une plate-forme de débat sur les partenariats multipartites. Une vue d'ensemble des résultats obtenus dans la mise en œuvre des PCP a été présentée (voir ci-dessus). Le Forum a été jalonné d'autres manifestations, notamment d'une rencontre entre le Directeur général et le Vice-Président de la Banque européenne d'investissement, qui a donné aux deux responsables l'occasion de réitérer leur attachement à la promotion du développement industriel inclusif et durable, particulièrement en Afrique. Trois tables rondes interactives ont été organisées en marge de la Conférence, l'une sur le rôle des pôles d'innovation pour une industrialisation durable et une prospérité partagée, une deuxième sur l'esprit d'entreprise chez les jeunes et les femmes, et la troisième sur l'industrialisation durable et l'action climatique. Comme les années précédentes, la Conférence générale a été précédée par la Conférence ministérielle des pays les moins avancés (voir ci-après).

Les États membres de l'ONUDI ont également adopté le cadre de programmation à moyen terme 2016-2019, qui, venant remplacer celui de l'exercice précédent, guide les activités stratégiques, programmatiques et opérationnelles de l'Organisation sur les quatre prochaines années. Le cadre de programmation à moyen terme 2016-2019 prend en considération la "Déclaration de Lima: Vers un développement industriel inclusif et durable" et les recommandations concernant les critères de gestion figurant dans le "Document d'orientation stratégique"). Il s'inspire du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des objectifs de développement durable connexes, ainsi que des mécanismes de cohérence de l'action du système des Nations Unies, dont le réseau des coordonnateurs résidents des Nations Unies et l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles du système des Nations Unies.

Conformément au mandat renouvelé qui lui a été assigné, l'ONUDI organise ses activités programmatiques autour de trois priorités thématiques, la création d'une prospérité partagée, le renforcement de la compétitivité économique et la protection de l'environnement. Chacun de ces domaines programmatiques sera mis en œuvre à travers quatre fonctions: la coopération technique; l'analyse, la recherche et les services de conseil stratégique; les activités relatives à la mise aux normes et à la qualité; et le rôle de forum mondial de l'Organisation et son action de promotion de partenariats en vue du transfert de connaissances,

du développement de réseaux et de la coopération industrielle.

Les innovations apportées par le cadre de programmation à moyen terme 2016-2019 comprennent l'adoption d'une nouvelle approche de partenariat visant à promouvoir le développement industriel inclusif et durable au travers des PCP, l'intégration d'un cadre budgétaire indiquant les prévisions de dépenses pour la mise en œuvre du cadre de programmation à moyen terme (le Cadre intégré de résultats et de performance), et l'amélioration de la méthode de gestion axée sur les résultats. Les États membres ont par ailleurs reconnu que le cadre de programmation à moyen terme était un outil important et souple qui permettait à l'Organisation de s'acquitter de ses mandats et de donner des informations sur les résultats obtenus et les progrès accomplis dans la mise en œuvre du développement industriel inclusif et durable dans les pays bénéficiaires.

BUREAUX DE LIAISON DE L'ONUDI

Par des contacts étroits dans leurs lieux de travail respectifs avec les missions permanentes, les organismes du système des Nations Unies, les organes intergouvernementaux et interinstitutions, la société civile et le secteur privé, les bureaux de liaison de l'ONUDI à Bruxelles, Genève et New York poursuivent leur action visant à faire mieux connaître les programmes et activités de l'Organisation et à mobiliser un appui en leur faveur.

Bureau de New York

Le Bureau de New York, proche du siège de l'ONU, a continué à prendre une part active à l'élaboration du programme pour l'après-2015 en sa qualité de membre de l'équipe d'appui technique du programme. Il est régulièrement en contact étroit avec le Groupe des amis du développement industriel inclusif et durable qui continue à faire valoir les mérites de ce type de développement vu comme la pierre angulaire indispensable à l'éradication durable de la pauvreté et de la faim. À la cinquième réunion du Groupe à New York en février, il a été souligné que, loin d'être la préoccupation des seuls pays en développement et de l'Afrique, le développement industriel inclusif et durable était un problème universel. L'intégration du développement industriel inclusif et durable dans le programme des Nations Unies pour l'après-2015 a permis l'adoption de l'objectif 9 du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Grâce à sa présence à New York, l'ONUDI a pu jouer un rôle proactif dans le cadre du dialogue du Conseil économique et social sur le positionnement à long terme du système de développement des Nations Unies (voir ci-dessus). Une analyse des débats a permis d'élaborer en interne une stratégie visant à mieux préparer et à adapter l'ONUDI dans la perspective du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Les activités de sensibilisation et de promotion menées par le Bureau de New York comportent aussi des séances d'information et la participation à diverses rencontres. À l'occasion d'une réunion de groupe d'experts de haut niveau tenue à New York en février et axée sur l'amélioration de la gestion des industries extractives africaines au service du développement industriel inclusif et durable, l'ONUDI a rappelé l'importance du développement industriel inclusif et durable dans la transformation structurelle de l'Afrique et des PMA. Elle a également fait une présentation similaire au Forum des jeunes dirigeants en mars, dont l'un des objectifs était de développer les compétences techniques des jeunes en Afrique.

Au Forum politique de haut niveau pour le développement durable, tenu du 26 juin au 8 juillet à New York, l'ONUDI a coorganisé une manifestation parallèle consacrée au prototype de rapport mondial sur le développement durable.

En mai, elle a par ailleurs organisé, en coopération avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), une manifestation visant à sensibiliser davantage la communauté internationale à l'importance de l'intégration et de la cohérence dans les politiques industrielles, commerciales et d'innovation conçues en fonction des objectifs généraux des plans nationaux de développement, en particulier dans le contexte du programme de développement pour l'après-2015.

L'ONUDI a joué un rôle de premier plan, puis coordonné les contributions de quelque 25 programmes et organismes des Nations Unies à l'établissement du document d'information sur la croissance et la transformation économiques durables et la promotion de la consommation durable, dans le cadre de l'un des six dialogues de haut niveau organisés au cours du Sommet des Nations Unies consacré à l'adoption du programme de développement pour l'après-2015.

Bureau de Genève

Avec plus de 100 manifestations intergouvernementales et interinstitutions par an, Genève est

un grand centre de conférences où l'on débat de questions relatives au développement économique durable, pour une large part en raison de la présence d'un grand nombre d'institutions multilatérales actives dans le domaine du développement économique. Genève est également un lieu important où l'on traite de la dimension environnementale du développement économique. Outre le fait que le Bureau de Genève de l'ONUDI représente l'Organisation à de nombreuses réunions organisées par le système des Nations Unies, l'une de ses fonctions est de consolider les relations de travail établies avec d'autres organisations internationales et d'encourager de nouveaux partenariats. Au cours de l'année, il s'est employé à nouer ou renforcer des partenariats avec le Centre du commerce international (CCI), l'OIT et l'Union internationale des télécommunications (UIT), qui ont dépêché cette année une délégation de haut niveau au siège de l'ONUDI. Un accord avec l'UIT, partenaire dans la mise en œuvre de l'objectif 9, est en cours d'établissement et des dispositions sont déjà prises pour la mise à jour de l'accord, vieux de 25 ans, établissant des relations entre l'ONUDI et l'OIT, et son adaptation au nouveau contexte de développement.

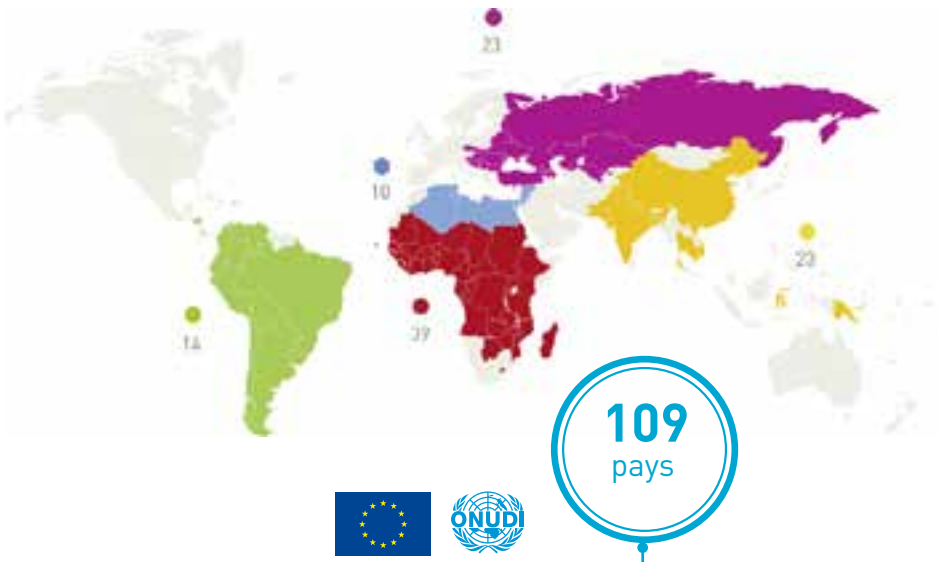
Cette année, comme les autres bureaux de l'ONUDI, le Bureau de Genève s'est essentiellement attaché à faire connaître de manière concrète le nouveau mandat de l'Organisation et le positionnement stratégique du développement industriel inclusif et durable. Il a fallu à cet effet appeler l'attention sur le caractère impératif de ce type de développement lors de réunions intergouvernementales et de forums publics. Les débats menés en cours d'année ont essentiellement porté sur les leviers d'une croissance inclusive et verte — commerce, technologie et politiques de développement économique cohérentes — et sur la nécessité d'harmoniser les services consultatifs relatifs au développement économique. Le Bureau a par ailleurs organisé plusieurs manifestations et séances d'information technique, en particulier un forum de haut niveau sur l'industrialisation inclusive et durable en Afrique, en coopération avec la représentation de l'Union africaine.

Une présence forte de l'ONUDI à Genève est indispensable pour entretenir des relations de travail étroites avec 23 États membres, majoritairement des PMA qui n'ont pas de représentation auprès du siège de l'ONUDI à Vienne. Les réunions bilatérales et de groupes jouent un rôle important dans les dialogues, les débats internationaux, le plaidoyer et le suivi rigoureux des services que fournit l'Organisation dans les différents pays. En dehors des séances d'information formelles que le Bureau organise à Genève, une connexion a été établie pour permettre aux missions permanentes sises à Genève de suivre en visioconférence des séances d'information qui se tiennent à Vienne.

Bureau de Bruxelles

Le Bureau de Bruxelles de l'ONUDI aide l'Organisation à développer des partenariats avec les institutions de l'Union européenne (UE), à savoir la Commission européenne, le Parlement européen, le Conseil, le Comité économique et social européen, ainsi que la Banque européenne d'investissement et le Secrétariat du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (Groupe ACP), qui représente 79 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Il est par ailleurs en contact permanent avec les ambassades des États membres de l'ONUDI représentés à Bruxelles, ainsi qu'avec diverses agences de développement bilatéral et institutions de financement du développement, des laboratoires d'idées, des organismes du secteur privé et des associations professionnelles, des organisations non gouvernementales et des universités qui suivent de près les politiques et activités de l'UE.

Le dialogue politique mené au cours de l'année a été axé sur le rôle de l'Organisation dans le programme de



Le Directeur général de l'ONUDI, LI Yong, et le Vice-Président de la Banque européenne d'investissement, Ambroise Fayolle, à la cérémonie de lancement d'un nouveau rapport sur la coopération entre l'ONUDI et l'UE de 2005 à 2015.

développement pour l'après-2015. Il convient de noter tout particulièrement les interventions de l'ONUDI aux nombreuses manifestations organisées sur cette question par la Commission européenne, le Parlement européen et le Comité économique et social européen. Le Bureau a contribué à l'élaboration d'une résolution parlementaire sur le rôle du secteur privé dans le développement et, à l'occasion d'une réunion informelle du Groupe de travail sur la coopération au développement du Conseil de l'UE, il a donné des informations aux États membres sur le développement industriel inclusif et durable. En septembre, il a représenté l'ONUDI à une manifestation organisée par la Fondation Asie-Europe au Sénat français à Paris.

Tout au long de l'année, le Bureau a participé à un dialogue de haut niveau avec la Commission européenne lors de grandes manifestations comme le dialogue sur les politiques industrielles, tenu en avril à Santiago du Chili, avec l'UE et l'Amérique latine, le Forum de l'énergie de Vienne organisé en juin, le troisième Forum sur le développement inclusif et durable, qui s'est tenu en juillet à Addis-Abeba, le Forum de Vienne sur la sécurité sanitaire des aliments organisé en septembre et la COP21 en décembre. De plus, une manifestation conjointe sur l'agribusiness dans les pays ACP a eu lieu à l'Expo Milano 2015 en mai.

La coopération et le dialogue fructueux entre l'UE et l'ONUDI ont été le sujet d'un rapport sur les 10 dernières années de coopération entre ces deux organisations. Dans son avant-propos, Frans Timmermans, Premier Vice-Président de la Commission européenne chargé du développement durable, a déclaré que le Programme 2030 offrait à l'UE et à l'ONUDI une feuille de route claire et ambitieuse pour renforcer et amplifier l'action commune qu'elles mènent en faveur de la prospérité et du développement durable pour tous. Établi par le Bureau de Bruxelles, le rapport a été présenté au public par le Directeur général de l'ONUDI, le Directeur général adjoint de la Commission européenne chargé de la coopération internationale et du développement et le Vice-Président de la Banque européenne d'investissement lors de la Conférence générale tenue en décembre. Dans le domaine de la coopération technique, le partenariat avec l'Union européenne favorise la mise en œuvre du développement industriel inclusif et durable dans plus de 100 pays en développement. L'accent est particulièrement mis sur le renforcement du rôle du secteur privé, l'appui à la coopération industrielle avec les entreprises et centres d'excellence européens et la promotion de la transition vers une économie verte. Depuis 2005, l'Union européenne est progressivement devenue un donateur important de contributions volontaires à l'ONUDI. De nouveaux accords ont été signés au cours de l'année pour financer la formation professionnelle et l'emploi des jeunes en Côte d'Ivoire, l'industrie du sucre à Madagascar, le secteur privé au Mozambique, l'action climatique en Afrique du Sud et l'identification des sites pollués dans le monde. Avec un financement de l'UE, d'importantes activités relatives à l'environnement ont été menées en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'OIT et l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) au titre du Partenariat pour l'action en matière d'économie verte (PAGE), et par l'entremise du Centre et Réseau des technologies climatiques (CRTC).

Comme suite aux consultations avec la Banque européenne d'investissement, un mémorandum d'accord a été signé en juillet au Luxembourg et un programme de travail a été adopté lors d'une réunion de suivi à Vienne.

UNE PRIORITÉ DIFFÉRENCIÉE

Les pays les moins avancés

Les pays les moins avancés restent au cœur des fonctions d'établissement de normes, de conseil stratégique, de forum mondial, de programmation et de coopération technique que doit assumer l'ONUDI. La sixième Conférence ministérielle des PMA s'est tenue en novembre à Vienne, juste avant la Conférence générale. Environ 300 participants, dont des ministres et autres hauts responsables gouvernementaux, et des représentants d'organismes des Nations Unies, de communautés économiques régionales, d'institutions homologues, de donateurs et du secteur privé, se sont penchés sur les pistes d'action susceptibles d'aider les pays à sortir de la catégorie des PMA. L'occasion a été mise à profit pour analyser, d'une part, les obstacles à la diversification des économies des PMA

et au reclassement de ces derniers et, d'autre part, les moyens de surmonter ces obstacles dans le contexte du Programme de développement durable à l'horizon 2030. La Conférence s'est en outre penchée sur les modalités d'intégration du développement industriel inclusif et durable dans les stratégies et politiques nationales de développement, et sur les moyens de mobiliser des ressources financières externes pour aider les PMA à sortir de cette catégorie, conformément aux décisions de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement.

Un voyage d'étude dans des centres d'innovation en Basse-Autriche a par ailleurs été organisé à l'intention des participants, ainsi qu'une plate-forme de dialogue entre les secteurs public et privé. Les chapitres 2, 3 et 4 du présent rapport décrivent en détail les projets et programmes de l'ONUDI spécifiquement axés sur les besoins des PMA.

Les petits États insulaires en développement

Isolement géographique, vulnérabilité aux catastrophes naturelles, faiblesse démographique et dépendance continue de l'importation de combustibles fossiles sont quelques-uns des facteurs qui caractérisent les 39 petits États insulaires en développement (PEID) à travers tous les continents. Depuis 1992, les PEID sont reconnus par l'ONU comme un groupe à part de pays en développement confrontés aux mêmes défis. Ils font l'objet de mesures spéciales au sein ou hors du système des Nations Unies. L'Organisation a joué un rôle de premier plan dans plusieurs initiatives menées à l'échelle du système des Nations Unies, notamment la Plate-forme d'action des petits États insulaires en développement et les moyens de mise en œuvre de la stratégie de SAMOA. Le Réseau mondial de centres régionaux pour les énergies renouvelables de l'ONUDI contribue à la mise en œuvre de la Stratégie de SAMOA et facilite les échanges de connaissances et de solutions technologiques adaptées entre PEID. Le Centre des Caraïbes pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (voir chap. 4) a ouvert ses portes en octobre à Bridgetown, avec un fonds de départ fourni par le Gouvernement autrichien, le Centre pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique du Pacifique, lui, devant être inauguré en 2016 à Nuku'alofa à l'occasion de la vingt-cinquième conférence de la Pacific Power Association qui sera accueillie par les Tonga. Le Centre régional pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), opérationnel depuis 2010 au Cabo Verde, a été désigné comme point focal des PEID africains. L'ONUDI a participé à une séance de restitution organisée par le CCI sur les résultats d'une étude dont l'objet était d'évaluer le rôle et l'action du Groupe consultatif interinstitutions sur les

PEID et les progrès accomplis dans l'application effective de la Stratégie de Samoa et de la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement.

Un traité portant création à l'échelle mondiale de la première organisation intergouvernementale des petits États insulaires, l'Initiative pour l'énergie durable et la résilience climatique des petits États insulaires en développement, est entré en vigueur en septembre. Les 11 premières parties contractantes étaient les Bahamas, la Barbade, le Belize, la Dominique, la Grenade, les Îles Cook, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, le Samoa, les Seychelles et Tuvalu (voir chap. 4). Avec le PNUD comme chef de file, l'ONUDI met en œuvre des plans de gestion de l'élimination progressive des hydrochlorofluorocarbures à Antigua-et-Barbuda, aux Bahamas, à Sainte-Lucie, et à Saint-Vincent-et-les Grenadines. Les projets portent notamment sur l'achat de matériel de réfrigération pour les entreprises offrant des services de réfrigération et sur l'organisation de formations correspondantes.

L'ONUDI élabore actuellement des projets de coopération technique qui profiteront aux pays insulaires du Pacifique, les Fidji, le Samoa, le Timor-Leste, Tuvalu et Vanuatu, ainsi qu'un programme régional auquel sont associés les Fidji, le Samoa et Vanuatu et qui couvre l'énergie, la pêche, l'agribusiness et le secteur du bambou. Une mission dépêchée par l'ONUDI en novembre à Vanuatu a discuté de l'appui que peut apporter l'Organisation, par des activités productives à valeur ajoutée, aux efforts de reconstruction menés suite au passage du cyclone Pam.

Conférence sur les pays à revenu intermédiaire à Minsk (Bélarus) en avril 2015

Les pays à revenu intermédiaire

Bénéficiaires et contributeurs de l'aide au développement, les pays à revenu intermédiaire constituent un groupe très divers au regard des caractéristiques géographiques, démographiques et socioéconomiques qu'ils présentent. Ils doivent toutefois faire face à des défis communs en matière de développement. Ils comptent une population de 5 milliards d'habitants, soit 71 % de la population mondiale, mais ne représentent qu'un tiers du produit intérieur brut mondial et 73 % des pauvres du monde y vivent. Aujourd'hui, une bonne moitié des 170 États membres sont des pays à revenu intermédiaire. L'ONUDI coopère étroitement avec ces pays pour relever les défis auxquels ils sont confrontés et encourager des partenariats entre eux et les pays à revenu élevé.

La promotion du développement industriel inclusif et durable dans les pays à revenu intermédiaire d'Europe et d'Asie centrale était le thème principal d'une conférence internationale organisée par l'ONUDI en avril à Minsk, en coopération avec le Gouvernement du Bélarus. Des représentants de pays qui étaient passés du statut de pays à revenu intermédiaire à celui de pays à revenu élevé ont décrit les stratégies et politiques que leurs pays avaient mises en œuvre. Les participants ont recommandé que des réunions d'experts de ce type soient organisées pour maintenir un dialogue sur la manière de promouvoir l'innovation et l'entreprenariat dans les pays à revenu intermédiaire, tout en encourageant des échanges d'informations et de meilleures pratiques. Au cours des débats, on a évoqué à maintes reprises l'importance, d'une part, de la coopération entre les différentes parties concernées et, d'autre part, de l'établissement de partenariats pour le développement durable. Les participants ont demandé à l'ONUDI et aux institutions de financement du développement de coopérer avec les pays à revenu intermédiaire pour éviter, par des stratégies et instruments de développement industriel inclusif et durable, de tomber dans ce qu'il est convenu d'appeler le piège du revenu intermédiaire.

Réunion des Ministres du commerce des pays du groupe BRICS à Moscou (Fédération de Russie) en juillet 2015

Les pays du groupe BRICS

Au cours de leur septième Sommet tenu en juillet à Ufa (Fédération de Russie), les pays du groupe BRICS — les cinq grandes économies émergentes que sont le Brésil, la Fédération de Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud — ont réaffirmé le mandat spécifique de l'ONUDI, à savoir promouvoir et accélérer le développement industriel inclusif et durable. La déclaration d'Ufa a souligné que l'instabilité des systèmes économiques et financiers et la volatilité des prix sur les marchés mondiaux des produits de base rendaient plus que jamais nécessaire la diversification économique et industrielle par des entreprises et technologies nouvelles et novatrices. L'expérience et la réussite des pays du groupe BRICS pourraient être mutualisées et échangées avec d'autres pays en développement au moyen d'une coopération Sud-Sud plus forte. Le Directeur général a été invité à s'exprimer devant la cinquième réunion des ministres du commerce des pays du groupe BRICS tenue avant le Sommet, ce qui a marqué une étape supplémentaire dans les relations entre ces pays et l'ONUDI. L'ONUDI a également contribué aux travaux de la réunion en formulant 6 des 49 propositions constituant la Feuille de route des pays du groupe BRICS pour la coopération dans les domaines du commerce, de l'économie et des investissements à l'horizon 2020.

L'ONUDI a organisé à Quito en juillet un atelier auquel ont participé des représentants de 32 pays, dont les pays du groupe BRICS et des pays d'Amérique latine et des Caraïbes. L'objectif était d'examiner les moyens de renforcer les alliances internationales sur le marché mondial, l'accent étant particulièrement mis sur les petites et moyennes entreprises (PME). Des responsables de services nationaux de facilitation des exportations, des experts de haut niveau de l'Union économique eurasienne, des experts des pays du groupe BRICS et des représentants d'organismes nationaux et régionaux de certification de produits et de réglementation des importations ont mené des réflexions sur les difficultés et les possibilités de coopération et d'alliances stratégiques. L'atelier a permis d'établir des réseaux et de renforcer les partenariats entre différentes régions dans les domaines du commerce et des investissements.

L'ONUDI a coédité un ouvrage intitulé "*Structural Change and Industrial Development in the BRICS* (Changement structurel et développement industriel dans les pays du groupe BRICS)", qui a été publié par l'Oxford University Press (Presses universitaires d'Oxford) et est analysé en détail au chapitre 2.

Des informations concernant un projet de plate-forme technologique ONUDI-groupe BRICS ont été données en septembre aux participants à la dix-neuvième édition du Forum économique international de Saint-Pétersbourg (Russie), parmi lesquels il y avait les représentants permanents adjoints des pays du groupe BRICS.

CINQUANTIÈME ANNIVERSAIRE DE L'ONUDI

L'année 2016 marque le cinquantième anniversaire de l'ONUDI. Ce sera l'occasion de braquer les projecteurs sur les réalisations de l'Organisation et d'examiner les priorités stratégiques futures. C'est dans cet esprit qu'ont été lancés les préparatifs en 2015.

La manifestation la plus importante prévue est une exposition qui sera réalisée au siège de l'ONUDI pendant la quarante-quatrième session du Conseil du développement industriel prévue du 21 au 25 novembre 2016. Organisé dans le cadre de l'exposition, un forum, qui réunira des animateurs et participants de plusieurs pays, du secteur privé, du système des Nations Unies et d'autres grandes organisations internationales, des universités et de la société civile, proposera débats et réflexions. Les programmes et projets de l'ONUDI y seront présentés avec une description de leur impact sur le terrain. D'autres manifestations préparatoires seront organisées dans différents bureaux extérieurs. Des publications et une plate-forme Web dédiées aux activités passées, présentes et futures seront lancées et complétées par des campagnes sur les médias sociaux. Le thème retenu pour le cinquantième anniversaire sera "Ensemble pour un avenir durable".

2. RENFORCER LA COMPÉTITIVITÉ ÉCONOMIQUE

On reconnaît de plus en plus que l'industrialisation, menée au profit de tous et de façon durable, peut créer des emplois, être une source de revenus, favoriser l'accroissement de la productivité, transformer les économies et être l'un des principaux moteurs du développement. Pour atteindre ces objectifs, entre autres, il faut avant tout œuvrer à la promotion d'un secteur privé dynamique. En particulier, les pays doivent promouvoir de petites et moyennes entreprises compétitives, source majeure d'activités économiques et de création d'emplois dans de nombreux pays en développement, et principal levier d'autonomisation des femmes et des jeunes.

Message du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, Ban Ki-moon, au premier Forum international sur l'entreprenariat et l'investissement

L'industrie porte les germes de l'entreprenariat, de l'innovation, de l'apprentissage et du développement technologiques, de la diversification économique et de la création d'emplois décents. L'amélioration de la productivité dans l'industrie peut engendrer des résultats favorables aux pauvres et contribuer à relever le niveau de vie, en particulier dans les pays en développement. Par ailleurs, le renforcement des capacités en vue d'un meilleur accès aux marchés intérieurs et internationaux peut beaucoup aider les pays en développement à lutter contre la pauvreté.

Si la mondialisation et la libéralisation des échanges offrent des avantages indéniables en termes de baisse des prix et d'élargissement de la gamme des biens et services de qualité disponibles, elles exposent également les marchés, d'une part, à une évolution rapide des technologies et des préférences des consommateurs et, d'autre part, aux pressions de la concurrence. Dans un contexte international en mutation et dans un monde de plus en plus interdépendant, les pays doivent rester compétitifs pour survivre et se développer. Afin de soutenir la concurrence internationale, les entreprises doivent se montrer efficaces, dans un environnement économique et commercial porteur. Ces défis peuvent être relevés au travers de politiques et de programmes industriels appropriés de mise à niveau et de modernisation de l'industrie, de développement des PME et de l'entreprenariat, de regroupements industriels, de renforcement des capacités commerciales, et de promotion des investissements et de la technologie.

METTRE À NIVEAU LES ENTREPRISES ET L'INFRASTRUCTURE INDUSTRIELLE

La gamme d'instruments politiques de l'ONUDI s'est récemment enrichie de la méthodologie d'identification de la croissance et de facilitation de la mise à niveau et de la diversification industrielles, adoptée pour aider les États membres à accélérer l'industrialisation dans un environnement mondial dynamique. Cette démarche vise à intégrer les principes du nouveau cadre économique structurel aux cadres analytiques et opérationnels existants, en corrélation avec les programmes de mise à niveau et de diversification industrielles de l'Organisation. Elle part du principe que les politiques gouvernementales sur la mise à niveau et la diversification industrielles doivent s'appuyer sur des entreprises présentant un avantage comparatif latent. Au cours de la phase initiale de conception et de mise en œuvre pilote des programmes, l'ONUDI a collaboré avec Justin Lin et l'École nationale de développement de l'Université de Pékin.

Un projet en cours en République-Unie de Tanzanie pour la mise à niveau et la modernisation de l'industrie vise à renforcer les capacités des PME en leur inculquant des principes et des pratiques commerciales devant stimuler leur compétitivité et leur performance industrielles et favoriser la croissance. Lancé en 2011 dans le cadre du programme de pays de l'ONUDI en République-Unie de Tanzanie, ce projet, d'un coût

de 1,9 million de dollars, a permis d'effectuer un diagnostic industriel et la mise à niveau de 19 entreprises des secteurs de la transformation des produits laitiers, des huiles comestibles et des aliments, ainsi que d'assurer la formation de 50 experts nationaux aux méthodologies de mise à niveau industrielle. Les ventes locales ont ainsi augmenté de 38 %. Les sociétés ont indiqué une nette réduction des pertes au cours de la transformation, ce qui a permis aux entreprises bénéficiaires d'économiser au total 1 million de dollars. Les enseignements tirés d'un projet de regroupement d'entreprises du secteur des oléagineux comestibles en Éthiopie ont été mis à profit dans le cadre du développement d'un regroupement de producteurs d'huile de tournesol à Dodoma, pour lequel l'ONUDI a apporté formations, équipements et technologie. En coopération avec un expert de l'ONUDI venant d'Éthiopie, des experts locaux ont conçu et fabriqué un prototype efficace et abordable d'unité de semi-raffinage de tournesol, ce qui est un exemple de réussite de transfert de technologie Sud-Sud utilisant des matériaux entièrement disponibles sur place.

Un projet en cours d'exécution au Nigéria vise à mieux aligner le développement des compétences industrielles sur les besoins des entreprises, en particulier dans les sous-secteurs du cuir et des produits en cuir, de l'habillement et du textile, de l'automobile, de l'acier, de la pétrochimie et de la construction de logements, jugés prioritaires dans le Plan national de révolution industrielle. L'objectif est de constituer une base de données factuelles sur la demande, l'insuffisance et l'offre de compétences dans le pays et de formuler, en consultation avec les parties prenantes concernées, des recommandations stratégiques concernant un plan d'action visant à réduire les déficits de compétences.

MISE À NIVEAU ET MODERNISATION DE L'INDUSTRIE EN RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE

Diagnostic et mise à niveau de **19** entreprises des secteurs de la transformation des produits laitiers, des huiles comestibles et des aliments

50 experts nationaux formés

Augmentation des ventes locales de 38 %

PARCS SCIENTIFIQUES, INDUSTRIELS ET TECHNOLOGIQUES

Le rôle des pôles d'innovation pour une industrialisation durable et une prospérité partagée a été souligné dans le cadre d'une manifestation parallèle organisée à la seizième session de la Conférence générale en décembre. Le débat engagé a permis d'explorer les moyens de susciter une innovation et un développement portés par la technologie. Y ont pris part des experts de parcs scientifiques, industriels et technologiques, de pépinières d'entreprises à vocation technologique, d'universités, du secteur public et du monde des affaires. Les intervenants ont cherché à savoir, d'une part, comment tirer le meilleur parti des partenariats multipartites pour fournir des services de haute qualité visant à favoriser l'entreprenariat, la recherche et le transfert de technologie et, d'autre part, comment rendre les pôles d'innovation autonomes et viables. Ils ont également mis en commun des exemples de meilleures pratiques de pôles d'innovation établis et ont examiné le rôle moteur que jouent les institutions et les individus dans la croissance de ces pôles, notamment les administrations locales, les promoteurs immobiliers, les universités et instituts de recherche, les investisseurs et les pépinières d'entreprises.

L'ONUDI aide le Gouvernement kazakh à concrétiser sa vision d'un pays se hissant au rang des 30 pays les plus développés d'ici à 2050. Conformément à son objectif de développement de parcs industriels de haute technologie, le Gouvernement prépare l'EXPO 2017 qui aura lieu de juin à septembre 2017. C'est la première fois que le Kazakhstan accueillera l'exposition mondiale et cette manifestation constitue une étape capitale dans la réalisation des objectifs stratégiques du pays à l'horizon 2050.

Un nouveau projet sur la promotion du développement industriel inclusif et durable dans la nouvelle ceinture économique de la Route de la soie s'intéresse à la création de villes, zones et parcs industriels en Azerbaïdjan, en Ouzbékistan, au Tadjikistan et au Turkménistan. Élaboré en partenariat avec la Banque asiatique de développement (BAsD), il vient compléter un projet de la BAsD sur le développement de parcs industriels au Kazakhstan et au Kirghizistan. Ce projet de partenariat renforcera l'intégration économique régionale au moyen d'approches de développement par corridor — corridor de transport, corridor

PARTAGE DE CONNAISSANCES EN AMÉRIQUE LATINE ET DANS LES CARAÏBES

La Banque du savoir industriel est un mécanisme tripartite qui permet d'échanger des connaissances et des compétences dans le domaine du développement industriel dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Ce mécanisme rend possible le détachement d'experts, l'apport efficace et peu onéreux de connaissances spécialisées et l'offre de possibilités prometteuses de coopération. Une plate-forme en ligne (www.banknowledge.org) facilite le transfert des connaissances et encourage la coopération. En juin, une délégation de haut niveau d'Amérique latine et des Caraïbes s'est rendue dans un certain nombre de technopoles en Basse-Autriche pour s'imprégner du développement de politiques économiques et de l'innovation au niveau régional et voir comment on pourrait en reprendre les éléments clefs au profit des PME d'Amérique latine et des Caraïbes.

logistique et corridor industriel — avec un effet positif sur le revenu et l'emploi, la diversification et la compétitivité industrielles. Outre qu'il contribuera à réduire la pauvreté et les disparités régionales, le projet devrait permettre de mieux comprendre comment les zones, villes et parcs scientifiques, industriels et technologiques de la nouvelle ceinture économique de la Route de la soie aident à promouvoir le développement industriel inclusif et durable.

Dans le cadre d'une autre nouvelle initiative, l'ONUDI s'emploie à améliorer la productivité, la compétitivité et la performance environnementale de parcs éco-industriels en Argentine, en Bolivie (État plurinational de), au Chili, au Costa Rica, en El Salvador, au Guatemala, au Panama et au Paraguay. Le projet vise, dans un premier temps, à mettre en place une plate-forme régionale d'échange de savoir-faire et de compétences en matière de planification, de développement et de gestion de parcs industriels. L'accent est mis sur l'amélioration des matériaux, du rendement énergétique et de l'efficacité des processus ainsi que sur le renforcement de la coopération intrarégionale afin d'accélérer la croissance industrielle durable et le développement social tout en laissant la plus petite empreinte écologique possible. Le projet s'attaquera également à un certain nombre de problèmes spécifiques à la région: faible productivité et dégradation de l'environnement dues à des technologies et processus industriels obsolètes, utilisation inefficace des ressources, absence de stratégies de production durable dans les parcs industriels cibles et prise de conscience limitée de la production plus propre et économe en ressources.

Avec le soutien financier du Gouvernement chinois, l'ONUDI appuie la mise en place de trois plates-formes industrielles intégrées au Sénégal, qui devraient créer au total 24 000 emplois, accroître les recettes d'exportation du pays et atténuer les disparités régionales. Le projet s'inscrit dans le cadre du Programme de partenariat entre pays pour le Sénégal qui — sous la conduite et l'appropriation du Gouvernement sénégalais — mobilise les partenaires de développement, les organismes des Nations Unies, les institutions de financement du développement et le secteur privé pour faire progresser le développement industriel inclusif et durable, dans le cadre de la nouvelle stratégie nationale de développement mise en œuvre par le Gouvernement (voir aussi chap. 1er). Les progrès réalisés à ce jour comprennent les préparatifs de la création d'une plate-forme industrielle intégrée à Diamniadio, à environ 30 kilomètres de Dakar, où le Gouvernement envisage également de construire une grande ville numérique durable.

INVESTIR DANS LA TECHNOLOGIE ET L'INNOVATION

L'insuffisance des possibilités d'emploi dans les pays en développement condamne des millions d'hommes et de femmes à vivre dans la pauvreté. Parmi les principaux obstacles à la création d'emplois, il convient de mentionner l'accès limité aux compétences, à la technologie, à l'information et aux financements.

Les Bureaux de promotion des investissements et de la technologie de l'ONUDI (BPIT) offrent un service complet aux investisseurs potentiels dans les pays en développement et aux fournisseurs de technologies à ces pays,

INVESTIR EN IRAQ

Un grand projet d'investissement en Iraq, lancé en 2007, est en voie d'achèvement. Conçu pour promouvoir le développement du secteur privé, il encourage les investissements dans les entreprises du secteur privé à différents stades de maturité. D'un coût de 10 millions de dollars, il s'appuie sur le succès de technologies éprouvées et testées par l'ONUDI, telles que son Programme pour la promotion des investissements et le développement des entreprises, son Programme relatif aux bourses de sous-traitance et de partenariat (BSTP) et son Modèle informatisé pour l'analyse et l'évaluation des études de faisabilité (COMFAR). Quatre Centres pour le développement de l'entreprise créés au début du projet à Bagdad, Bassorah, Erbil et Thi Qar servent de guichets uniques pour répondre aux besoins des PME dans différents domaines. Les services offerts comprennent une formation sur le renforcement des capacités, en classe et en ligne, la promotion des investissements, le développement de plans d'activités, la fourniture de conseils, l'accès au financement et la facilitation de l'établissement de liens. Au fil des années, le projet a marqué un changement de philosophie de la part de l'ONUDI qui est passée d'une aide humanitaire directe à des programmes post-conflit plus participatifs sur un horizon à long terme. À ce jour, le projet a établi 88 profils d'opportunités d'investissements et généré des investissements estimés à 65 millions de dollars, les services de promotion des investissements dont ont bénéficié 130 entreprises iraquiennes ayant, eux, permis de conclure 35 accords

de partenariat. Au total, 91 PME iraquiennes ont été créées et 184 autres renforcées, garantissant plus de 1 600 emplois. Des représentants de 245 entreprises iraquiennes du secteur privé ont pu participer à des expositions et salons internationaux, ce qui a facilité quelque 2 000 rencontres entre sociétés iraquiennes et sociétés internationales, ainsi que l'établissement de partenariats utiles.

allant des informations les plus récentes sur les possibilités d'investissement à la manière de faire des affaires dans des contextes peu connus. Les BPIT les orientent à chaque étape du cycle d'investissement et négocient des partenariats entre les entreprises de pays en développement et de pays industrialisés, aidant à organiser, chaque fois que possible, des voyages d'étude, des visites dans des entreprises partenaires et la participation à des salons internationaux. Les demandes émanant des États membres pour la création de nouveaux BPIT témoignent de la capacité de ces derniers à s'adapter à l'évolution de la situation et des priorités des pays en développement et des pays d'accueil, ainsi que de leur capacité à offrir des services de qualité axés sur la demande.

Les BPIT travaillent en étroite collaboration avec d'autres services

techniques de l'Organisation, apportant des services à valeur ajoutée à leurs clients et à leurs partenaires. Outre les activités de base, un certain nombre de nouveaux projets ont été lancés au cours de l'année pour renforcer les capacités de sensibilisation et de service du réseau. Le BPIT inauguré au Nigéria en avril est le premier en son genre en Afrique. Il accompagnera le Nigéria et les autres pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) sur la voie du développement industriel et durable en identifiant, en attirant et en mobilisant des investissements et des technologies appropriées, en particulier pour les PME. D'autres bureaux du réseau des BPIT se trouvent au Bahreïn, en Chine, en Fédération de Russie, en Italie, au Japon et en République de Corée.

Après la réouverture en 2014 de l'Unité pour la promotion des investissements à Lahore au Pakistan, l'ONUDI et le Gouvernement italien s'emploient à mettre en œuvre davantage de projets industriels dans le pays dans le cadre d'une coopération axée sur les entreprises. En 2015, l'ONUDI a pu évaluer les besoins de mise à niveau technologique et d'investissements étrangers de 10 nouvelles entreprises. L'Unité pour la promotion des investissements, en collaboration directe avec les PME locales, a recensé les différentes possibilités d'investissement, dont cinq dans le secteur agroalimentaire (produits laitiers et produits à base d'olive).

En collaboration avec l'Autorité pakistanaise pour le développement des petites et moyennes entreprises, l'ONUDI a organisé à Karachi et à Islamabad au Pakistan, en avril et en mai respectivement, deux ateliers sur un système de garantie des crédits destiné aux PME, après avoir mené à terme en mars une étude de faisabilité au Pakistan portant sur un fonds de garantie des crédits aux PME. L'étude, présentée au Ministère de l'industrie et de la production, devrait donner lieu à l'élaboration d'un outil utile pour l'évaluation des besoins des PME pakistanaises et l'examen des systèmes de garantie envisageables pour attirer des investissements dans le secteur des PME. En mai, l'Organisation a fait en sorte qu'une délégation pakistanaise assiste à l'Expo 2015 de Milan et au salon IPACK-IMA, l'un des plus grands salons dédiés à l'industrie de l'emballage, où l'accent a été mis sur la transformation des produits laitiers et de la viande, l'alimentation et l'énergie. La délégation pakistanaise a également eu l'occasion de visiter des entreprises et des chambres de commerce italiennes, ce qui a débouché sur des contrats d'achat de machines dans les secteurs des produits laitiers et du biogaz.

Le BPIT de Bahreïn a organisé un certain nombre de manifestations pour stimuler les investissements et les échanges entre les entrepreneurs des pays de la Route de la soie maritime et terrestre au cours de la dix-neuvième Foire internationale du commerce et de l'investissement de la Chine à Xiamen. La délégation de l'ONUDI comprenait 127 entrepreneurs bahreïniens, mais aussi 42 entrepreneurs de 18 autres pays. En mars, le BPIT de Bahreïn, en collaboration avec des représentants du siège de l'ONUDI, de l'Agence allemande de coopération internationale et du Centre arabe international pour l'entreprenariat et l'investissement, a organisé un programme de formation de 10 jours à l'Université royale pour les femmes de Bahreïn (voir p. 37). À l'aide de la boîte à outils EQuIP (conçue pour améliorer la qualité des politiques industrielles), le programme a réuni des décideurs de pays en développement en vue d'élaborer et de concevoir des politiques et des stratégies spécifiques de développement industriel inclusif et durable. Le bureau a également aidé à organiser, en janvier, le premier forum

sur l'entreprenariat et l'investissement en faveur du développement industriel inclusif et durable, à l'occasion duquel la Déclaration de Manama a été signée; cette dernière insiste sur l'importance du développement industriel inclusif et durable pour la création d'emplois, la génération de revenus, l'accroissement de la productivité et la transformation des économies. Cette manifestation a rassemblé plus de 1 000 participants venus de 80 pays et a servi de plate-forme pour explorer les possibilités de coopération ainsi que d'investissements conjoints et de partenariats commerciaux avec des partenaires potentiels du monde entier. En marge de la manifestation, l'ONUDI et le Conseil suprême de l'environnement de Bahreïn ont organisé sur trois jours un Forum international de l'économie et des technologies vertes qui a examiné les tendances mondiales et présenté des exemples d'études de cas réussies sur les plans régional et international dans ce secteur en expansion.

En février, le BPIT de Tokyo a contribué à l'organisation d'un séminaire sur l'investissement en faveur de la Turquie intitulé "Opportunities in the Western Black Sea Region" (Opportunités dans la région de la mer Noire occidentale), qui a été suivi un mois plus tard d'un séminaire sur les opportunités de commerce et d'investissement

dans les pays de la Communauté de développement de l'Afrique australe, en particulier l'Angola, le Malawi et la Namibie. Au cours de la visite du Directeur général en mai, le bureau a organisé un séminaire de l'ONUDI sur l'industrialisation durable pour une prospérité partagée. Il a en outre fait connaître les activités de l'Organisation dans des stands de l'ONUDI à l'exposition Communautés ingénieuses du Japon en juin, où étaient présentées de nouvelles technologies et solutions pour la construction d'infrastructures sociales, et au Global Festa Japon 2015, festival international de coopération qui s'est tenu en octobre. En décembre, le bureau a organisé une mission d'information sur l'Inde afin d'étudier les partenariats entre des entreprises japonaises du secteur de la technologie de la gestion de l'eau et leurs homologues indiennes. Les petites et moyennes entreprises des pays en développement ont pu, à l'invitation du BPIT de l'Italie, participer à l'Expo 2015 de la foire commerciale internationale de Milan. Sur une plate-forme en ligne, les entreprises pouvaient solliciter l'aide du BPIT pour organiser des réunions d'affaires ou des voyages d'étude dans des districts industriels et des zones de haute technologie en Italie. Le thème de l'Expo 2015 "Feeding the planet, energy for life" (Nourrir la planète, énergie pour la vie) présentant un lien étroit avec les travaux de l'ONUDI, le bureau a saisi l'occasion pour animer des débats sur la sécurité alimentaire et les questions de nutrition, le développement rural et la gestion durable des ressources naturelles. L'exposition a accueilli plus de 20 millions de visiteurs et favorisé la mise en relation de milliers d'entrepreneurs.

À l'invitation du BPIT de Shanghai (Chine), plus de 60 présidents-directeurs généraux d'entreprises de Thaïlande ont visité la zone franche de Shanghai afin d'explorer de nouvelles opportunités d'affaires. En avril, le bureau a également organisé une journée de l'ONUDI au cours de la troisième Foire internationale des technologies de Shanghai (Chine), sur le thème "Trade in technology for technology innovation and implementation of the One Belt, One Road national strategy" (Commerce de la technologie pour l'innovation technologique et la mise en œuvre de la stratégie nationale: une ceinture, une route).

BOURSES DE SOUS-TRAITANCE ET DE PARTENARIAT

Ces 25 dernières années, l'ONUDI a mis en place des bourses de sous-traitance et de partenariat (BSTP) pour aider les entreprises à relever les défis de la mondialisation et à saisir les opportunités que portent la sous-traitance, l'externalisation et les systèmes de chaîne d'approvisionnement dans l'industrie. Le réseau met à disposition un portail d'information pour mettre en relation fournisseurs et acheteurs aux quatre coins du monde.

En 2015, le réseau BSTP de l'ONUDI s'est élargi grâce aux fonds engagés pour de nouveaux centres au Gabon, en Iran (République islamique d') et en Oman. Le programme de promotion des investissements en Iraq a étendu le champ de ses activités au renforcement des capacités au sein de la Fédération iraquienne des industries, pour laquelle une formation a été dispensée en mai à Erbil dans le cadre du programme relatif aux bourses de sous-traitance et de partenariat, avec un financement de l'Agence italienne de coopération pour le développement.

Au cours de l'année, un certain nombre d'ajustements ont été apportés au programme BSTP, ce qui témoigne de la grande importance que l'Organisation attache à la prise en compte de la problématique hommes-femmes. Par exemple, le futur profilage des fournisseurs donnera, pour différents niveaux fonctionnels du personnel, un aperçu de la répartition hommes-femmes qui permettra à l'ONUDI de proposer des mesures concrètes pour parvenir à une représentation équilibrée des sexes au sein de l'entreprise.

En avril, l'ONUDI a pris part pour la première fois à une foire commerciale internationale à Hanovre (Allemagne), où elle a tenu, dans la section des échanges et marchés mondiaux, un stand dédié à son programme BSTP. Plusieurs centres ont participé à la foire en tant qu'exposants, ce qui leur a donné la possibilité d'établir des liens avec des chaînes de valeur mondiales. L'ONUDI a profité de leur présence pour débattre des projets en cours et à l'étude avec les centres BSTP du Cameroun, de Chine (Xi'an), de l'Iraq, du Mozambique et du Nigéria. Elle a également étudié avec la Banque qatarienne de développement la possibilité de lancer un projet BSTP au Qatar et envisagé une refonte du programme BSTP en Inde avec un certain nombre de PME indiennes. Un Forum sur les partenariats germano-iraquiens, organisé par l'ONUDI au cours de la foire, a contribué à faire mieux connaître les possibilités d'investissement en Iraq par l'intermédiaire des Centres de développement des entreprises de l'ONUDI ainsi que de la Fédération iraquienne des industries.

En préparation du lancement du programme BSTP au Pakistan à la fin de l'année, l'ONUDI a organisé, en avril et mai, un certain nombre de séminaires pour présenter son programme BSTP au personnel de l'Autorité de développement des petites et moyennes entreprises à Lahore (voir la section BSTP ci-dessus).

DÉVELOPPEMENT DE CHAÎNES DE VALEUR

Analyse et développement de la chaîne de valeur agricole

La mondialisation de la production et du commerce offre l'occasion d'accélérer l'apprentissage, l'innovation et le développement technologiques, mais engendre également toute une gamme d'externalités et d'interdépendances. Pour les pays en développement, l'objectif stratégique devrait être de développer des chaînes de valeur locales efficaces et de tirer le meilleur parti de leur participation à des chaînes régionales et mondiales pour mettre à niveau leur industrie et accroître leurs exportations.

En septembre, l'ONUDI a coorganisé, à Bogor en Indonésie, un atelier de deux jours intitulé "Optimizing Indonesia's Participation in Global Value Chains" (Optimisation de la participation de l'Indonésie aux chaînes mondiales de valeur), en coopération avec le Ministère des affaires étrangères. L'atelier a permis de renforcer le concept de stratégie industrielle efficace pour la croissance économique et le développement national, et examiné la dynamique des chaînes mondiales de valeur et leurs incidences sur la stratégie et la politique industrielles nationales. En Turquie, l'ONUDI a fait une présentation sur le développement des chaînes de valeur agroindustrielles à la sixième session, tenue à Ankara, du Comité permanent pour la coopération économique et commerciale de l'Organisation de la coopération islamique. Parmi les nombreuses publications sur les chaînes de valeur produites par l'ONUDI au cours de l'année, un document de travail intitulé "Beyond infant industries and trade liberalization: productive development in value chains and clusters" (Au-delà des industries naissantes et de la libéralisation du commerce: développement productif dans les chaînes de valeur et les regroupements d'entreprises), s'appuyant sur la vaste expérience de l'Organisation dans le développement de chaînes de valeur et la mise en place de regroupements d'entreprises, recommande la promotion de l'innovation, des connaissances et du développement des capacités pour le développement industriel inclusif et durable.

Une autre publication "Global Value Chains and Development: UNIDO's Support towards Inclusive and Sustainable Industrial Development" présente les approches suivies par l'ONUDI en matière de recherche, d'élaboration d'outils de diagnostic et de mise en œuvre de projets de coopération technique, pour parvenir à un développement industriel inclusif et durable au moyen des chaînes de valeur mondiales (voir p. 34). Dans le cadre d'un nouveau projet de 4,4 millions de dollars, lancé en juin, l'ONUDI aide le Gouvernement de la République démocratique du Congo à mettre en place des pôles de croissance pour promouvoir un développement axé sur l'agriculture dans la région occidentale du pays. Le projet vise essentiellement la formation de chaînes de valeur agricoles dans la province du Bas-Congo et s'attachera à appuyer le Ministère des finances dans la création de trois plates-formes agro-industrielles multiservices comme centres de développement technique et commercial. Ces centres faciliteront l'accès des agriculteurs et entrepreneurs à l'infrastructure, aux services et technologies nécessaires pour accroître la productivité, mettre à niveau leurs compétences, améliorer la qualité de leurs produits, stimuler leurs revenus et créer de nouveaux emplois. Le projet, financé par le Gouvernement dans le cadre du programme de la Banque mondiale pour le développement de pôles de croissance dans la province du Bas-Congo, devrait profiter à près de 50 000 agriculteurs.

Un projet, lancé en janvier en collaboration avec le PNUD et la FAO, aide le Gouvernement arménien à assurer un développement efficace et durable de l'agribusiness qui contribue à améliorer les conditions dans les zones rurales du pays. Financé par l'Union européenne et l'Agence autrichienne pour le développement, il permettra de constituer de nouveaux groupes de producteurs, ou de renforcer ceux qui existent déjà, et de les faire participer efficacement au développement de chaînes de valeur. À ce jour, le projet a recensé des groupes de producteurs des secteurs du sarrasin, du fromage de qualité, des fruits et légumes secs pour appuyer le développement de chaînes de valeur. D'ici à la fin 2016, 30 nouveaux groupes d'agriculteurs dans les chaînes de valeur ciblées auront officiellement enregistré et présenté des plans d'activité. Une

Regroupements d'entreprises du secteur culturel et créatif à Nabeul en Tunisie

formation complémentaire dispensée au personnel des groupes de producteurs portera sur les questions commerciales, l'établissement de budgets et les finances, la commercialisation, la sécurité sanitaire et la traçabilité des aliments, la prise de décisions dans le domaine du développement agricole et rural. Plus de 1 000 agriculteurs, dont 40 % de femmes et 30 % de jeunes, ont été sensibilisés aux avantages de l'organisation en groupes et aux moyens d'améliorer la production primaire. On estime que le prix des biens produits par les groupes aidés augmentera d'au moins 10 % et que le chiffre d'affaires annuel progressera de 20 %. Le programme a pu mobiliser, pour les chaînes de valeur ciblées, un nouveau financement de 3,4 millions de dollars de l'Union européenne et de l'Agence autrichienne de développement.

FAVORISER LES REGROUPEMENTS DE PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

Au cours de l'année, l'Organisation a enregistré, tant de la part des États membres que du secteur privé, une demande croissante d'appui au développement de regroupements et de consortiums d'entreprises, ce qui a donné lieu à toute une série de nouveaux projets et à un nombre plus important de pays récipiendaires. En Colombie, par exemple, l'Agence coréenne de coopération internationale finance un projet de développement durable des capacités des chaînes d'approvisionnement automobiles.

Dans le cadre d'un projet au Myanmar visant à créer un environnement favorable au développement de micro-, petites et moyennes entreprises (MPME), l'ONUDI a formé 959 fonctionnaires de différentes régions du pays en 35 stages de formation, ainsi que 548 représentants d'entreprises, dont 12 comités de gestion de zones industrielles, qui ont participé aux formations et à des débats sur les regroupements et le développement de MPME. Une attention particulière a été accordée aux besoins des jeunes et des femmes en matière de développement des entreprises. Plus de 300 jeunes entrepreneurs ont été encadrés, et grâce à une formation à COMFAR III Expert et COMFAR Lite, une évaluation économique et financière de projets d'investissement a pu être réalisée. Financé par l'Agence italienne de coopération pour le développement, ce projet de 1,2 million d'euros vise à promouvoir des partenariats entre entreprises locales et entreprises italiennes et européennes. À l'évidence, les entreprises ciblées sont devenues plus compétitives grâce à des ateliers, des achats groupés et des manifestations promotionnelles communes. Les producteurs de laque ont mis à profit de nouveaux modèles et exposé leurs œuvres en Italie au Musée d'art oriental, aux salons Restructura et Expocasa à Turin et à l'Expo 2015 de Milan.

Les petites et moyennes entreprises fournissent la plupart des emplois dans le sud de la Méditerranée, région qui englobe l'Algérie, l'Égypte, la Jordanie, le Liban, la Libye, le Maroc, la République arabe syrienne et la Tunisie ainsi que l'État de Palestine. Le secteur des industries culturelles et créatives est un secteur en plein essor et qui a encore un potentiel considérable d'expansion. Dans une région qui nécessite 5 millions de nouveaux emplois chaque année pour assurer l'inclusion sociale, l'ONUDI s'efforce d'améliorer la compétitivité du secteur culturel et créatif en termes de performance commerciale, environnementale et sociale, en transformant les talents de jeunes femmes et hommes — savoir-faire traditionnel, compétences techniques et patrimoine culturel — en opportunités d'affaires et d'emploi.

Actuellement dans sa deuxième année, un projet, financé par l'UE avec une contribution de l'Agence italienne de coopération pour le développement, a cartographié 144 regroupements dans les pays bénéficiaires, appelant l'attention sur l'énorme potentiel de ce secteur dans la région. Les comités directeurs nationaux des sept pays ont été priés de choisir deux secteurs prioritaires: bijoux (Batna) et dinanderie (Constantine) en Algérie; habitat et cuir (Le Caire) en Égypte; mode et céramique (Amman) en Jordanie; bijoux (Beyrouth) et mobilier (Tripoli) au Liban; linge de maison (Casablanca) et architecture d'intérieur (Marrakech) au Maroc; céramique (El Djem) et vaisselle (Nabeul) en Tunisie; et mobilier (Naplouse) et artisanat traditionnel (Bethléem) dans l'État de Palestine. Le projet a également mis l'accent sur le développement de nouveaux produits et de relations commerciales entre acheteurs et consommateurs. Ce projet et un projet analogue au Myanmar ont clairement démontré qu'en mutualisant des domaines de compétences complémentaires — par le développement de regroupements d'entreprises et l'appui aux industries de la création — l'ONUDI peut produire un impact plus important sur le terrain en termes d'amélioration de la compétitivité, de développement des chaînes d'approvisionnement et de renforcement de la résilience socioéconomique des populations vulnérables.

Regroupement de producteurs d'huile d'olive

Nombre de producteurs enregistrés: **17**

Nombre d'employés des entreprises: **102**

Regroupement d'entreprises de construction métallique

Nombre de producteurs enregistrés: **5**

Nombre d'employés des entreprises: **>50**

Regroupement de producteurs de vin

Nombre de producteurs enregistrés: **34**

Nombre d'employés des entreprises: **130**

Regroupement de producteurs de poisson d'eau douce

Nombre de producteurs enregistrés: **5**

Nombre d'employés des entreprises: **24**

Développement de regroupements au Monténégro

En mars, une exposition d'un projet de l'ONUDI au quarante et unième Salon de l'agroalimentaire de Budva au Monténégro s'est vue décerner le prix de "l'exposant le plus innovant". Le stand, qui visait à attirer l'attention sur les regroupements d'entreprises du Monténégro dans les secteurs du vin, du poisson et de l'huile d'olive, s'inscrivait dans le cadre d'un projet financé par l'Union européenne pour accroître la compétitivité des PME locales par le développement de regroupements. Mis en œuvre par l'ONUDI, en partenariat avec le Ministère de l'économie du Monténégro et le PNUD, ce projet vise à améliorer l'accès des regroupements du Monténégro retenus aux marchés. Les activités du projet ont ciblé 34 PME membres de quatre regroupements, et bénéficié directement à 118 travailleurs employés pour une durée déterminée ainsi qu'à quelque 270 travailleurs saisonniers. Plusieurs producteurs de denrées alimentaires se sont réunis sous la marque "Delicious Montenegro". Le stand a attiré des visiteurs de points de vente au détail, d'agences touristiques et d'entreprises de transformation alimentaire. Dix-sept producteurs des regroupements soutenus ont participé au salon.

CRÉER ET SOUTENIR DES CONSORTIUMS D'EXPORTATION

Dans le cadre d'un projet récemment achevé en Côte d'Ivoire, l'ONUDI a aidé à créer sept consortiums

DES ALIMENTS DE QUALITÉ AU MYANMAR

L'absence d'un système national efficace de contrôle de la qualité au Myanmar entrave la croissance des exportations et des échanges commerciaux du pays. La faiblesse des investissements dans les installations d'essai et de contrôle de la qualité a également nui au développement de la valeur ajoutée et de la diversification des produits alimentaires. Dans le cadre d'un projet de 2,6 millions d'euros financé par l'Agence norvégienne de coopération pour le développement (Norad), l'ONUDI s'emploie actuellement à faire en sorte que les produits alimentaires transformés au Myanmar puissent accéder aux marchés de toute l'Asie du Sud-Est et au-delà. Plus précisément, elle dispense des formations visant à renforcer les capacités de quatre laboratoires existants d'analyse des aliments pour répondre aux conditions d'agrément selon la norme ISO/IEC 17025 concernant les principaux paramètres d'essai. L'ONUDI a fourni au laboratoire de l'Office de contrôle des produits alimentaires et pharmaceutiques du matériel qui lui permettra d'étendre rapidement sa gamme de services d'essai aux exportateurs. Les améliorations apportées aux procédures d'inspection des aliments des Services d'essai et d'inspection du Myanmar devraient permettre à cet organe de recevoir l'accréditation selon la norme ISO/IEC 17020 pour les activités d'inspection des importations et des exportations du pays. Sur le front de la normalisation, l'ONUDI dispensera des formations au sein du Département de la recherche et de l'innovation. Les progrès accomplis en deux ans comprennent la mise à niveau des quatre laboratoires et le lancement du programme pilote visant à mettre en place des systèmes de gestion de la sécurité des aliments dans 15 PME dont l'objectif est de s'intégrer aux chaînes mondiales d'approvisionnement, en particulier celles des détaillants de l'Union européenne et des États-Unis. L'Organisation forme également un noyau de consultants nationaux aux systèmes de gestion de la sécurité des aliments.

d'exportation dans les secteurs du manioc, de la noix de cajou, des céréales, du textile et de l'habillement. Elle a également permis à 30 MPME d'améliorer leur productivité et leur compétitivité, certaines ayant même commencé à exporter vers les marchés internationaux. Vingt-cinq entreprises industrielles de différents secteurs ont bénéficié de diagnostics stratégiques globaux, de l'élaboration de plans de restructuration et de mise à niveau ainsi que d'une aide à la mise en œuvre des mesures prioritaires prévues dans les plans. Une formation a été dispensée au total à 1 760 participants de 263 entreprises manufacturières ainsi qu'à des consultants et à des agents de laboratoires, de banques et d'autres institutions. Le projet était chargé d'approuver et de promulguer 246 normes dans les secteurs susmentionnés; l'ONUDI a aidé quatre laboratoires à installer des systèmes de gestion de la qualité, deux ayant reçu une assistance supplémentaire en matière d'accréditation. Elle a fourni du matériel à deux laboratoires, l'un pour la métrologie dimensionnelle et l'autre pour l'analyse et les essais de produits textiles et de vêtements. La formulation d'un programme national de restructuration et de mise à niveau s'est révélée d'un intérêt particulièrement important pour les quatre secteurs. Une agence et un fonds d'incitation ont été mis en place pour exécuter le programme, tandis que des études de faisabilité menées dans le cadre de la préparation de trois centres techniques étaient en voie d'achèvement.

RESPECTER LES NORMES

La croissance économique d'un pays dépend en grande partie de sa capacité à vendre ses produits sur les marchés internationaux. Si de nombreux pays en développement y arrivent déjà avec beaucoup de succès, d'autres, en particulier les PMA, éprouvent des difficultés à réaliser cette percée décisive. Pour permettre aux entreprises locales des pays en développement de s'intégrer dans les chaînes de valeur mondiales, l'ONUDI aide ses pays bénéficiaires à respecter les normes et exigences internationales nécessaires pour que les acheteurs puissent certifier que les produits fournis répondent aux normes des différents marchés.

Parmi la large palette de cours de formation proposés par l'ONUDI au cours de l'année dans ce domaine, un stage de cinq jours qui a eu lieu à Maputo visait à renforcer les capacités commerciales régionales des PMA. Vingt-trois participants venant du Burundi, de l'Éthiopie, du Lesotho, du Malawi, du Mozambique, de l'Ouganda, du Sénégal, du Soudan, du Tchad et du Togo y ont appris comment surmonter les obstacles liés

Affiche en langue chichewa sensibilisant le consommateur malawien à l'importance de la métrologie

Affiche en langue chichewa sensibilisant à l'importance de la traçabilité métrologique pour le commerce au Malawi

à l'infrastructure de la qualité grâce à des experts de l'ONUDI et d'autres membres du Réseau de métrologie, d'accréditation et de normalisation pour les pays en développement, notamment le Centre du commerce international, l'Organisation internationale de normalisation (ISO), la Commission électrotechnique internationale (CEI), la Coopération internationale sur l'agrément des laboratoires d'essais, l'International Accreditation Forum, l'Organisation internationale de métrologie légale et le Bureau international des poids et mesures. La formation a été organisée en coopération avec le Cadre intégré renforcé et financée par une contribution de fond du Gouvernement finlandais au fonds d'affectation spéciale de l'Organisation.

L'ONUDI a publié une nouvelle édition de son Rapport sur le respect des normes commerciales: Respect des normes, conquête de marchés, qui présente de nouvelles approches d'analyse de la capacité des pays en développement à se conformer aux normes, des difficultés qu'ils rencontrent et des conséquences du non-respect des normes.

Au-delà de son importance pour le commerce et la croissance économique, un système d'infrastructure de la qualité reconnu internationalement est essentiel pour le bien-être social, la santé et la sécurité. Au cours de l'année, l'Iraq a pu mener sa première évaluation indépendante d'un laboratoire d'essai en vue de son agrément après la création, dans le cadre d'un projet débuté en 2012, d'un organisme d'accréditation iraquien indépendant reconnu aux niveaux international et régional. À terme, le nouvel organisme national offrira ses services d'accréditation à tous les organismes nationaux d'évaluation de la conformité, ainsi qu'aux organismes de certification et d'inspection. Le projet, d'un coût de 12,5 millions de dollars, financé par l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI), a pour objectif général d'aider l'Iraq à améliorer ses capacités commerciales et à mieux s'intégrer dans des chaînes de valeur régionales et mondiales. Il est exécuté en étroite coopération avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et l'Office suédois d'accréditation et d'évaluation de la conformité, partenaire stratégique pour l'appui à la création et à la mise en œuvre opérationnelle d'un organisme national d'accréditation. À terme, la mise à niveau du système iraquien de contrôle de la qualité devrait garantir une meilleure protection des consommateurs.

Avec la création en 2011, dans le cadre d'un projet de l'ONUDI, de l'Organisation arabe de coopération en matière d'accréditation, les pays de la région arabe ont jeté les bases d'une infrastructure régionale de contrôle de la qualité. Poursuivant cet élan, l'ONUDI a lancé un nouveau programme de coopération entre les États arabes axé sur l'infrastructure de contrôle de la qualité et de la sécurité sanitaire des aliments, qui a été annoncé au cours du quatre-vingt-quinzième Conseil économique et social de la Ligue des États arabes réuni au niveau ministériel au Caire en février. Le nouveau programme, qui comporte deux volets, traite des obstacles sanitaires, phytosanitaires et techniques au commerce et met en œuvre une coopération avec la Ligue des États arabes, l'Organisation arabe du développement industriel et des mines et l'ASDI. Le premier volet vise à renforcer l'infrastructure régionale de contrôle de la qualité et à améliorer la qualité et la prestation des services d'appui en matière de normalisation, d'évaluation de la conformité et d'accréditation sur la base de la stratégie régionale relative au contrôle de la qualité dans les pays arabes, tandis que le second est axé sur le renforcement des capacités commerciales régionales dans l'industrie alimentaire et les systèmes de contrôle de la sécurité des aliments.

La nécessité d'exploiter durablement les produits de la pêche est bien comprise dans le monde entier, en particulier parmi les consommateurs avertis de poisson congelé et d'autres produits de la mer. Les producteurs qui respectent les normes de la pêche durable le montrent par l'apposition du sceau de l'organisme de certification sur leurs produits.

Le programme SMART-Fish en Indonésie — accès durable aux marchés par le commerce responsable — vise à favoriser la croissance économique et l'augmentation de la création d'emplois dans le secteur de la pêche tout en veillant à la préservation de la biodiversité par la sensibilisation à l'utilisation durable des ressources halieutiques. Dans le cadre de ce programme, lancé par l'ONUDI en 2014 avec l'appui du Secrétariat d'État à l'économie de la Suisse (SECO), trois chaînes de valeur — thon pêché à la ligne à canne, pangasius et algues — reçoivent un soutien qui tient compte de leur impact social et économique aux niveaux local et national, en particulier sur les femmes et les groupes à faible revenu. La première étape a consisté à instaurer un dialogue public-privé, qui se poursuivra bien après l'achèvement du projet, sur l'utilisation durable des ressources maritimes et la préservation de la biodiversité. Le soutien aux pêcheurs, agriculteurs et entreprises de transformation au sein des trois chaînes de valeur devrait rendre leurs produits plus compétitifs grâce à l'amélioration de la traçabilité, de la productivité et de l'innovation. L'ONUDI contribue au renforcement des capacités locales avec le Centre Valcapfish, centre d'excellence affilié à l'Université des pêches de Jakarta. En consultation avec l'Université australienne de Tasmanie, elle concourt à approfondir les programmes de formation organisés par le centre à l'intention de futurs agents de la pêche en y intégrant des aspects relatifs à la productivité et à l'innovation. Le programme collabore sur une base pilote avec plus de 20 partenaires pour améliorer les performances des trois chaînes de valeur au niveau des agriculteurs et des entreprises.

Les pertes en vies humaines survenues lors du séisme qui a dévasté Haïti en 2010 sont indéniablement dues au fait que les matériaux de construction ne répondaient pas aux normes. Cette situation a incité le Gouvernement à prendre des mesures correctives et à adopter des réglementations nationales relatives à la qualité qui jusque-là faisaient défaut. Haïti était le seul pays de la région de la Communauté des Caraïbes et du Marché commun à ne disposer ni d'un Bureau national de normalisation ni de laboratoires reconnus au niveau international pour les essais de matériaux de construction, de produits alimentaires ou autres. Il n'y existait pas non plus d'installation fiable de métrologie pour le contrôle des poids et mesures conformément aux normes internationales. L'adoption de normes telles que celles promulguées par la CEI et l'ISO est indispensable pour qu'Haïti puisse soutenir la concurrence sur les marchés internationaux et protéger ses consommateurs. C'est dans ce contexte que l'ONUDI aide le pays à mettre en place une infrastructure nationale dynamique de contrôle de la qualité qui permettra à ses entreprises de satisfaire aux exigences du marché international et de contribuer à l'intégration du pays dans le commerce régional et international. Le principal objectif du projet financé par l'Union européenne est de mettre en place un Bureau haïtien de normalisation qui contribuera au processus de reconstruction, favorisera les exportations et protégera les consommateurs contre les produits de qualité médiocre. L'ONUDI a également collaboré avec le Gouvernement à l'élaboration d'une politique nationale de contrôle de la qualité, comme suite au processus d'élaboration d'une loi nationale sur la normalisation au cours de la première phase du projet. Haïti est désormais membre de l'ISO et a mis sur pied son propre comité électrotechnique national.

À l'instar d'autres PMA, le Malawi doit réaliser une croissance économique durable pour relever les défis de la pauvreté et de la faim. En 2012 et 2013 respectivement, le pays s'est lancé dans le projet financé par l'UE sur la mise en place d'une

Programme SMART-Fish

infrastructure solide de normalisation, d'assurance qualité, d'accréditation et de métrologie et le projet financé par la Norad sur l'appui à l'accès aux marchés et au renforcement des capacités commerciales pour les produits de l'agro-industrie.

Le premier est exécuté par l'ONUDI en collaboration avec le PNUD. L'objectif de ces deux projets est de contribuer à rendre l'infrastructure de contrôle de la qualité plus efficace et viable en améliorant la performance du Bureau malawien de normalisation. La nouvelle infrastructure de contrôle de la qualité apportera aux entreprises malawiennes des services commerciaux plus efficaces et, à long terme, elle contribuera à protéger les droits des consommateurs. Les projets permettront également de s'assurer que l'Association nationale des petits exploitants agricoles accède plus facilement aux marchés locaux, régionaux et étrangers grâce au renforcement des essais et de la certification des exportations ainsi qu'à l'amélioration des systèmes de contrôle de la qualité mis en œuvre dans différentes chaînes de valeur. À ce jour, la rénovation et la mise à niveau des laboratoires sont achevées, et les équipements destinés aux essais et à la métrologie sont installés. Une nouvelle politique nationale de contrôle de la qualité est en place et des cours de formation sur la certification et l'accréditation ont été dispensés à l'intérieur et à l'extérieur du pays. L'ONUDI est chargée de leur mise en œuvre technique.

Un nouveau projet a été lancé en début d'année pour mettre en place un cadre performant et durable de contrôle de la qualité qui doit permettre aux États d'Afrique centrale d'éliminer les obstacles techniques au commerce. Comportant un élément de coopération Sud-Sud important, il couvre le Cameroun, le Congo, le Gabon, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe et le Tchad. Le projet contribuera à créer

PRODUITS COSMÉTIQUES COLOMBIENS

Le défi majeur pour de nombreux pays en développement espérant accéder aux marchés d'exportation est de produire des biens qui satisfont aux normes et exigences internationales du marché. La Colombie — une des plus grandes économies d'Amérique latine et des Caraïbes — a une industrie naissante des cosmétiques dotée d'un fort potentiel de croissance. Disposant des matières premières nécessaires pour devenir, dans les 15 prochaines années, un acteur mondial de premier plan dans les produits cosmétiques à base d'ingrédients naturels, elle n'a jusqu'à présent enregistré un certain succès qu'au niveau régional. La faiblesse du cadre sanitaire et phytosanitaire, l'insuffisance de capacités pour se conformer aux normes internationales et l'absence de services d'évaluation de la conformité reconnus sur le plan international contribuent, entre autres lacunes, à la faible compétitivité et aux refus d'exportation. Le pays n'a pas encore tiré parti de ses ingrédients naturels comme facteur d'innovation et de distinction sur les marchés internationaux.

Financé par le Secrétariat d'État à l'économie de la Suisse (SECO) et le Programme colombien de transformation productive, un nouveau projet de 2,7 millions de dollars devrait aider la Colombie à renforcer les principales institutions de contrôle de la qualité au service de l'industrie des cosmétiques et permettre ainsi au pays, d'une part, de développer cette industrie et, d'autre part, de soutenir la concurrence sur les marchés mondiaux qui, à leur tour, contribueront à créer des possibilités d'emploi et à faire progresser le développement industriel inclusif et durable. Jusqu'à présent, l'ONUDI a réalisé des évaluations approfondies des besoins du secteur des produits cosmétiques et des laboratoires du pays, puis établi une feuille de route relative à la mise en œuvre des bonnes pratiques de laboratoire promulguées par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) qui, une fois en place, s'avéreront également utiles à d'autres secteurs économiques.

un environnement économique propice au respect des règles et réglementations techniques du commerce international. Il devrait favoriser une intégration économique régionale plus forte et, à terme, l'accès aux marchés internationaux.

Les travaux préparatoires ont consisté à mettre en place les structures de gouvernance du projet, à cartographier les laboratoires existants de contrôle de la qualité et à recenser les entreprises qui devront bénéficier d'un soutien.

Dans le cadre d'un projet analogue en Afrique de l'Ouest, l'ONUDI aide à mettre en place un cadre pour le développement et l'exploitation d'une infrastructure de contrôle de la qualité visant à faciliter le commerce intrarégional et international, à

GROS PLAN

L'ONUDI ET L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

La production locale de produits pharmaceutiques présente un double avantage pour les pays en développement. Premièrement, elle assure un approvisionnement continu et abordable en médicaments essentiels à leurs propres populations, et, deuxièmement, elle offre des possibilités d'emploi aux personnes qui possèdent une gamme de compétences techniques et spécialisées. Tout au début d'un projet décennal visant à renforcer la production locale de médicaments essentiels dans les pays en développement, l'ONUDI a contribué à la formulation d'un plan d'activité pour le Plan relatif à la fabrication de médicaments pour l'Afrique de la Commission de l'Union africaine, qui est en bonne voie de mise en œuvre. L'objectif global de développement du projet est d'accroître la capacité de production locale de médicaments essentiels sûrs, efficaces et abordables.

En février, l'ONUDI a joué un rôle clef au Sommet africain de l'industrie pharmaceutique à Accra, où elle a organisé plusieurs ateliers et pris part à des débats d'experts sur divers sujets, ou les a animés, pour encourager le partage de connaissances, la création de partenariats et faire éclore des idées novatrices sur la production locale de produits pharmaceutiques. L'exposition Pharmatech Africa s'est tenue parallèlement au Sommet.

Parmi les exemples de formations dispensées par l'ONUDI au cours de l'année, on peut citer celle qui a porté sur les bonnes pratiques élémentaires de fabrication de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) dont ont bénéficié 18 inspecteurs du Pharmacy and Poisons Board du Kenya et 30 représentants de la profession venant du Ghana. En outre, des évaluations de base des bonnes pratiques de fabrication ont été menées pour les 34 fabricants de l'industrie pharmaceutique kényane. L'ONUDI a également appuyé des formations et des cursus diplômants suivis par 32 stagiaires de sociétés membres de la Fédération des associations des fabricants de produits pharmaceutiques d'Afrique de l'Est et basés sur un programme qu'elle a élaboré en partenariat avec l'Université de Nairobi au Kenya et l'Université Muhimbili de la santé et des sciences connexes en République-Unie de Tanzanie. Elle a aussi soutenu la formation avancée sur la pharmacie industrielle et le cours de master en biotechnologie, innovation et

protéger les consommateurs et l'environnement et à stimuler un développement économique durable. Lancé en 2012, ce projet de 12 millions d'euros financé par l'UE est le fruit d'une collaboration entre l'ONUDI et la CEDEAO. Les progrès réalisés à ce jour comprennent la définition et l'harmonisation des politiques nationales de contrôle de la qualité des 16 pays couverts par le programme, la création d'organismes régionaux de contrôle de la qualité qui seront chargés de l'accréditation, de la métrologie et de la normalisation, et l'adoption de 145 normes harmonisées. Le projet a également permis d'organiser des formations sur la qualité pour plus de 350 journalistes de 15 pays qui se sont engagés à promouvoir une culture de la qualité.

conformité réglementaire de l'Université de Purdue (États-Unis d'Amérique), tous deux dispensés à la Kilimanjaro School of Pharmacy en République-Unie de Tanzanie. En collaboration avec l'Initiative africaine pour la fabrication de vaccins et l'OMS, une étude de faisabilité a été menée sur la production de vaccins sur le continent.

En réponse à une demande faite en novembre par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, l'ONUDI a nommé un représentant pour siéger dans un groupe consultatif d'experts chargé d'appuyer les travaux sur l'accès aux médicaments d'un groupe de haut niveau coprésidé par les anciens Présidents du Botswana et de la Suisse. L'objectif général de ce groupe de haut niveau est d'examiner et évaluer les propositions et de recommander des solutions pour remédier aux incohérences politiques qui existent entre les droits légitimes des inventeurs, le droit international des droits de l'homme, les règles commerciales et la santé publique dans le contexte des technologies de la santé.

Bien qu'à l'échelle planétaire elle ait le plus grand programme de traitement antirétroviral, l'Afrique du Sud reste le pays qui enregistre la plus forte incidence du VIH/sida au monde, avec près de 20 % de la population qui porte le virus. Il y a cinq ans, l'Italie a accepté de financer un projet de l'ONUDI, qui vient en appoint à un plus vaste programme bilatéral entre l'Italie et l'Afrique du Sud visant à appuyer le Ministère sud-africain de la santé dans la mise en œuvre d'un programme national de lutte contre le VIH/sida. Prolongé quatre fois avant son terme prévu à la mi-2016, le projet a appuyé le remplacement en cours du Conseil de contrôle des médicaments du pays par le nouvel Organisme sud-africain de réglementation des produits de santé. Cette transition s'est faite grâce à la formation de 25 experts chargés d'évaluer les demandes de réglementation, au renforcement des capacités d'un fabricant de vaccins exerçant dans le cadre d'un partenariat public-privé, et à un dialogue multipartite en vue de combler le déficit de compétences dans l'industrie pharmaceutique. L'ONUDI a confié une évaluation indépendante de fin de projet à un comité consultatif scientifique international, mis en place à cette fin, qui a attribué de très bonnes notes à chacune des trois composantes du projet.

POLITIQUE, RECHERCHE ET STATISTIQUES

Services de conseils stratégiques

Une analyse solide et fondée sur des données factuelles permet de donner de bons conseils qui, à leur tour, se traduisent par des stratégies et politiques industrielles appropriées en faveur des pays en développement et des économies en transition. Grâce à des politiques bien pensées, un pays peut diversifier sa capacité productive et faire en sorte que son industrie l'aide à réaliser ses objectifs de développement. Par ses analyses et ses services de conseils stratégiques, l'ONUDI apporte aux États membres les outils nécessaires pour mettre au point des stratégies et des politiques industrielles appropriées.

En avril, l'ONUDI et le Secrétariat de la Communauté d'Afrique de l'Est ont lancé un projet qui devrait accroître la compétitivité industrielle de la région grâce à des programmes et politiques industrielles efficaces. Le projet vise également à améliorer, pour le secteur privé, la transparence des informations sur les opportunités de marché industriel. Plus précisément, il aidera les secteurs public et privé à développer une capacité d'analyse en matière d'intelligence industrielle, tout en mettant en place un programme régional de veille industrielle. Il devrait en résulter des stratégies fondées sur des données factuelles qui, à leur tour, favoriseront une mise en œuvre plus efficace des politiques et programmes industriels. Financé par la République de Corée, ce projet de 1,2 million de dollars fait intervenir à la fois les gouvernements nationaux et les principales associations de fabricants des États participants.

Le Réseau Pacifique-Europe pour la science, la technologie et l'innovation est un projet financé par la Commission européenne pour encourager la coopération entre les États insulaires du Pacifique Sud et l'Union européenne dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation. Ces deux dernières années, l'ONUDI a pris part à un projet visant à renforcer la coopération dans les domaines suivants: santé, évolution démographique et bien-être, sécurité alimentaire, agriculture durable, recherche marine et maritime, bioéconomie et action climatique, environnement, utilisation rationnelle des ressources et des matières premières. Au cours de l'année, elle a achevé un examen de la littérature économique sur les activités d'innovation dans la région du Pacifique et elle mène actuellement des enquêtes et des entrevues avec les parties prenantes aux Fidji, en Papouasie-Nouvelle-Guinée et au Samoa ainsi qu'en Nouvelle-Calédonie.

Un projet financé par la République de Corée a été lancé en cours d'année pour aider le Myanmar à réduire la pauvreté, créer des emplois et encourager l'innovation technologique en améliorant le cadre de la politique industrielle du pays. L'ONUDI travaille actuellement avec le Gouvernement sur une stratégie et une politique industrielles visant à accroître la compétitivité des industries prioritaires recensées par le Gouvernement.

Activités de recherche

L'essentiel des efforts de recherche au cours de l'année écoulée a porté sur l'élaboration de la nouvelle édition du *Rapport sur le développement industriel* (voir encadré). D'autres publications qui méritent d'être signalées ont été le résultat d'une collaboration entre l'ONUDI et des partenaires importants. Les éléments clefs de l'action de l'ONUDI dans le domaine du changement structurel ont été présentés au public dans le cadre du lancement du *Routledge Handbook of Industry and Development*, dans lequel l'Organisation a rédigé un chapitre sur les schémas caractéristiques du changement structurel et du développement de l'industrie manufacturière.

Statistiques

Dans le cadre de son mandat international, l'ONUDI est chargée de recueillir, compiler et diffuser des statistiques industrielles mondiales. Partenaire clef des activités statistiques internationales, elle a siégé au Comité directeur du Groupe d'Oulan-Bator sur les statistiques des pays dont l'économie repose sur les ressources naturelles, puis participé à la session annuelle de la Commission de statistique des Nations Unies et à la réunion finale du Groupe interinstitutions et d'experts sur les indicateurs relatifs aux objectifs du Millénaire pour le développement. En tant que membre du Comité de coordination des activités de statistique, elle a pris part à ses sessions ordinaires à New York et à Bangkok. Elle a participé aux travaux du Groupe interinstitutions et d'experts sur les indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable, créé à la quarante-sixième session de la Commission de statistique des Nations Unies, au sein de laquelle elle est l'une des institutions chef de file. Elle a activement participé, avec d'autres organismes des Nations Unies, aux consultations relatives à une publication sur les indicateurs et à un cadre de suivi des objectifs de développement durable. Elle a présenté une série d'indicateurs statistiques relatifs à l'industrialisation à la réunion du Groupe d'experts, tenue à New York en février, sur le cadre d'indicateurs du Programme de développement pour l'après-2015.

Au nombre des autres réunions auxquelles elle a participé, on peut citer la soixante-troisième séance plénière de la Conférence des statisticiens européens, les sessions de l'Équipe spéciale interinstitutions des statistiques du commerce international, et une réunion du Comité de statistique de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique. Tout au long de l'année, l'ONUDI a coopéré étroitement avec les bureaux nationaux de statistique et les divisions de statistique des

ministères de l'industrie. À l'occasion de visites aux bureaux partenaires en Chine, au Kirghizistan, en Oman, en Ukraine et au Viet Nam ont été abordées des questions comme la fourniture de services consultatifs, la formulation et le suivi de projets de coopération technique dans le cadre de programmes de statistiques industrielles en cours et l'échange de données avec l'ONUDI.

La base de données tenue par l'ONUDI est régulièrement consultée par des utilisateurs du monde entier qui se consacrent à la recherche et à l'analyse ou sont impliqués dans la prise de décisions. L'ONUDI présente des données trimestrielles et annuelles sur la croissance, la structure et le niveau des activités manufacturières mondiales et d'autres secteurs industriels. Au cours de l'année, elle a continué de rassembler et diffuser des statistiques industrielles mondiales tant dans des versions imprimées des produits statistiques que dans des bases de données en ligne et des médias électroniques.

La collecte de données annuelles s'est faite en coopération avec l'OCDE, conformément au mandat de la

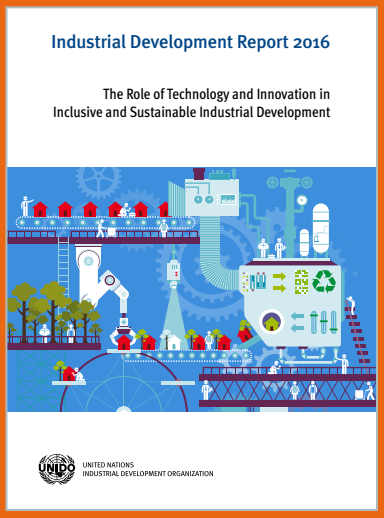
RAPPORT SUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL 2016

Le dernier numéro de la publication phare de l'Organisation, *le Rapport sur le développement industriel*, analyse le rôle de la technologie et de l'innovation dans le développement industriel inclusif et durable, et conclut que la technologie peut intégrer simultanément toutes les trois dimensions de la durabilité. Une industrialisation inclusive et durable peut rapidement être obtenue si les décideurs politiques conduisent le processus avec des politiques avisées et en veillant à éviter les erreurs commises par d'autres dans le passé.

D'un point de vue économique, la mondialisation et la fragmentation de la production au niveau international ont facilité la diffusion de nouvelles technologies par l'intensification du commerce de produits manufacturés sophistiqués. Toutefois, cette diffusion ne s'est pas souvent traduite en opportunités concrètes de croissance. Au cours des 50 dernières années, seuls quelques pays ont réussi à s'industrialiser rapidement et à maintenir un rythme de croissance économique soutenu. L'évolution technologique est reconnue comme l'un des principaux moteurs de la croissance à long terme et elle est au cœur de l'objectif 9. L'innovation doit être soutenue par des interventions appropriées renforçant l'ensemble du processus, de l'invention technologique à son adoption par les entreprises, comme on l'a vu dans les pays de référence comme la Chine et la République de Corée.

D'un point de vue social, l'industrialisation contribue à l'amélioration d'indicateurs comme l'indice de développement humain et le taux de pauvreté. Même si la technologie et l'automatisation améliorent généralement les conditions de travail, le remplacement des hommes par des machines peut entraîner une diminution des emplois. L'un des points clefs mis en évidence dans le rapport est que l'évolution technologique peut atténuer cet effet. Les nouvelles technologies génèrent également de nouveaux marchés, à l'exemple de l'industrie de la gestion des déchets et du recyclage, contribuent à réduire les prix des biens de consommation et créent de nouvelles opportunités d'investissement avec des niveaux de rentabilité plus élevés. Plus important encore, l'expansion de nouvelles industries à haute intensité technologique absorbe les travailleurs qui ont perdu leur emploi à cause de l'automatisation.

D'un point de vue environnemental, les entreprises ont naturellement tendance à rechercher l'efficacité dans l'utilisation des ressources. Les entrepreneurs essaient de maximiser leurs profits en minimisant les



intrants grâce à des innovations de processus. La transition industrielle de la moyenne vers la haute technologie, opérée au cours du changement structurel, est bénéfique dans la mesure où elle réduit le niveau de pollution environnementale.

Malgré cette dynamique positive, la tendance actuelle de l'évolution technologique ne garantit pas un avenir durable. Historiquement, l'industrialisation s'est accompagnée d'une pollution croissante et d'un appauvrissement des ressources. Une action mondiale concertée s'impose pour réduire les gaz à effet de serre et stimuler la création et la diffusion d'avancées technologiques respectueuses de l'environnement.

Global Green Growth: Clean Energy Industrial Investments and Expanding Job Opportunities, publié en juin, examine l'impact sur l'emploi des vastes plans pour

une énergie propre mis en œuvre en Afrique du Sud, en Allemagne, au Brésil, en Indonésie et en République de Corée, et conclut que tous les pays, quel que soit leur stade de développement, peuvent tirer d'importants avantages d'investissements dans l'énergie propre et renouvelable. Le rapport apporte une preuve convaincante des gains nets clairs réalisés en matière de création d'emplois grâce aux investissements davantage dans l'industrie de l'énergie propre que dans l'industrie classique des combustibles fossiles. Il indique également que les pays qui investissent chaque année dans l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables propres à raison de 1,5 % du produit intérieur brut pourront maintenir des taux de croissance économique vigoureux, tout en disposant de ressources énergétiques suffisantes pour maintenir la croissance. Fruit d'une collaboration entre l'ONUDI et l'Institut mondial sur la croissance verte, le rapport présente, en deux volumes, les conclusions générales de l'étude et les cadres politiques de chacun des cinq pays.

Structural Change and Industrial Development in the BRICS a été publié en juillet par l'Oxford University Press. L'ouvrage présente une analyse opportune du rôle du changement structurel dans le développement économique de l'Afrique du Sud, du Brésil, de la Chine, de la Fédération de Russie et de l'Inde (pays du groupe BRICS) en tenant compte du rôle de l'industrie, en particulier du secteur manufacturier. Coédité par l'ONUDI, il examine les expériences économiques et le changement structurel dans les pays du groupe BRICS au cours des trois dernières décennies, en mettant en évidence les différences et les éléments communs et en tirant des enseignements pour d'autres pays industrialisés.

Global Value Chains and Development: UNIDO's Support towards Inclusive and Sustainable Industrial Development décrit la vaste expérience de l'Organisation dans le domaine des chaînes de valeur mondiales. Compte tenu de leur rôle croissant dans la production et le commerce au niveau mondial, l'analyse systématique vient à point nommé et atteste des mesures de soutien ambitieuses que l'ONUDI met en œuvre pour l'industrialisation des pays en développement.

Commission de statistique des Nations Unies. Les données concernant les pays communiquées par les bureaux nationaux de statistique ont été validées puis complétées à l'aide des estimations faites par l'ONUDI et améliorées afin d'assurer leur comparabilité internationale.

Pour marquer la Journée mondiale de la statistique le 20 octobre, le siège de l'ONUDI a accueilli un séminaire international sur les statistiques industrielles qui a examiné le rôle des statistiques industrielles dans le suivi des progrès que font les pays dans la réalisation des objectifs de développement durable. Les participants ont débattu de la disponibilité des données et de la méthodologie de recueil des indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable, et ont manifesté leur intérêt pour une coopération plus étroite avec l'ONUDI afin de coordonner les activités de renforcement des capacités dans les pays en développement.

Les travaux préparatoires concernant un projet visant à assurer le suivi des activités relatives aux objectifs de développement durable ont été menés à terme. Ce projet s'appuiera sur la participation de l'ONUDI au processus de négociation internationale pour refondre la base des séries de données de l'Organisation et mener des activités de sensibilisation, y compris un séminaire international sur les indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable auquel prendront part un certain nombre de bureaux nationaux de statistique et de partenaires de développement internationaux. L'ONUDI publiera les séries de données corrigées de 2005 à 2015 à compter de 2016.

Les tableaux statistiques des dernières années ont été établis et présentés dans la publication *International Yearbook of Industrial Statistics*. Outre l'édition de 2015, l'ONUDI a publié

plusieurs autres produits statistiques qui sont énumérés à l'appendice K.

Les rapports trimestriels de l'ONUDI sur les activités manufacturières mondiales sont largement reconnus comme une source indispensable d'informations sur l'état actuel de l'économie mondiale par secteur manufacturier et par région. La croissance de la production manufacturière mondiale est restée faible tout au long de l'année en raison de la chute des taux de croissance dans les principales économies industrielles émergentes telles que le Brésil et la Chine. Si des améliorations ont été observées dans les pays européens, les États-Unis continuent d'afficher une croissance manufacturière relativement plus élevée. Un document méthodologique sur les désaisonnalisations des indices trimestriels décrit l'expérience d'élaboration au niveau international d'indices de production nationale corrigés des variations saisonnières lorsque les chiffres de croissance non corrigés sont communiqués par des sources nationales.

La disponibilité en ligne des données de toutes les bases de l'ONUDI (https://stat.unido.org/) a suscité une hausse sensible du nombre d'abonnés et d'utilisateurs réguliers ainsi qu'une réduction des coûts et un accroissement des recettes provenant de la vente de données. L'ONUDI continue de fournir des bases de données sur CD-ROM pour répondre aux demandes de bibliothèques ou d'utilisateurs dans des lieux où la connexion Internet est lente ou peu fiable.

S'agissant de l'assistance technique dans le domaine des statistiques industrielles, il convient de citer la mise en œuvre d'un projet régional en faveur des pays de la Communauté d'États indépendants financé par une contribution volontaire de la Fédération de Russie. Dans le cadre de ce projet, les programmes de collecte de données existants ont été améliorés dans un certain nombre de pays de la région pour les aligner sur les normes recommandées au niveau international. Des ateliers de formation ont eu lieu à Saint-Pétersbourg en Fédération de Russie et à Bichkek au Kirghizistan. Les producteurs et les utilisateurs de données des départements d'élaboration des politiques des pays des régions concernées ont participé à un séminaire de haut niveau tenu à Vienne en décembre. Une nouvelle série d'activités a été convenue avec le Comité national de statistique d'Ukraine.

La mise en œuvre d'un autre projet a débuté en République démocratique populaire lao pour renforcer la capacité statistique du pays par la formation de statisticiens, la mise en place d'un système intégré de statistique au Ministère de l'industrie et du commerce, l'adoption d'un cadre méthodologique cohérent pour l'analyse empirique orientée vers l'action et la conduite d'une enquête industrielle.

Un projet en cours au Gabon contribue à améliorer la collecte, la compilation et l'analyse des statistiques industrielles nationales par l'élaboration d'un registre des entreprises et d'un mécanisme pour sa mise à jour régulière, le renforcement des capacités de conception et de

La vingt et unième édition de l'***International Yearbook of Industrial Statistics*** renferme des données sur le niveau, la structure et la croissance des activités manufacturières mondiales jusqu'en 2014. Elle évalue les tendances de la croissance de ces activités, en particulier au cours des années de récession économique. La production manufacturière mondiale s'est enlisée en 2014 en raison de la faible croissance marquée par une évolution marginale du taux de croissance par rapport à l'année précédente. Ce sont les économies industrielles émergentes et en développement qui ont le plus contribué à la croissance manufacturière mondiale, celle des pays industrialisés étant restée faible. Le *Yearbook* met également en évidence la répartition asymétrique de la production manufacturière mondiale. Les pays ayant enregistré une baisse de leur valeur ajoutée manufacturière (VAM) par habitant seraient sensiblement plus nombreux que ceux ayant enregistré une hausse.

Le séminaire international sur les indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable a réuni des représentants de bureaux nationaux de statistique et de partenaires de développement internationaux.

mise en œuvre des enquêtes et le renforcement des capacités de la Direction des statistiques. Son objectif est d'évaluer la compétitivité et la performance de l'industrie gabonaise sur la base de statistiques fiables.

Un projet similaire en Oman contribue à améliorer l'infrastructure statistique du pays par la mise en place d'un système permanent géré par le Ministère du commerce et de l'industrie pour effectuer des enquêtes annuelles régulières sur l'industrie, conserver et diffuser des données et produire les indicateurs correspondants pour l'élaboration des politiques. Le projet permettra de mettre au point des indicateurs de suivi et de mesure de la performance globale du secteur industriel dans son ensemble et de celle de ses sous-secteurs. L'ONUDI a également apporté une assistance technique au Nigéria pour renforcer ses capacités de production de statistiques industrielles, et un nouveau projet a été élaboré pour le Kazakhstan.

Parmi les formations en statistiques proposées par l'ONUDI au cours de l'année, on peut citer un atelier tenu à Bruxelles en mai avec l'appui de l'Office statistique des Communautés européennes (Eurostat). En coopération avec l'Institut arabe de formation et de recherches statistiques, l'ONUDI a organisé à Amman en mai, à

GROS PLAN

L'INSTITUT DE L'ONUDI POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

L'Institut de l'ONUDI pour le renforcement des capacités organise des programmes d'enseignement et de recherche ainsi que des ateliers pour permettre aux participants d'acquérir les plus récentes connaissances, compétences et meilleures pratiques internationales, et une expérience de pointe sur des sujets liés au développement industriel inclusif et durable.

Les programmes de perfectionnement de l'Institut donnent aux hauts fonctionnaires gouvernementaux l'occasion d'approfondir leurs connaissances dans le cadre de cours compactés dispensés directement par des praticiens de l'ONUDI et des universitaires de renom. Des programmes de formation professionnelle posent les bases de la croissance industrielle durable par le renforcement des capacités de jeunes chercheurs, de professionnels du secteur privé et de décideurs en vue de garantir l'élaboration de politiques éclairées et opportunes et de renforcer les institutions et les infrastructures. L'Institut dispense à de jeunes professionnels et à des doctorants des cours d'été avancés fondés sur des travaux de recherche dans des domaines thématiques liés au développement industriel durable. Le cours d'été de cette année a enregistré 374 inscriptions de 95 pays, soit une augmentation de 88 % par rapport à l'année précédente.

Outre son rôle éducatif, l'Institut de l'ONUDI sert de forum mondial pour l'appui aux réseaux de connaissances et aux activités de concertation sur les actions à mener. Au cours de l'année, le Ministère de l'économie des Émirats arabes unis, le Réseau des Conseils de l'agenda mondial du Forum économique mondial et l'Institut ont organisé ensemble le premier sommet mondial des Nations Unies sur l'industrie manufacturière. Le Sommet mondial du secteur manufacturier et de l'industrialisation, lancé en septembre dans les Émirats arabes unis, permettra d'établir un ordre du jour pour le débat sur le développement industriel inclusif et durable avec des chefs de gouvernement, des ministres, des présidents-directeurs généraux de grandes entreprises manufacturières et d'autres parties prenantes industrielles de premier plan. Il facilitera l'échange de connaissances et de technologies, renforcera la création de réseaux, la coopération et les partenariats entre les parties prenantes du monde de l'industrie manufacturière, favorisera le développement des capacités manufacturières et mettra en évidence les défis à relever dans le secteur manufacturier. Devant réunir cinq sommets biennaux sur 10 ans, il devra permettre de définir l'ordre du jour relatif au secteur manufacturier. Le premier sommet de la série se tiendra à Abou Dhabi au deuxième semestre de 2016.

L'Institut est un fervent défenseur du développement industriel inclusif et durable et de sa contribution à la réalisation des objectifs de développement durable. Conscient de la disparité entre les opportunités et les avantages offerts aux femmes et aux hommes dans de nombreux pays en développement, l'Institut s'attache à garantir une représentation équilibrée des sexes à ses ateliers et encourage les participants à examiner les questions dont ils sont saisis selon une approche qui tienne compte de la problématique hommes-femmes. L'objectif est non seulement de permettre aux femmes des régions en développement d'acquérir des connaissances dans le domaine des technologies vertes et des modèles énergétiques durables, mais aussi

l'intention des bureaux nationaux de statistique de la région des pays arabes, un programme de formation à l'utilisation du logiciel "R" dans le traitement des données industrielles.

Un certain nombre de PMA ont également reçu une assistance. Dans le cadre d'un projet en République-Unie de Tanzanie, l'ONUDI a fourni à des statisticiens industriels les toutes dernières directives et normes internationales sur les statistiques industrielles et mis en place un système permettant de mener des enquêtes industrielles annuelles sur ces statistiques. Deux services de renseignement industriel ont été créés sur le continent et à Zanzibar en vue d'appuyer les activités menées par le Gouvernement. D'ici la fin du projet à la mi-2016, il y aura un système permanent en place pour mener des enquêtes annuelles régulières sur l'industrie, conserver et diffuser des données, et mettre au point les indicateurs correspondants pour l'élaboration des politiques. L'expérience du projet est en train d'être reproduite et étendue à d'autres pays de la Communauté de l'Afrique de l'Est. D'autres PMA africains ont également sollicité l'ONUDI pour le même type d'assistance, notamment le Burkina Faso, le Malawi, le Niger et la Zambie, ainsi que les PMA de l'Asie et du Pacifique, le Bhoutan, les Îles Salomon, le Myanmar, le Népal et Tuvalu.

d'inclure le respect de l'égalité des sexes dans le débat. L'Institut a intégré dans ses cours des analyses des disparités entre les sexes.

Le modèle d'activité de l'Institut repose sur le partenariat; ses modestes ressources lui imposent de coopérer avec des établissements universitaires et des instituts de recherche s'il veut véritablement s'acquitter de son mandat. L'Institut est actuellement en partenariat avec le Maastricht Economic and Social Research Institute on Innovation and Technology de l'Université des Nations Unies (UNU-MERIT) dans le cadre d'un programme de doctorat et deux candidats de l'Université de Maastricht ont suivi à cet effet des stages de recherche à l'ONUDI. Parmi les autres activités de partenariat menées au cours de l'année, on peut citer l'organisation de la formation "Green industry: towards inclusive and sustainable development" (Industries vertes: vers un développement industriel inclusif et durable) dispensée en collaboration avec l'Université de Bahreïn et le BPIT, et le cours d'été annuel sur l'industrie verte organisé en collaboration avec l'Université d'Europe centrale de Budapest. Le cours de cette année — le quatrième du genre — s'est tenu en juin et juillet sur le thème "Green industry: pathways towards inclusive and sustainable industrial development". Sélectionnés sur plus de 400 candidats, 125 élèves ont participé à une formation en ligne d'un mois. Les 25 meilleurs candidats ont suivi une formation sur le site du campus universitaire où ont été abordés le développement industriel inclusif et durable, les politiques industrielles vertes, la production propre et économe en ressources, les parcs éco-industriels, la problématique hommes-femmes et l'industrie verte, l'analyse des coûts de protection de l'environnement, la gestion des déchets, la responsabilité sociale des entreprises et les normes écologiques internationales dans le domaine du commerce. Les résultats d'une enquête de satisfaction auprès des étudiants se sont révélés très positifs.

Un partenariat récent avec l'Agence allemande de coopération internationale a abouti à un programme de formation à l'Université royale pour les femmes de Bahreïn intitulé "Enhancing the quality of industrial policies" (Améliorer la qualité des politiques industrielles). Ce programme de 10 jours a permis de former 22 fonctionnaires et analystes industriels de 21 pays à faible revenu à l'élaboration de stratégies industrielles pour le développement industriel inclusif et durable. À long terme, l'amélioration des stratégies industrielles devrait se traduire par des secteurs industriels durables et résilients qui créent des richesses et des possibilités d'emplois décents. À la fin de l'atelier, les participants ont mis au point un dispositif adapté de renforcement des capacités pour améliorer le processus d'élaboration de stratégies industrielles dans leurs propres pays.

3. CRÉER UNE PROSPÉRITÉ PARTAGÉE

Les compétences techniques de l'ONUDI s'avéreront particulièrement utiles pour promouvoir et accélérer le développement industriel inclusif et durable des pays en développement et en transition dans le cadre de l'objectif 9. Elles seront par ailleurs nécessaires pour de nombreux autres aspects des objectifs comme l'élimination de la pauvreté, la promotion du plein emploi productif, la préservation de l'environnement et la réalisation de l'égalité des sexes.

Mogens Lykketoft, Président de la soixante-dixième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, à la Conférence générale de l'ONUDI à sa seizième session

Je tiens à féliciter le Directeur général LI Yong (...). Il s'emploie avec beaucoup de succès à transformer une organisation centrée sur des produits en une organisation privilégiant les résultats, soulignant par là même que l'impact des activités de coopération technique de l'ONUDI importe davantage que le volume des ressources qui y sont consacrées. (...) Les événements survenus récemment mettent en évidence le rôle important que joue l'ONUDI pour assurer aux populations des moyens de subsistance décents, en particulier dans les pays d'où affluent aujourd'hui tant de réfugiés.

Heinz Fischer, Président autrichien, à la seizième session de la Conférence générale de l'ONUDI

Malgré un recul généralisé de la pauvreté dans le monde, la pauvreté extrême et la pauvreté modérée persistent principalement dans les zones rurales où vivent 75 % des pauvres de la planète. Dans les zones rurales, la productivité est faible, l'activité économique locale peu diversifiée, les taux de chômage élevés et les emplois précaires. Bien que réduite dans une certaine mesure par une croissance économique rapide, la pauvreté rurale subsiste là où les politiques ont du mal à améliorer la productivité agro-industrielle, à faciliter le développement de liens entre entreprises rurales et urbaines et à fournir aux populations rurales un accès aux services sociaux, à des infrastructures et services publics convenables et à des emplois pour ruraux pauvres, notamment les femmes et les jeunes. Tout au long de l'année, l'ONUDI a continué de concentrer ses efforts sur le développement des agro-industries, l'autonomisation des femmes et des jeunes dans des activités productives et la sécurité humaine dans des situations de sortie de crise.

Connexion des jeunes de la Guinée forestière: grâce à l'ONUDI, les communautés locales ont pu s'imprégner des technologies de l'information et de la communication et accéder à la toile.

75 %
des pauvres de la planète vivent dans les zones rurales

AGRIBUSINESS ET DÉVELOPPEMENT RURAL

Les activités d'agribusiness recouvrent l'offre d'intrants agricoles, la production et la transformation de produits agricoles et leur distribution aux consommateurs finaux. Intervenant dans le processus de fabrication, qui permet d'ajouter de la valeur aux matières premières agricoles pendant la transformation, la conservation, la préparation et autres procédés de traitement, les agro-industries sont des moteurs de croissance dans les pays en développement. Elles contribuent à la création d'emploi et de revenu, à la réduction des pertes après récolte, à l'amélioration de la sécurité sanitaire et de la qualité des aliments, à l'amélioration de la performance à l'exportation et au développement économique général.

Au cours de l'année, l'action menée par l'ONUDI pour stimuler l'agribusiness et le développement rural dans les pays qu'elle dessert était en grande partie axée sur la modernisation de l'industrie, les programmes de développement

de l'entreprenariat et la formation professionnelle. Les jeunes, les femmes et les communautés vulnérables sont restés les groupes cibles de nombreux projets, en particulier dans le domaine du développement des compétences d'entrepreneur. On trouvera de plus amples informations à ce sujet dans les sections ci-après.

Industries agroalimentaires

Au titre d'un accord relatif à un fonds d'affectation spéciale avec le Gouvernement nigérien, l'ONUDI mène, pour un montant de 12 millions de dollars, un projet visant à améliorer la sécurité alimentaire et à générer des revenus en redynamisant les chaînes de valeur de la viande, du lait et du niébé. Ce projet ID3A encourage la transformation agricole dans les chaînes de valeur les plus importantes du pays, tout en s'attaquant aux questions de l'insécurité alimentaire et de la création d'emplois. Il s'appuie sur les compétences et ressources locales pour accroître la quantité, la qualité et l'accessibilité économique de la viande transformée et des produits à base de niébé. Il vise à créer des débouchés pour la production animale en amont et à accroître l'accès aux marchés internationaux rentables. Diverses activités sont en cours, notamment la remise en état de deux abattoirs, la création d'un centre de production de kilishi — sorte de viande de bœuf séchée — et de deux centres de collecte de lait. L'initiative sur le niébé réduit l'insécurité alimentaire, tandis que les exportations de cette culture génèrent des revenus supplémentaires pour les petits exploitants, les femmes et les jeunes ruraux.

Une croissance économique faible et des conditions climatiques variables peuvent exacerber la vulnérabilité économique, en particulier dans les zones rurales. Un projet en cours de l'ONUDI accompagne l'Agence de l'Oriental dans sa mission de développement de l'est du Maroc. Il cible en particulier la production et la commercialisation de miel par la population locale, l'objectif étant de réduire la pauvreté.

Une initiative sur le commerce vert en Égypte aide le pays à doper la compétitivité des denrées agricoles dans le cadre d'une coopération avec les secteurs public et privé italiens. Ce projet de l'ONUDI vise en particulier à accroître la qualité et la quantité des produits frais conformément aux normes européennes en matière de sécurité sanitaire et de contrôle des aliments, à encourager l'innovation des méthodes de travail et des produits, à améliorer l'efficacité de la collecte, du transport et de l'exportation, à encourager une hausse de l'investissement dans l'agribusiness et la logistique et à augmenter le volume des exportations. Il ouvre des perspectives économiques aux petits agriculteurs et producteurs, crée des emplois pour les jeunes et encourage une diminution de la dépendance aux

INITIATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AGRIBUSINESS ET DES AGRO-INDUSTRIES EN AFRIQUE (ID3A)

L'Initiative ID3A vise à accroître la compétitivité des pays en développement dans l'agro-industrie. Initiative conjointe de l'ONUDI, de la FAO et du FIDA, ses principaux objectifs sont notamment d'apporter un appui technique au secteur agricole africain en vue de créer des chaînes de valeur agricoles très productives et rentables qui connectent les petits et moyens producteurs agricoles aux marchés; d'accroître les revenus des agriculteurs grâce aux processus de création de valeur ajoutée; d'offrir des produits plus différenciés et de meilleure qualité aux consommateurs des marchés locaux, régionaux et mondiaux; de capter une plus grande part des prix à la consommation dans les communautés et les pays où a lieu la production primaire; et d'assurer la gestion durable des ressources. L'ONUDI exécute actuellement des projets ID3A dans plusieurs pays, dont le Burkina Faso, les Comores, l'Éthiopie, le Ghana, le Libéria, Madagascar, le Niger, le Nigéria, la République démocratique du Congo, la République-Unie de Tanzanie, le Rwanda, la Sierra Leone et le Soudan. Au nombre des projets ID3A mis en œuvre avec succès, on peut citer le projet relatif à la chaîne de valeur du beurre de karité, financé par le Luxembourg, qui a amélioré les moyens de subsistance de 1 000 femmes au Mali, ou le programme d'aide aux communautés vulnérables de l'ouest de l'Ouganda, qui, par la modernisation de la chaîne de valeur de la banane, vise à améliorer l'adaptation aux effets des changements climatiques.

engrais et pesticides chimiques. Trois bureaux ont été ouverts à Noubaria, Minya et Louxor. De nouvelles variétés de tomates adaptées à la transformation industrielle sont mises à l'essai dans le cadre du projet, en partenariat avec un semencier international.

Le Partenariat mondial pour la sécurité sanitaire des aliments de la Banque mondiale est une initiative public-privé visant à améliorer la situation à cet égard dans les pays à revenu intermédiaire et dans d'autres pays en développement. En juin, l'ONUDI a accueilli une réunion de réflexion stratégique des partenaires de l'initiative afin, d'une part, d'examiner la stratégie, la gouvernance, la mise en œuvre et les processus décisionnels actuels, ainsi que les options de financement et, d'autre part, d'élaborer une stratégie pour 2016 et au-delà. Lors de la Conférence internationale sur la sécurité sanitaire des aliments 2015, qui s'est déroulée à Beijing en juin, l'ONUDI a signé, avec la Direction chinoise des aliments et des médicaments, un mémorandum d'accord visant à renforcer la coopération. Il s'en est suivi l'organisation conjointe du Forum de Vienne sur la sécurité sanitaire des aliments, qui a eu lieu au siège de l'ONUDI en septembre et qui a rassemblé 160 participants d'environ 50 pays représentant un large éventail d'acteurs de la gouvernance de la sécurité sanitaire des aliments et l'industrie alimentaire.

Avec environ 100 000 tonnes par an, la production de sucre à Madagascar est inférieure aux 160 000 tonnes estimées nécessaires pour la consommation locale. Plus tôt dans l'année, l'ONUDI a lancé un projet visant à stimuler la productivité et à augmenter la valeur ajoutée des projets de production de canne à sucre pour améliorer la sécurité alimentaire. En suivant une approche de chaîne de valeur, le projet vise à éliminer les goulets d'étranglement dans la chaîne d'approvisionnement, de la production à la commercialisation. Son volet environnemental propose de valoriser la bagasse comme source d'énergie. Le projet réunit le Centre malgache de la canne et du sucre, le secteur privé et les associations de producteurs dans un partenariat qui devrait assurer sa viabilité bien après son achèvement. Lors de la première saison de plantation, l'ONUDI a créé trois pépinières et formé environ 400 agriculteurs aux bonnes pratiques de production. Environ 300 femmes et hommes, dont une large proportion de jeunes, ont participé à des séminaires de sensibilisation. Trois unités de transformation pilotes écologiques seront construites dans le cadre du projet et serviront de modèles pour d'autres régions du pays.

Un nouveau projet sera lancé prochainement au Rwanda pour contribuer à une croissance économique nationale favorable aux pauvres, dans une chaîne de valeur laitière durable et résiliente face aux changements climatiques, et

CENTRES LAITIERS AU BANGLADESH

Un centre laitier est un réseau de petits points villageois de collecte de lait destiné aux petits agriculteurs et à une usine centrale où le lait est transporté avant d'être livré à un atelier de transformation. En livrant leur lait directement à un centre laitier où ils sont assurés de le vendre, les agriculteurs ont la garantie d'un revenu sûr. Dans le cadre d'un partenariat public-privé avec l'ASDI, l'entreprise laitière privée au Bangladesh PRAN et la multinationale du secteur de l'emballage et du conditionnement alimentaires Tetra Pak, l'ONUDI met en place une académie du lait dans le pays. Cette dernière, dont la création s'inscrit dans le cadre du développement du secteur laitier, transférera le savoir-faire approprié et les meilleures pratiques pour une production laitière optimale, des salles de classe aux petites exploitations laitières. Les progrès à ce jour sont encourageants: le modèle du centre a réussi à démontrer qu'avec une bonne gestion, l'activité laitière commerciale peut être rentable. D'ici au terme de ce projet de quatre ans en 2018, le pays pourrait enregistrer une nette amélioration des moyens de subsistance d'environ 20 000 petits exploitants laitiers, dont beaucoup de femmes, grâce à l'amélioration de la qualité et du rendement. Ses importations de lait en poudre s'en trouvant ainsi réduites, il pourra répondre à la demande croissante de lait des consommateurs, actuellement bien supérieure à l'offre.

Amélioration des moyens de subsistance de 20 000 petits exploitants laitiers

améliorer les moyens de subsistance des ménages ruraux, l'accent étant mis sur la sécurité alimentaire, la nutrition et l'autonomisation des femmes et des jeunes.

Industrie de la pêche

La pêche est vitale à la subsistance et à la sécurité alimentaire de 200 millions de personnes et une personne sur cinq sur la planète dépend du poisson comme première source de protéines. La transition d'une pêche de subsistance et artisanale à une pêche semi-industrielle et industrielle constitue désormais un pilier central de la stratégie de développement durable de nombreux pays côtiers en développement.

Ces dernières années, le Gouvernement de l'État de la mer Rouge au Soudan a demandé de l'aide pour passer d'une pêche largement artisanale à une industrie de la pêche gérée de manière viable. En coopération avec le Ministère soudanais de l'agriculture, des ressources animales et de la pêche, l'ONUDI et l'Institut norvégien de recherche marine mènent un nouveau projet dont l'objectif est de renforcer les capacités institutionnelles pour la gestion durable de la pêche marine dans l'État. Ce projet de trois ans, financé par l'ambassade de Norvège à Khartoum, vise à exploiter de manière viable le potentiel économique de la pêche marine, estimé à 25 millions d'euros par an. L'équipe du projet réalisera quatre enquêtes de suivi et fournira une assistance technique pour le développement d'un système de statistiques sur la pêche, afin de partager des informations à jour sur l'état des stocks et des débarquements de poissons côtiers.

Dans son plan de développement pour la période 2011-2013, le Soudan du Sud voisin prévoyait que le pays pourrait accroître la production et l'offre de poissons sur les marchés d'environ 40 000 à 100 000 tonnes en 2013, objectif qui a été compromis par le conflit et des mesures d'austérité. Un projet de cinq ans de 8,6 millions de dollars, financé par le Gouvernement canadien, non seulement aide le pays à augmenter son offre de poissons, mais encourage aussi une croissance économique et un développement durable tirés par le secteur privé. En particulier, il contribuera à accroître l'accès des femmes et des hommes aux centres de réception, aux sites de débarquement et aux marchés dans les régions retenues, ainsi que leurs capacités à pêcher et à commercialiser des poissons et des produits de la mer de qualité d'une manière viable. Il cible les femmes par plusieurs mesures qui leur permettront de participer à de petites entreprises et à d'autres activités connexes génératrices de revenus.

Un nouveau projet de 1,3 million de dollars, financé par le Cadre intégré renforcé de l'Organisation mondiale du commerce, vise à rendre les produits de la pêche cambodgiens plus compétitifs. Dans un premier temps, l'ONUDI sélectionne des transformateurs et des exportateurs pour accroître leur potentiel d'exportation. Elle applique ensuite les enseignements tirés de trois provinces côtières: Kampot, Koh Kong et Preah Sihanouk. L'expansion des exportations de la pêche marine cambodgienne ouvrira de nouveaux marchés et fournira jusqu'à 6 millions d'emplois à temps plein ou partiel ou saisonniers.

Les trois quarts des élevages de crevettes de la planète se trouvent en Asie et dans le Pacifique, tandis que les pays d'Amérique latine et des Caraïbes — surtout le Brésil, l'Équateur et le Mexique — représentent l'essentiel du reste de la production. Malgré une augmentation constante des échanges depuis les années 70, au cours desquelles l'élevage de crevettes a été lancé pour la première fois dans la région, il existe un potentiel d'expansion considérable. Une nouvelle initiative de l'ONUDI aide à stimuler la productivité et la compétitivité des chaînes de valeur de la crevette aux niveaux local et régional. Elle explore de nouvelles stratégies en faveur du développement industriel inclusif et durable dans ce secteur, en s'inspirant des expériences régionales et en encourageant l'échange de savoirs et de technologies entre la Colombie, Cuba, l'Équateur, le Mexique, le Nicaragua et la République dominicaine. Le projet vise à améliorer les revenus dans toutes les chaînes de valeur nationales de la crevette et à favoriser l'intégration régionale de ces filières, tout en recommandant des systèmes de production plus économes en ressources et plus propres qui réduiront l'impact environnemental du secteur. Financé par des fonds d'affectation spéciale de l'ONUDI, tels que le Fonds de l'OPEP pour le développement international, il devrait s'achever début 2017.

Schéma directeur de la zone de la tannerie de Sialkot au Pakistan dont la construction devrait démarrer en 2016.

Plantation d'arbres à Sialkot au Pakistan

Industrie du cuir

L'une des publications les plus exhaustives jamais consacrées aux technologies plus propres du cuir pour les pays en développement est parue cette année. Faisant fond sur la riche expérience acquise ces dernières décennies, ainsi que sur de nombreuses publications techniques concernant divers aspects de cette industrie, "The Framework for Sustainable Leather Manufacture" (Cadre pour une manufacture durable du cuir) revient sur les thèmes traditionnels tels que les économies d'eau, le déchaulage et la gestion du chrome, et propose une évaluation nouvelle et objective de différents procédés plus propres. Suivant en cela les tendances nouvelles, les finissages humide et sec sont examinés plus en détail qu'auparavant, et une plus grande attention est parallèlement accordée à la consommation d'énergie.

L'une des préoccupations premières de l'ONUDI dans ses projets sur l'industrie du cuir a toujours été la santé et la sécurité des travailleurs par l'amélioration des pratiques au travail dans ces domaines. Au cours de l'année, l'ONUDI a publié un guide utile en anglais, en bengali et en hindi sur la gestion des émissions de sulfure d'hydrogène dans les tanneries et les stations de traitement des effluents. Ce guide s'accompagne d'un support en ligne d'apprentissage et d'auto-évaluation à l'intention des institutions de formation, des entreprises et des stations de traitement. D'autres cours sur la chaîne de valeur du cuir ont été diffusés sur la plate-forme d'apprentissage en ligne de l'Institut de l'ONUDI pour le renforcement des capacités.

En avril, l'ONUDI a aidé à planter environ 50 000 arbres destinés à former une ceinture verte autour d'une zone de tannerie dans la ville de Sialkot au Pakistan. Cette nouvelle zone fait partie d'un plan visant à réunir 250 tanneries au sein de 10 re-groupements, le but étant de réduire leur empreinte écologique et de mettre en œuvre des mesures d'adaptation pour faire face aux inondations et autres catastrophes imputables aux changements climatiques. Le projet s'inscrit dans le cadre d'un partenariat public-privé mené par la Sialkot Tannery Association (Guarantee) Limited, organisation à but non lucratif établie à cette fin avec l'appui du Gouvernement pakistanais. L'ONUDI a évalué les risques liés au climat et leurs incidences sociales et a mis au point le concept d'une

INDUSTRIE FORESTIÈRE

Les entreprises forestières évoluent constamment et pour devenir plus vertes, elles ont besoin de compétences particulières de formation. Avec la FAO, l'ONUDI mène actuellement un projet pilote de formation en Afrique du Sud, financé par le Gouvernement finlandais, afin de mettre au point et à l'essai un programme de formations adaptées au secteur. Une fois le succès du programme avéré, elle entend le reproduire au Malawi, en Zambie et au Zimbabwe. L'objectif est d'améliorer la collaboration régionale en matière d'enseignement et de formation dans le secteur de la foresterie et du bois dans la région de la Communauté de développement de l'Afrique australe, et de favoriser ainsi la création d'emplois verts et la gestion et l'utilisation durables des forêts. Des programmes de formation à l'utilisation de tronçonneuses, au sciage et au séchage du bois ont été élaborés afin d'augmenter le taux de récupération du bois grâce à des techniques plus économes, une attention particulière étant accordée à la sécurité des travailleurs. La biodiversité est assurée grâce à l'association au projet de la Direction des espèces exotiques envahissantes du Cedara College of Agriculture de la Province de KwaZulu-Natal. Des certificats de formation permettront de garantir de meilleurs emplois aux stagiaires, généralement issus de populations vulnérables.

Des stagiaires acquièrent de nouvelles compétences techniques en matière d'utilisation de tronçonneuses, de sciage et de séchage du bois dans la province de KwaZulu-Natal en Afrique du Sud.

station commune de traitement des effluents qui réduirait les empreintes écologique et hydrique, tout en renforçant la résilience des bâtiments.

La construction devrait commencer en 2016 une fois la conception finalisée.

Après l'introduction concluante d'un cours d'apprentissage en ligne pour le secteur de la chaussure en 2014, l'ONUDI a ajouté plusieurs enseignements et tests au programme pendant l'année. Si ce cours a été une nouvelle expérience pour le campus de Mwanza de l'Institut de technologie de Dar-es-Salaam en République-Unie de Tanzanie, d'autres institutions à travers le pays en font toutefois usage depuis son lancement. Des accords de jumelage sont en voie de finalisation entre l'Institut de l'ONUDI pour le renforcement des capacités, le campus de Mwanza, l'International Shoe Competence Centre en Allemagne et le cabinet autrichien de conseil en e-learning et formation Common Sense. Un cours de formation mixte de huit mois à l'intention des PME de la chaussure, associant des apprentissages en salle et en ligne, a commencé en novembre. L'International Shoe Competence Centre participe aux activités d'apprentissage en ligne, tandis que l'assistance de Common Sense portera sur les outils et les méthodologies. L'Institut de l'ONUDI pour le renforcement des capacités hébergera le portail du système de gestion de l'apprentissage et le cours.

Un autre projet lancé en 2014 a permis de renforcer les micro- et petites entreprises du cuir et des produits du cuir en Éthiopie, l'un des secteurs de l'économie du pays à la croissance la plus dynamique. En se regroupant au sein de 12 réseaux, ces entreprises ont pu entreprendre des activités conjointes telles que l'achat de matières premières ou la participation à des appels d'offres, et partager des micro-financements, des prêts groupés ou la location de matériel. Actuellement, 377 entreprises employant 3 800 personnes en moyenne reçoivent une assistance. L'ONUDI a collaboré avec les institutions locales sur des programmes de renforcement des capacités couvrant des sujets tels que la méthodologie d'établissement de regroupements, le développement des entreprises et la création de dessins et modèles. Plusieurs entreprises du cuir locales ont reçu une aide pour mettre en œuvre des systèmes de gestion des ressources qui utilisent un progiciel de gestion intégré comprenant un logiciel gratuit, sans droits de licence, développé par des informaticiens locaux. Des formations spécialisées

DES LOGEMENTS ET DES EMPLOIS AU KIRGHIZISTAN

La pénurie de logements est l'un des défis les plus pressants que doit relever le Kirghizistan. Le pays pâtit d'un manque de matériaux de construction abordables et de techniques de fabrication écologiques, ainsi que d'un appui institutionnel insuffisant en faveur des technologies vertes économiques et de l'investissement dans ce domaine. Cette difficulté peut être surmontée par la fourniture de matériaux abordables pour les logements et la reconstruction et la réparation des réseaux de canaux de drainage et d'irrigation, en particulier dans les zones rurales, et la création d'emplois.

D'après une étude de l'ONUDI, les matériaux et techniques de construction doivent répondre aux besoins des populations rurales et à faible revenu. Dans le cadre d'un projet de trois ans qui a démarré en 2014, l'ONUDI a recensé les matières premières locales disponibles en abondance ainsi que les techniques utilisant les déchets organiques et inorganiques qui pourraient être adoptées par le secteur de la construction. Elle a acheté les équipements nécessaires à la production de blocs de boue stabilisée — premier matériau de construction à être retenu au titre du projet — et a dispensé des formations. Des techniques de production ont été identifiées pour six autres matériaux de construction écologiques et l'achat des équipements correspondants a été lancé. Un centre de démonstration technique de l'ONUDI, bénéficiant de l'appui de deux institutions nationales kirghizes, servira, d'une part, de centre de connaissances sur les matériaux de construction économiques et écologiques nouveaux et alternatifs et, d'autre part, de centre de formation pour les experts locaux. Financé par la Fédération de Russie, le projet de 2 millions de dollars permettra de construire des logements à bas coût et de créer des emplois.

RENFORCEMENT DE L'ÉCONOMIE FORMELLE

Au Viet Nam, le renforcement de l'économie formelle s'est poursuivi dans le cadre d'un projet visant à élargir le système national d'enregistrement des entreprises à toutes les entités commerciales en 2015, y compris les entreprises à capitaux étrangers, les nouvelles lois relatives aux entreprises et aux investissements entrant en vigueur en juillet. Au cours de l'année, les données historiques de plus de 17 000 entreprises à capitaux étrangers implantées dans 63 provinces ont été téléchargées dans le système, permettant ainsi au public d'accéder à des informations juridiquement valides et contraignantes. Des conseils ont été donnés pour la formulation de nouvelles lois et de leurs réglementations d'application. Plus de 600 agents de l'Agence pour l'enregistrement des entreprises et de 63 agents de bureaux provinciaux ont été formés aux obligations découlant de la nouvelle loi relative aux entreprises et de ses réglementations d'application, ainsi qu'à l'utilisation du système modernisé. Le Gouvernement a décidé que le numéro unique d'identification des entreprises figurant dans le système serait utilisé dans toutes les transactions par les entités publiques du pays. D'autres activités ont été menées à terme, notamment la sensibilisation dans tout le pays aux nouvelles lois relatives aux entreprises et aux investissements et à leurs réglementations d'application, en particulier pour l'enregistrement des entités commerciales. Globalement, près de 1,2 million de ces entités au Viet Nam ont bénéficié de ce projet financé par le SECO.

NBRS

580 231 nouvelles entreprises répertoriées dans le système NBRS

Le nombre d'entreprises enregistrées a atteint **1 140 796**

Pour chaque entreprise dissoute, 6 nouvelles entreprises entrent dans le marché

Le système NBRS montre que de mai 2010 à décembre2015:

ont été dispensées aux employés du secteur, ainsi qu'à certains étudiants de l'Université d'Addis-Abeba. L'association de femmes LOMI a également été créée dans le cadre du projet afin de promouvoir leurs produits auprès des parties prenantes nationales et internationales. Les bénéficiaires ont pu participer à plusieurs foires commerciales. Le projet appuie en outre le développement de nouvelles lignes de produits et leur promotion lors de foires et d'expositions nationales et internationales. Il suit étroitement la participation des femmes dans les différentes activités, ainsi que le respect des normes environnementales.

La création de Modjo Leather City — quartier du cuir moderne et écologique animé par un groupe de tanneries raccordées à une station commune de traitement des effluents — devrait contribuer également au développement du secteur. Une étude de faisabilité a été présentée à la Banque européenne d'investissement au Luxembourg en avril.

Industrie textile

Ces dernières années, les consommateurs des pays industrialisés ont davantage pris conscience des coûts potentiels, en termes de tragédie et d'exploitation humaines, des vêtements qu'ils achètent sur Internet ou en magasin. L'effondrement du bâtiment d'usine Rana Plaza au Bangladesh en 2013 et les révélations sur le travail des enfants dans le secteur du vêtement renversent le cours des choses en faveur d'une gestion plus responsable des chaînes d'approvisionnement. Dans le cadre de la préparation d'une initiative de l'Union européenne relative aux chaînes d'approvisionnement dans le secteur du vêtement, l'ONUDI a participé à des réunions de parties prenantes à Bruxelles en janvier et en juin, afin de partager les expériences et les bonnes pratiques et d'explorer les options possibles.

Le Partenariat UE-Afrique sur le coton a été noué en 2004 pour contribuer à lutter contre la pauvreté dans les régions africaines productrices de coton par l'amélioration de la compétitivité, de la valeur ajoutée, de la création

5900 BC

L'Arménie possède un riche héritage de production textile de plus de 3 000 ans. Aujourd'hui, face à la concurrence féroce dans le monde industrialisé et le monde en développement, elle n'occupe plus une place prépondérante sur les marchés mondiaux, même si elle demeure un fournisseur majeur de textiles et de vêtements au sein de la Communauté d'États indépendants. Depuis 2014, l'ONUDI aide à redynamiser ce secteur dans le pays et à améliorer le positionnement et la compétitivité des exportations manufacturières du pays sur l'échiquier international. Financé par la Fédération de Russie, le projet vise à accroître la part de marché des producteurs de textiles et de vêtements sur les marchés locaux et à exploiter les débouchés offerts par le marché de l'Union économique eurasienne. L'ONUDI renforce les capacités techniques locales afin de contribuer au développement et à la modernisation des PME, d'améliorer la qualité des vêtements produits par les entreprises pilotes bénéficiaires et de positionner les produits arméniens comme créations haut de gamme. En février, le Centre de la mode Atex-Burgo a été créé en partenariat avec l'Istituto di Moda Burgo à Milan en Italie pour appuyer la conception, le patronage et la gradation industriels des produits et fournir d'autres services aux opérateurs locaux. L'ONUDI a aidé les entreprises participantes en dispensant des formations sur la création de produits, la qualité, la planification de la production, les questions juridiques, la normalisation, les ressources humaines, la finance, la commercialisation, la constitution de réseaux et la communication de projet. Le point d'orgue de cette initiative a été le lancement de trois collections conjointes de vêtements de création sous le label "5900 BC", qui a été présenté aux acheteurs, aux experts de la mode et au public lors d'expositions et de foires internationales organisées en Arménie et en Fédération de Russie.

d'emplois et de la viabilité du secteur cotonnier africain. En mars, l'ONUDI a pris part à une série d'ateliers organisés par la FAO et le CCI, où elle s'est penchée sur la coopération future dans ce secteur en Afrique de l'Ouest. L'Organisation s'est également associée à une nouvelle initiative de la Banque mondiale pour la promotion de la mécanisation agricole en Afrique.

Un atelier international, tenu à Bursa en Turquie en septembre, visait à valoriser les compétences et le savoir-faire des participants dans le domaine des textiles techniques et non tissés. Organisé en coopération avec le Gouvernement turc, il a réuni des participants du Bangladesh, de Bosnie-Herzégovine, du Kazakhstan, du Kenya, du Kirghizistan, du Nigéria, de République de Moldova, du Sénégal, de Sri Lanka, du Soudan, de Tunisie, de Turquie et du Viet Nam.

Une participante à un atelier parrainé par l'ONUDI au Centre de formation professionnelle Selam s'initie à la maintenance et à la réparation d'équipements et de matériels lourds.

INTÉGRATION DES FEMMES DANS L'INDUSTRIE

Tout au long du présent rapport, on s'est attaché à présenter au lecteur les différentes approches adoptées par l'ONUDI pour intégrer les femmes dans le processus d'industrialisation. Sans toutefois en dresser une liste exhaustive, la présente section donne, par souci de concision, un bref aperçu des initiatives lancées principalement avec les femmes à l'esprit, à savoir presque tous les projets et programmes de l'ONUDI.

Au cours de l'année, l'ONUDI a eu plusieurs occasions de présenter son action en faveur de l'intégration des femmes dans différents aspects du développement industriel. La Journée internationale de la femme, le 8 mars, s'est tenue sur le thème "Empowering women, empowering humanity: Picture it!" (Autonomiser les femmes, c'est autonomiser l'humanité) et était axée sur les réalisations des femmes. Le Forum de l'énergie de Vienne qui a eu lieu en juin comprenait une session spéciale de constitution de réseaux sur la contribution des femmes à l'énergie durable, tandis qu'une manifestation organisée en marge de la seizième session de la Conférence générale de l'ONUDI en décembre a abordé l'entreprenariat des femmes comme moyen de lutter contre le chômage. Une réception autour de la question relative à la constitution de réseaux a donné aux participants une nouvelle occasion d'entendre des témoignages directs sur l'importance de l'entreprenariat des femmes comme levier essentiel du développement industriel inclusif et durable. Pendant la Conférence, l'ONUDI a désigné un entrepreneur norvégien comme ambassadeur de bonne volonté pour soutenir son action dans le secteur manufacturier, et en particulier en faveur de l'entreprenariat des femmes (voir chap. 5). L'ONUDI a joué un rôle de premier plan dans une conférence sur l'autonomisation économique des femmes dans les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, qui s'est déroulée sous les auspices de l'Expo Milano 2015 en octobre, ainsi que dans un atelier qu'elle a organisé sur le même sujet dans les domaines de la nutrition et de la sécurité alimentaire. Le thème de la Journée de l'industrialisation de l'Afrique de cette année, le 20 novembre, était "Les PME au service de l'élimination de la pauvreté et de la création d'emplois pour les femmes et les jeunes".

Une conférence internationale sur les femmes dans l'industrie et la finance a eu lieu en Ukraine en mai, dans le cadre d'un projet du centre de l'ONUDI

DES FIGUES DE BARBARIE CONTRE LA PAUVRETÉ

Opuntia ficus indica, aussi connue sous le nom de figue de Barbarie ou figue d'Inde, est une variété domestiquée de cactus qui pousse dans les zones arides et semi-arides de la planète. Elle fournit une source alimentaire nutritive qui peut être transformée en une grande variété de produits alimentaires ou utilisée pour l'alimentation animale, en particulier pendant la saison sèche. Elle présente en outre l'avantage de pouvoir proliférer dans les régions arides et semi-arides septentrionales et d'atténuer la dégradation des terres. Dans les zones semi-arides du nord de l'Éthiopie, elle peut aider à lutter contre la désertification. En 2013, le Fonds de l'OPEP pour le développement international a décidé de contribuer au financement d'un projet de 2,5 millions de dollars dont l'objectif sera d'améliorer la chaîne de valeur de la figue de Barbarie en aidant les communautés rurales du nord de l'Éthiopie à adopter des techniques modernes de transformation agro-industrielle dans une usine équipée des toutes dernières technologies. Le projet ouvrira de nouvelles perspectives d'emploi dans la production et la transformation de ce fruit pour les populations touchées par la pauvreté et la faim, en particulier les femmes et les jeunes. La première ligne de transformation du fruit frais, comprenant des unités de lavage et de triage, a été inaugurée en novembre. L'ONUDI a élaboré une stratégie de marché locale et internationale et identifié des partenaires commerciaux potentiels. Elle a constitué des coopératives d'agriculteurs et signé des accords avec des partenaires locaux clefs. La FAO collaborera avec elle au renforcement du projet dans l'avenir.

pour une production propre et économe en ressources. Elle a examiné, entre autres, les moyens d'inscrire des politiques axées sur la problématique hommes-femmes comme sujet transversal du développement industriel et de la stabilité financière.

En septembre, le Directeur général a rencontré les directeurs d'ONU-Femmes, du CCI, de l'OIT et de l'UIT pour débattre des moyens de renforcer l'action conjointe en faveur de l'autonomisation économique des femmes, dans le contexte du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Le principal partenaire de l'ONUDI pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes reste ONU-Femmes. L'ONUDI participe au Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et au Portail de connaissances sur l'autonomisation économique des femmes, initiatives dirigées par ONU-Femmes, ainsi qu'aux mécanismes interinstitutions de coordination tels que le Réseau interinstitutions pour les femmes et l'égalité des sexes. Elle partage ses connaissances et ses expériences sur ces deux sujets par diverses plates-formes, notamment les programmes conjoints de coopération technique avec d'autres organismes des Nations Unies et des groupes thématiques sur l'égalité des sexes au niveau des pays, le Portail de connaissances sur l'autonomisation économique des femmes, la Plate-forme pour l'industrie verte et son volet consacré aux femmes dans l'industrie verte et le réseau des coordonnateurs pour les questions d'égalité des sexes du Fonds pour l'environnement mondial.

En partenariat avec l'Initiative pour l'énergie durable et la résilience face aux changements climatiques, l'ONUDI a lancé une initiative phare visant à promouvoir la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans le secteur de l'énergie durable dans les petits États insulaires en développement du Pacifique, des Caraïbes, d'Afrique et de l'océan Indien. Les femmes représentant une proportion anormalement importante des communautés vulnérables, en particulier des réfugiés et des déplacés, il n'est guère surprenant que de nombreuses actions de l'ONUDI visant à améliorer la situation des réfugiés

Les femmes au Moyen-Orient et en Afrique du Nord représentent:

51 % des diplômés d'université

25 % de la population active

45,9 %
de taux de chômage chez les femmes au Moyen-Orient

44,1 %
de taux de chômage chez les femmes en Afrique du Nord

ciblent les femmes. À cet égard, on peut citer, entre autres, le projet de formation professionnelle des jeunes et des femmes syriens réfugiés en Turquie dans des unités fixes et mobiles pour acquérir des compétences dans l'habillement ou le projet visant à instaurer une cohésion et une harmonie sociales dans les communautés hôtes de Mafraq en Jordanie, qui ont permis à un grand nombre de chômeuses de trouver un emploi productif. Les femmes de Côte d'Ivoire réfugiées au Libéria ont bénéficié d'une formation au développement de l'entreprenariat visant à les aider à identifier différents types de débouchés économiques dans leur propre environnement et au-delà. La prise en compte de la problématique hommes-femmes est une condition sous-jacente du projet djiboutien intitulé "Autonomisation des pauvres et des femmes dans les communautés exposées aux inondations afin de renforcer la résilience aux catastrophes naturelles par des moyens de subsistance diversifiés", où la formation à la transformation du poisson séché a contribué à améliorer les connaissances et les compétences des vendeuses de poisson. Un projet sur la pêche au Soudan du Sud a permis aux femmes des communautés de pêcheurs de créer de petites entreprises. En Guinée, l'ONUDI exécute un projet d'intégration économique des femmes à risque dans le secteur du recyclage des déchets solides. Ces activités et d'autres destinées à aider les réfugiés et les autres femmes vulnérables sont décrites plus en détail ci-après.

Un projet visant à catalyser l'efficacité énergétique dans l'industrie en ex-République yougoslave de Macédoine comporte une forte composante sur la problématique hommes-femmes. Grâce aux services de garde d'enfants proposés lors d'une formation résidentielle, 35 % des stagiaires du programme de renforcement des capacités sur les systèmes de gestion de l'énergie lancé en juin étaient des femmes. Les femmes de Gambie participent étroitement à la promotion des systèmes d'énergie renouvelable et ont bénéficié de formations, de prêts et de bourses pour créer leurs propres entreprises. Dans le cadre d'un projet de l'ONUDI en Éthiopie, une association de femmes intervenant dans le secteur des produits du cuir a officiellement vu le jour sous le nom de LOMI et devrait aider à promouvoir leurs produits aux niveaux national et international (voir ci-dessus). Certaines activités étaient axées sur la formation des femmes aux fonctions de dirigeantes et d'entrepreneuses, tandis que d'autres étaient destinées à améliorer leur quotidien en allégeant leurs corvées. La pénurie d'eau dans la ville de Chicualacuala au Mozambique est un fardeau pour les femmes et les jeunes filles qui sont chargées d'aller chercher de l'eau. Grâce aux systèmes de pompage solaires installés par l'ONUDI, les femmes peuvent désormais consacrer les heures gagnées sur la collecte d'eau à des activités rémunératrices. Les femmes qui ont bénéficié de l'adoption de combustible propre pour la cuisine à Zanzibar en République-Unie de Tanzanie ont apprécié la facilité avec laquelle elles pouvaient désormais préparer rapidement les repas et la propreté des fourneaux alimentés au bioéthanol. L'élargissement de ce programme ouvrira des débouchés économiques aux femmes dans la production, la distribution et la commercialisation locales à petite échelle d'éthanol et de fourneaux utilisant ce combustible.

Les femmes au Moyen-Orient et en Afrique du Nord représentent 51 % des diplômés d'université, mais encore un quart seulement de la population active. Un nouveau projet régional, approuvé en janvier pour l'Algérie, le Bahreïn, l'Égypte, les Émirats arabes unis, la Jordanie, le Liban, le Maroc, le Qatar, la Tunisie et l'État de Palestine, vise à renforcer l'intégration économique des femmes et à créer les conditions d'une croissance durable et inclusive en tirant parti du formidable potentiel des femmes entrepreneuses. Une conférence organisée par l'ONUDI en octobre en coopération avec l'organisation internationale à but non lucratif No Peace without Justice, ciblait également les femmes de cette région. Financée par l'Italie, la conférence de niveau ministériel s'est tenue lors de l'Expo Milano 2015 en octobre. Elle s'est penchée sur les conclusions de deux études analytiques: l'une qui évaluait la situation des femmes entrepreneuses de la région, intitulée "Assessment of the situation of women entrepreneurs in the MENA region with specific focus on Egypt, Jordan, Lebanon, Morocco, State of Palestine and Tunisia", et l'autre qui comparait les pratiques en matière de politique d'appui au développement de femmes entrepreneuses dans les six pays cibles par rapport à l'Australie, à l'Italie et à la Turquie. La première traduisait les résultats d'une enquête déjà terminée auprès de 446 femmes entrepreneuses dans ces six pays, même si des témoignages de femmes rurales entrepreneuses sont encore en train d'être recueillis. Une deuxième conférence organisée par l'ONUDI à Milan en octobre a examiné les moyens de renforcer le rôle des femmes dans le secteur de la sécurité agroalimentaire en Éthiopie.

Dans le cadre d'un projet en Guinée, des centres de transformation, 5 pour le beurre de karité et 2 pour le manioc, ont été modernisés et 70 femmes ont été formées à l'utilisation des équipements, ce qui a eu pour effet d'accroître la quantité des produits destinés aux marchés internationaux et d'améliorer leur qualité.

Développement durable de l'artisanat au Viet Nam

73,3 millions
de jeunes chômeurs dans le monde

Source: OIT, Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2015

EMPLOI DES JEUNES

D'après le rapport de l'OIT sur les *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2015*, le chômage touchait 73,3 millions de jeunes au niveau mondial à la fin de l'année 2014, près de 37 % de la main-d'œuvre jeune potentielle dans le monde étant sans emploi ou ne gagnant pas de revenu suffisant pour échapper à la pauvreté. Le secteur privé est le principal pourvoyeur d'emplois au niveau mondial et de nombreux gouvernements considèrent la création d'un secteur privé fort et diversifié comme le moteur à la fois de la croissance économique et de l'emploi. Toutefois, les jeunes peinent généralement à accéder au capital nécessaire pour créer ou développer leurs entreprises, car ils sont perçus comme un investissement à haut risque en raison de leur âge et de leur expérience limitée. Pour y remédier, l'ONUDI a mis en place une approche intégrée qui aide les gouvernements et les structures d'appui à répondre aux besoins des jeunes désireux d'améliorer leurs moyens de subsistance par la création d'entreprises durables.

L'emploi des jeunes, le développement de l'entreprenariat des jeunes et les politiques en leur faveur étaient au cœur de plusieurs forums internationaux tout au long de l'année. L'ONUDI a fait partie de l'équipe des organisateurs du Forum des jeunes du Conseil économique et social des Nations Unies, qui s'est tenu à New York en février. Lors du premier Forum mondial sur les politiques de la jeunesse, qui a eu lieu à Bakou en octobre, l'ONUDI a animé un panel consacré aux résultats des politiques et aux défis liés à l'emploi et à l'entreprenariat des jeunes. Le forum a été accueilli par le Gouvernement azerbaïdjanais et organisé par le Conseil de l'Europe, le PNUD, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et le Bureau de l'Envoyé du Secrétaire général pour la jeunesse. L'ONUDI a participé à l'animation d'une discussion en ligne lancée par l'Envoyé du Secrétaire général et contribué à la réunion de haut niveau marquant le vingtième anniversaire de la campagne du Programme d'action mondial pour la jeunesse.

Les services d'aide au développement des entreprises sont souvent inexistants ou difficilement accessibles pour les jeunes entrepreneurs en herbe et, lorsqu'ils existent, ils ciblent rarement les besoins spécifiques de jeunes ayant moins l'expérience des réseaux, des marchés et des possibilités d'investissement que des acteurs plus anciens. Le Programme de l'ONUDI en faveur de l'emploi productif des jeunes aide les entrepreneurs en herbe à recenser les secteurs et les chaînes de valeur qui présentent un fort potentiel d'emploi de jeunes. Il évalue la faisabilité financière de la création d'entreprises à l'aide du Modèle informatisé pour l'analyse et l'évaluation des études de faisabilité (COMFAR), et forme les jeunes aux compétences requises.

Un projet sur l'emploi productif pour les jeunes en Arménie montre qu'avec un appui adapté les jeunes adultes peuvent inspirer confiance et être à même de tirer parti des prêts pour créer des entreprises rentables. Un fonds autorenouvelable mis en place par le Gouvernement arménien et l'ONUDI propose des prêts à faible taux d'intérêt, avec en complément un accompagnement poussé, des services aux entreprises et une assistance technique aux bénéficiaires. Le succès du projet de l'ONUDI d'aide à la création et à l'expansion d'entreprises dirigées par des jeunes a été reconnu dans une évaluation indépendante à mi-parcours en juillet, qui a fait observer une forte demande de prêts, la contribution du projet au changement systémique et l'engagement ferme pris au niveau national d'institutionnaliser l'approche du projet en la reproduisant et en l'élargissant, ce qui est la preuve de l'effet catalyseur qu'il a produit.

Dans le cadre d'un projet similaire en Éthiopie, l'ONUDI collabore avec des partenaires clefs à l'élaboration d'une stratégie nationale visant à renforcer l'écosystème entrepreneurial, en particulier pour les jeunes et les femmes entrepreneurs. Dans le même temps, elle renforce les capacités des institutions financières clefs à proposer de meilleurs services financiers et non financiers aux PME, en particulier à celles qui sont dirigées par des femmes ou des jeunes. Des entreprises résilientes et durables pourront ainsi être créées dans le pays. La tenue d'un forum de l'investissement permettra d'attirer des investissements étrangers et intérieurs dans ces entreprises. Financé par l'Agence italienne de coopération pour le développement, le projet devrait arriver à terme fin 2017.

L'employabilité et l'entreprenariat des jeunes étaient de même le thème d'un nouveau projet du Programme conjoint des Nations Unies pour l'emploi des

ENTREPRENEURSHIP CURRICULUM PROGRAMME (ECP) À CABO VERDE

Cabo Verde a inscrit l'entreprenariat comme sujet pratique au programme de 12 écoles secondaires de six îles, dans un premier temps à titre expérimental. Si elle réussit, l'expérience sera élargie à toutes les écoles. Les élèves font montre d'une confiance en soi, d'un esprit de créativité et de responsabilité, et d'aptitudes plus grandes à économiser des ressources et à planifier à l'avance. Certains ont déjà commencé à transformer leurs rêves d`entrepreneur en réalité.

5 940
élèves inscrits

53 % de jeunes filles

1 297 élèves formés au développement de l'entreprenariat en 2015

154 enseignants formés

Un groupe d'élèves: à l'extrême-droite, Suely Lary Ferreira Gomes, élève du secondaire (âgée de 15 ou 16 ans), veut que sa mère l'aide à ouvrir un salon de beauté.

Ayant appris que le poisson se vendait à bas prix dans l'île de Fogo, Paulo Jorge, élève du secondaire (âgée de 17 ou 18 ans), deuxième à partir de la droite, veut en importer sur l'île principale et le vendre dans un marché à proximité de l'école. Pour ce faire, il a mené une étude de marché et s'est mis en partenariat avec une revendeuse de poissons. Le Gouvernement lui a fourni un réfrigérateur pour soutenir son projet et son professeur, João Domingos, continue à lui servir de mentor.

Le deuxième élève à partir de la gauche vient de s'inscrire aux formations à l'entreprenariat. Après son premier cours, il s'est lancé dans la fabrication de bonbons, qu'il écoule sur les foires de l'école et pendant les récréations. Il paie ses études avec l'argent que lui rapporte son activité.

27
étudiants

ÉTUDIANTS LAURÉATS

arrivés en fin d'études en juillet à l'Académie des équipements lourds et des véhicules commerciaux sise aux alentours de la capitale éthiopienne. L'Académie a été créée par le groupe Volvo en collaboration avec l'Agence suédoise de coopération internationale au développement et l'ONUDI. C'est le premier centre d'instruction professionnelle pour la maintenance des équipements lourds et des véhicules commerciaux reconnu au plan international.

jeunes en République-Unie de Tanzanie. Financé par la Suède, il vise à accroître le nombre d'emplois disponibles, tant sur le continent que sur l'île de Zanzibar, en mettant en relation les entreprises et les universités.

Dans le cadre d'un projet de sept ans en Côte d'Ivoire, l'ONUDI aide le pays à favoriser la croissance économique et la stabilité sociale en modernisant son système de formation professionnelle. Elle fournit actuellement une assistance à 11 centres de formation professionnelle et établissements d'enseignement agricole. Depuis le lancement du projet financé par l'Union européenne en 2012, elle a, en coopération avec le Ministère de l'emploi, des affaires sociales et de la formation professionnelle, formé plus de 4 000 jeunes et aidé à renforcer les capacités des fonctionnaires et des personnels assurant la gestion des centres de formation pilotes.

Les jeunes représentent environ la moitié de la population en Guinée — où l'âge moyen est aujourd'hui de 18,7 ans —, et, selon les estimations, pour 70 % d'entre eux, l'emploi et l'autonomie restent une chimère. En dépit de tous les efforts déployés par le Gouvernement, le taux de chômage des 15-35 ans continue de grimper, engendrant la frustration, l'instabilité et parfois la violence. Le problème est particulièrement grave dans les zones urbaines, où il est absolument nécessaire de trouver des activités rémunératrices pour en faire des membres responsables de la société.

Un projet achevé cette année a ouvert des perspectives d'emploi aux jeunes des quartiers défavorisés, tout en améliorant l'efficacité du recyclage des déchets. Au cours du projet, environ 4 000 jeunes et femmes ont été formés à des activités dans le domaine de la gestion des déchets solides, telles que la collecte et le tri, l'assainissement et la gestion intégrée des espaces publics. Nombre d'entre eux ont ainsi trouvé un emploi dans des centres de collecte de déchets de la capitale et du reste du pays. Plus de 500 jeunes et femmes ont pu gagner leur vie grâce à un appui de l'ONUDI aux initiatives économiques individuelles. À travers une série d'ateliers, de débats et de campagnes socioéducatives, le projet a en outre encouragé une culture de la non-violence dans 20 communautés à haut risque. Les enseignements qui en ont été tirés seront appliqués à des projets similaires en faveur des femmes et des jeunes en Guinée et dans d'autres pays membres de la CEDEAO.

Dans le cadre d'un autre projet récemment achevé en Guinée et financé par le Japon, l'ONUDI a aidé 3 300 jeunes de certaines zones les plus pauvres du pays à acquérir les compétences entrepreneuriales et techniques nécessaires pour gagner leur vie. Ils pourront ainsi accroître par la suite leur revenu rural non agricole et contribuer à la paix dans la région. Des centres communautaires du sud-est du pays ont accueilli 10 programmes de formation, dont la moitié des stagiaires étaient de jeunes femmes. Cinq petits ateliers ont été rénovés et équipés par les artisans locaux pour servir de centres de formation technique.

Dans le cadre d'un nouveau projet lancé en mars en Zambie et financé par l'ASDI, l'ONUDI transfère un savoir-faire technique moderne pour des formations aux compétences professionnelles dans le domaine des équipements lourds, telles que

la conduite d'engins de terrassement et de camions et la réparation de matériels, afin de créer des emplois pour les jeunes. Elle collabore avec le Northern Technical College zambien en vue de renforcer les capacités de ses enseignants, d'améliorer le programme d'enseignement actuel et de fournir des équipements modernes pour la formation. Le projet se distingue par le partenariat public-privé qu'il a noué avec le groupe Volvo. Les secteurs des mines et des transports du pays recherchent des techniciens et des opérateurs qualifiés. Le programme contribue à adapter l'offre de compétences techniques à la demande, et le groupe Volvo donne accès aux toutes dernières technologies pour bien préparer les nouveaux diplômés aux besoins de main-d'œuvre.

Le programme Développement inclusif et entreprenariat pour tous (IDEA) occupe une place prépondérante dans les programmes de pays de l'ONUDI, en particulier dans les régions de la CEDEAO et du Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe. Cette approche s'attaque au chômage des jeunes avec des formations ciblées sur les compétences demandées sur le marché du travail et dote les jeunes entrepreneurs en herbe des outils nécessaires pour diriger leur propre affaire. Ses composantes clefs sont le renforcement des capacités financières

HP LIFE EN TUNISIE

Pendant l'année écoulée, un projet a été mené à terme avec succès en Tunisie. Il visait à proposer des emplois et des compétences entrepreneuriales aux jeunes de régions vulnérables du pays — Le Kef, Kairouan, Kasserine et Sidi Bouzid — afin de réduire la pauvreté. Dans le cadre du programme de formation des jeunes HP LIFE de la société Hewlett Packard, 740 jeunes entrepreneurs, dont la moitié étaient des femmes, ont bénéficié d'une formation individuelle en 38 sessions pendant l'année, et 68 ont également suivi pendant quatre jours une session d'accompagnement sur le développement des entreprises. Environ 500 élèves et étudiants ont été formés en ligne sur la plate-forme HP LIFE et depuis le début du programme en 2012, plus de 7 000 Tunisiens ont bénéficié de ce cours en ligne. Seize stagiaires des quatre régions, issus des secteurs public et privé, ont été admis comme formateurs HP LIFE. La formation "Greening your business" sur les moyens de rendre les activités plus respectueuses de l'environnement, proposée à 15 entreprises du textile, de l'alimentation et du cuir, a permis de générer des économies estimées à 3,2 millions de dollars. Le programme comprenait également l'établissement de huit centres de coordination de la plate-forme numérique pour l'entreprenariat, disposant de locaux dans les quatre provinces. La plate-forme a attiré près de 9 000 utilisateurs et 59 experts ont conseillé les jeunes entrepreneurs. De nombreuses perspectives d'emploi ont été créées grâce à une assistance au démarrage de 37 entreprises et à une aide apportée à 7 autres existantes. Des milliers d'emplois supplémentaires seront créés dans le cadre de l'expansion et de la modernisation de 86 autres entreprises. Le programme a été financé par le Gouvernement italien, l'Agence des États-Unis pour le développement international et Hewlett Packard.

Le projet de **3,8 millions de dollars** est financé et parrainé par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), le Gouvernement italien, Hewlett Packard et l'ONUDI.

Durant sa première phase, le projet a permis de créer **1 079 emplois** à Kairouan, Kasserine, Le Kef et Sidi Bouzid.

Plus de 11 000 Tunisiens ont suivi les cours en ligne HP LIFE

DE NOUVELLES COMPÉTENCES TECHNIQUES EN IRAQ

Les jeunes chômeurs dans l'Iraq déchiré par la guerre continuent d'acquérir de nouvelles compétences techniques à la Swedish Academy for Training, centre de formation professionnelle mis en place à Erbil par l'ONUDI en 2012, en partenariat avec Scania (constructeur et distributeur suédois de véhicules lourds), l'ASDI, la société internationale d'enseignement Education First et le Ministère du travail et des affaires sociales du Gouvernement de la région du Kurdistan.

Dans le cadre de la Facilité de développement de l'apprentissage et des connaissances, initiative de l'ONUDI, le centre de formation propose des cours de mécanique de base, en particulier sur les matériels lourds, des cours d'informatique et d'anglais aux étudiants de toutes les régions d'Iraq. Le conflit en cours en Iraq limite l'impact des services que fournit l'ONUDI pour apaiser les tensions économiques.

868 personnes ont été formées, dont **48 %** de femmes

Les taux d'emploi à plein temps sont passés de **8 %** à **30 %**

et techniques et l'établissement de partenariats avec le secteur privé, les autorités nationales, la société civile et les leaders d'opinion. Les parties prenantes interviennent à tous les échelons, ce qui renforce le dialogue et optimise la mise en œuvre. Le programme est actuellement exécuté au Mali, avec un financement du Fonds pour la consolidation de la paix, et au Sénégal, avec un financement du Gouvernement luxembourgeois. Il devrait être lancé l'année prochaine au Burkina Faso, au Niger, au Togo et en Zambie.

Alors que la région arabe doit faire face à un certain nombre de défis en matière de développement, de la gestion des déchets aux inégalités entre les sexes en passant par le chômage des jeunes — dont le taux est le plus élevé au niveau mondial —, c'est aussi l'une des régions confrontées aux obstacles les plus redoutables. Ainsi, en Égypte, l'ONUDI a mis au point et adopté une approche fondée sur le marché pour appuyer les nouvelles entreprises dirigées par des jeunes dans le domaine de la gestion des déchets. Au terme du projet à la fin de l'année, 15 jeunes entrepreneurs du secteur avaient bénéficié d'une assistance technique et d'un renforcement de leurs capacités grâce à une formation approfondie aux aspects techniques de la gestion des affaires. Financé par le Japon, le projet reposait sur une collaboration avec l'Université de la Vallée du Sud à Qena en Égypte, visant à combler les lacunes en matière de compétences des étudiants de dernière année de la faculté d'agriculture, et sur le programme de promotion de l'esprit d'entreprise de l'ONUDI, adapté pour l'occasion au contexte égyptien et mis en place à titre pilote dans 11 établissements d'enseignement technique secondaire de Qena, à l'intention de 104 enseignants et de plus de 2 000 étudiants. Par ailleurs, 57 jeunes ont été formés comme superviseurs dans un centre d'appel local. Dans le cadre du même projet, 259 jeunes femmes et hommes ont été formés à la culture sous serre, et 26 d'entre eux ont été qualifiés comme gestionnaires de connaissances. Ces derniers ont à leur tour formé 99 agriculteurs, et ont établi en toute indépendance 22 nouvelles serres (sur un total de 26), créant ainsi des emplois permanents ou temporaires.

Depuis 2011, Hewlett Packard a octroyé des bourses HP LIFE et des programmes de renforcement des capacités en compétences

entrepreneuriales et informatiques, dans plus de 30 centres de formation homologués en Afrique, en Asie et dans le Pacifique, en Amérique latine et dans les Caraïbes et dans la région arabe. Les activités de formation visaient les formateurs, les jeunes entrepreneurs, en herbe ou en activité, les chômeurs et les personnes en situation de sous-emploi, un accent particulier étant mis sur les personnes marginalisées. Le projet mondial ONUDI-HP a concouru à la formation de 50 000 étudiants et à la création de 20 000 emplois. Des centres de formation et des ressources humaines ont été mises à disposition par un certain nombre d'organismes partenaires, pour la plupart des institutions de formation à but non lucratif ayant un accès direct aux groupes cibles locaux. Après le lancement de la plate-forme d'apprentissage en ligne HP LIFE, l'éventail des partenaires s'est élargi et comprend désormais des institutions des secteurs privé et public, des universités et des organisations non gouvernementales.

Le Cambodge s'en sort mieux que la plupart de ses voisins en matière d'emploi des jeunes, même si d'après une enquête menée par la coalition d'associations cambodgiennes de jeunes pour l'unité et le développement, le chômage reste la première préoccupation de près de la moitié des 630 personnes interrogées. Depuis 2012, l'ONUDI exécute un projet visant à créer des perspectives d'emploi supplémentaires pour les jeunes, tout en s'attaquant à la question de la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques. Au cours de ce projet de trois ans, 241 jeunes ont été formés au sein des services d'installation et de réparation de la société Samsung, et 156 d'entre eux sont soit déjà employés, soit devenus entrepreneurs ou soit apprentis chez Samsung. Les cours d'électronique dans un certain nombre d'instituts de formation professionnelle comprennent désormais un module consacré à une formation Samsung pointue sur l'installation et la réparation. Le pays a élaboré une stratégie sur les déchets d'équipements électriques et électroniques et un plan d'activité pour un centre de démantèlement. La participation de plusieurs femmes aux ateliers et aux formations professionnelles a constitué un important pas en avant dans un secteur historiquement très largement masculin.

La Facilité de développement de l'apprentissage et des connaissances (Learning and Knowledge Development Facility), initiative de l'ONUDI et de l'ASDI, aide les jeunes des pays en développement à acquérir des compétences dans le domaine de l'industrie verte. L'objectif est de mettre en place des systèmes de formation professionnelle efficaces et à l'écoute du marché, grâce à un partage des connaissances et à une approche des partenariats des secteurs public et privé pour le développement durable novatrice et soucieuse du développement des compétences. En fournissant un appui aux établissements locaux de formation industrielle en partenariat avec le secteur privé, l'initiative aide à répondre à la demande croissante de main-d'œuvre qualifiée du marché du travail, tout en contribuant à un développement industriel inclusif. Cinq projets de partenariats de ce type sont actuellement menés grâce aux contributions en nature des entreprises partenaires Festo, Scania et Volvo, et 10 autres sont en cours d'élaboration. En collaboration avec des entreprises manufacturières mondiales, ces projets dispenseront des formations aux compétences industrielles qui déboucheront sur un emploi, notamment la conduite et la maintenance d'équipements et de matériels lourds, ainsi que la logistique et l'automatique. L'initiative offre la possibilité de conclure des partenariats public-privé pour le développement durable et d'en tirer des enseignements. L'expérience acquise au cours de la mise en œuvre des deux premiers projets en Éthiopie et dans la région du Kurdistan en Iraq a été utile dans les projets similaires actuellement menés au Maroc et en Zambie. Au cours de l'année, l'ONUDI a défini des indicateurs clefs de performance et donné aux centres de formation professionnelle les moyens de les suivre grâce à un outil en ligne. Les directeurs des centres ont pu voir comment gérer au mieux leurs établissements à l'aide d'un module pour la planification des activités.

SÉCURITÉ HUMAINE ET RELÈVEMENT APRÈS LES CRISES

L'ONUDI met l'accent sur la sécurité humaine et le relèvement après les crises en développant les compétences pour améliorer l'employabilité et en reconstruisant les capacités productives.

Elle contribue ainsi à rétablir les moyens de subsistance dégradés par les conflits et les catastrophes naturelles en ouvrant des perspectives économiques aux populations touchées — réfugiés, déplacés à l'intérieur du territoire, rapatriés, groupes démilitarisés ou simplement civils cherchant à sauver leurs vies. L'aide après les crises comprend notamment des activités visant à accélérer le relèvement économique, à remettre en état les infrastructures agricoles ou industrielles endommagées, à créer des emplois et à stabiliser les communautés.

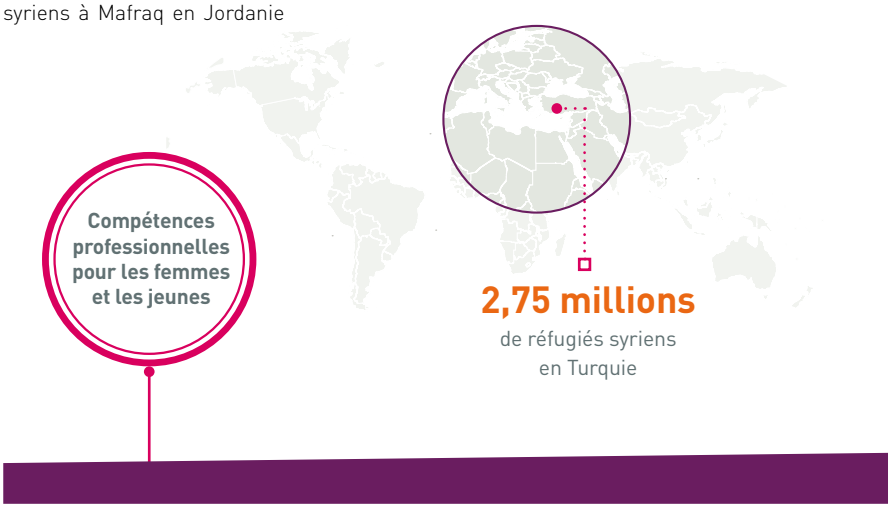
En mai, l'ONUDI a coorganisé une table ronde sur l'application de l'approche axée sur la sécurité humaine et sa contribution aux domaines prioritaires du système des Nations Unies et de la communauté internationale. Des fonctionnaires de l'ONU et de l'ONUDI intervenant étroitement sur cette question au Tadjikistan et en Égypte respectivement, ainsi qu'un représentant du Département du développement international de la London School of Economics, y ont animé les débats.

Instaurer une cohésion et une harmonie sociales dans les communautés hôtes de réfugiés syriens à Mafraq en Jordanie

Réfugiés et migration

Durant l'année écoulée, un nombre sans précédent de réfugiés ont afflué dans les pays voisins et au-delà. Si les conflits dans plusieurs pays à travers le monde contraignent les populations à fuir leurs foyers, la crise actuelle en République arabe syrienne tend à éclipser toutes les autres.

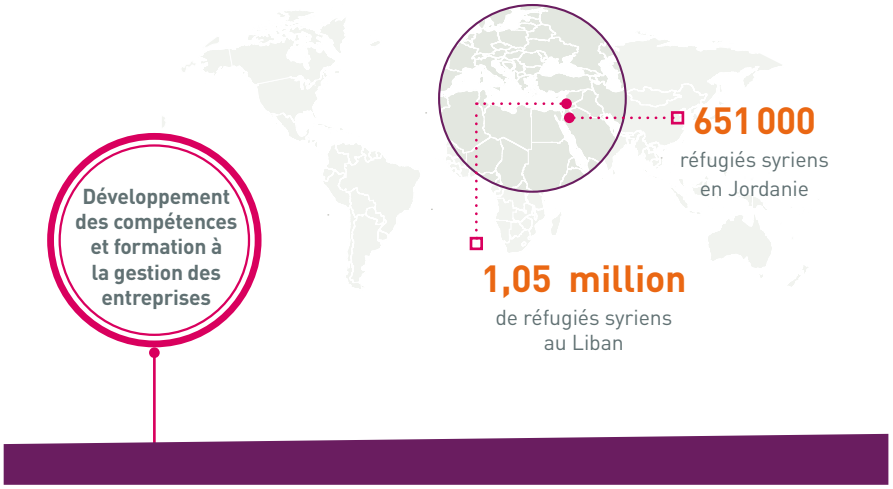
Avec plus de 4,6 millions de réfugiés syriens fin 2015, cette crise met la communauté internationale au défi de trouver une réponse adaptée pour faire face non seulement aux problèmes des réfugiés, mais aussi à ceux des communautés qui les accueillent.



On dénombre plus de 2 millions de réfugiés syriens en Turquie, et ce chiffre devrait monter en flèche dans les mois à venir. Un nouveau projet de l'ONUDI, financé par le Gouvernement japonais, dotera 1 000 femmes et jeunes syriens des compétences professionnelles qui faciliteront leur intégration dans la société turque ou leur assureront un emploi en République arabe syrienne à leur retour éventuel. En partenariat avec l'Autorité turque de gestion des catastrophes et des urgences et l'Association des exportateurs de prêt-à-porter d'Istanbul, l'ONUDI mène un programme de formation des formateurs sur des sujets tels que la planification et la mise en œuvre, les compétences pédagogiques, la gestion des classes et le mentorat. La composante technique de la formation portera sur la confection, la gestion des entreprises et d'autres compétences professionnelles en fonction des besoins du marché. Elle sera complétée par une composante sur la résolution de conflit et la médiation afin de consolider d'autres actions plus larges de stabilisation de la communauté qui pourraient être utiles une fois les réfugiés rentrés chez eux.

La Jordanie accueille environ 650 000 réfugiés syriens. Dans certaines villes — par exemple, Mafraq, située à 15 kilomètres de la frontière syrienne — les réfugiés représentent près de 90 % de la population. Un projet de l'ONUDI lancé en 2014 visait à former, au sein de la communauté hôte jordanienne, les femmes et les

Liban: aide aux communautés hôtes touchées par l'afflux massif de réfugiés syriens

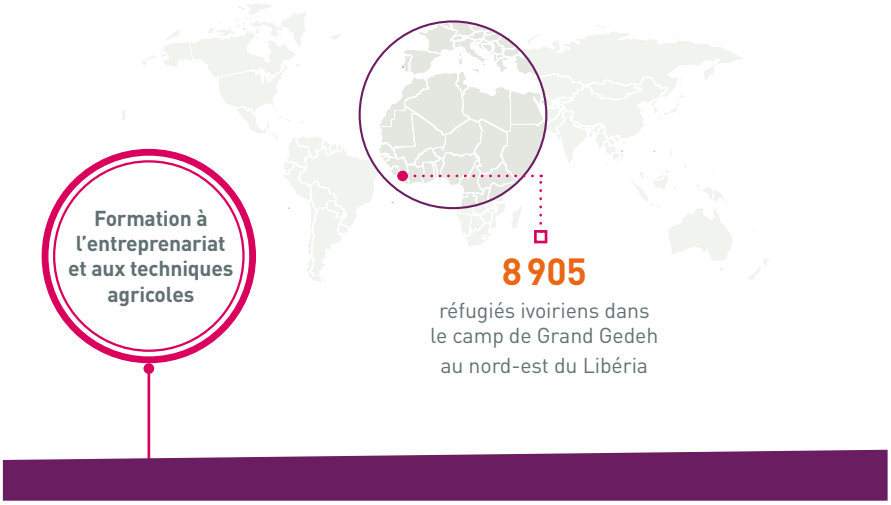


jeunes à l'entreprenariat et à des compétences liées à l'artisanat, comme le tissage de paniers, la broderie et le recyclage d'objets artisanaux. Au total, 228 femmes et jeunes locaux ont participé à un programme de développement des compétences et de formation professionnelle adapté à leurs besoins propres.

Depuis le début de la crise syrienne, plus d'un million de réfugiés ont fui au Liban, gonflant ainsi sa population de plus de 25 %. Le pays a enregistré des pertes d'emplois par suite des conséquences du conflit dans la République arabe syrienne voisine sur un secteur touristique libanais autrefois florissant. Un Libanais sur cinq étant désormais au chômage, soit deux fois plus que les estimations de la Banque mondiale avant 2011, la création d'emplois est devenue une priorité. Avec l'appui des Gouvernements italien et japonais, l'ONUDI a exécuté un projet visant à améliorer les capacités de production des communautés hôtes, axé sur les compétences et le savoir-faire. Elle a fourni une aide aux communautés hôtes touchées par l'afflux massif de réfugiés syriens, en adoptant une approche participative pour toutes les activités du projet afin d'assurer la participation à la fois de la communauté hôte et des réfugiés eux-mêmes. Les volets relatifs au renforcement des capacités et au développement des compétences se sont déroulés dans des centres de formation libanais bien établis. Le projet a aidé à créer ou à moderniser plusieurs entreprises par des formations et des technologies. Des liens ont été tissés avec des institutions privées et autres entités financières concernées afin de proposer des solutions de financement aux entrepreneurs ciblés. Environ 300 ménages ont directement bénéficié du projet, tandis que les autorités libanaises comme les populations réfugiées ont tiré parti des activités de renforcement des capacités et de l'amélioration des infrastructures. Les PME à fort potentiel de création d'emplois figuraient au nombre des premiers bénéficiaires du projet.

Les réfugiés tirent profit des projets de l'ONUDI dans d'autres régions du monde. Un document de travail, intitulé "Examining the impact of UNIDO's training on the economic reintegration of repatriated refugees in Liberia" (Examen de l'impact des formations de l'ONUDI sur la réinsertion économique des réfugiés de retour au Libéria), coécrit avec un chercheur principal du Centre d'études sur les réfugiés de l'Université d'Oxford, est paru à la fin de l'année. Une version condensée du document constituera un chapitre du numéro de janvier 2016 de la revue *Forced Migration Review*, publiée par ce centre.

Un grand nombre de personnes fuyant la Côte d'Ivoire, dont la moitié était des femmes, ont trouvé refuge dans le camp ouvert sur un terrain appartenant auparavant à l'entreprise Prime Timber Production (PTP) dans le comté du Grand Gedeh au nord-est du Libéria. En collaboration avec la Commission libérienne de rapatriement et de réintégration des réfugiés, l'ONUDI a lancé un projet, financé par le Japon à hauteur de 1,4 million de dollars, pour aider les réfugiés ivoiriens et les communautés hôtes à devenir le plus autonomes possible. Le projet offre des formations à l'entreprenariat et aux compétences techniques agricoles, et met également à la disposition des participants des outils et du matériel de démarrage pour la production agricole et l'agribusiness communautaire. Au cours de l'année, une formation de formateurs au développement de l'entreprise a été organisée à l'intention de réfugiés ivoiriens et de ressortissants libériens, l'objectif étant qu'ils devraient collaborer en tant que pairs formateurs pour initier d'autres réfugiés et ressortissants locaux du camp PTP et des communautés hôtes. Les participants qui auront été sélectionnés dispenseront en 2016, à 400 réfugiés ivoiriens et 100 ressortissants libériens, une formation de base au développement de l'entreprise et aux compétences techniques agricoles.



Autres groupes vulnérables

Dans le cadre d'un projet financé par le Japon pour enrayer la violence et l'extrémisme par la formation professionnelle, 250 jeunes à risque de Kismayo en Somalie s'initient aux compétences techniques et autres nécessaires à la vie courante, qui les aideront à s'assurer un meilleur avenir. Des projets similaires à Djibouti et au Libéria contribueront au relèvement des communautés touchées par l'instabilité sociale et les catastrophes naturelles, et fourniront un appui à celles qui accueillent des réfugiés.

Dans le cadre d'un projet de 1 million de dollars achevé au cours de l'année dans le sud de la Somalie, l'ONUDI a pu offrir des formations techniques et des transferts de technologie à 140 ouvriers spécialisés sous-employés, dirigeants ou employés de microentreprises et jeunes à haut potentiel, afin de tirer parti de la croissance du marché dans les secteurs dynamiques de l'économie. Des initiatives d'assistance technique ont été mises au point pour répondre aux demandes des secteurs commerciaux à forte croissance qui ont porté le relèvement économique de la région de Jubaland après sa libération des militants. L'ONUDI a mis en place un centre de formation mobile et élaboré des sessions de formation aux compétences techniques axées sur la production de biens publics, favorisant ainsi un sentiment d'appropriation par les bénéficiaires. Les responsables du projet ont ainsi pu proposer des formations en cours d'emploi dans les domaines techniques et commerciaux qui présentaient de fortes synergies avec les marchés locaux des produits, des biens et services, en particulier dans le secteur de la construction. Des réalisations importantes ont été reconstruites, notamment le chantier de mécanique du Ministère des transports, une voie piétonne publique permettant d'accéder sans danger à l'aéroport international de Kismayo et des ralentisseurs pour améliorer les mesures de sécurité de l'aéroport.

Un projet dans le domaine de la sécurité humaine en Haute-Égypte, exécuté en coopération avec le Programme des Nations Unies pour les établissements humains, ONU-Femmes, l'Organisation internationale

SURVIVRE À LA TEMPÊTE

Les inondations, les crues soudaines et autres catastrophes naturelles auxquelles Djibouti est exposé ont un effet dévastateur sur les communautés pauvres, qui ne disposent ni des ressources ni des mécanismes d'adaptation nécessaires pour faire face à ces crises. Trop souvent, les catastrophes naturelles les privent de leurs moyens de subsistance en endommageant les bâtiments municipaux, les habitations et les équipements, en détruisant les infrastructures et en décimant le cheptel. Confrontées à des perspectives d'emploi réduites et à un accès limité aux ressources, les femmes sont plus particulièrement vulnérables. Pour ajouter aux difficultés, la majorité des personnes vivant dans des régions touchées par les inondations dans le pays sont des migrants illégaux fuyant les conflits dans les pays voisins. Un projet financé par le Japon et lancé par l'ONUDI en avril vise à aider le Gouvernement à renforcer la résilience face aux catastrophes naturelles. Plus spécifiquement, le projet favorisera l'autonomisation des communautés vulnérables, en particulier les femmes, dans les régions exposées aux inondations, en diversifiant leurs moyens de subsistance et en leur apprenant à faire face aux crues inattendues. Des formations ont été dispensées à 70 personnes dans les domaines de la conservation, du séchage, de l'emballage et de la commercialisation du poisson (spécifiquement à l'intention des femmes) et de la maintenance des moteurs hors-bord et du matériel de pêche (à l'intention des femmes et hommes vulnérables), en partenariat avec la société Yamaha Motor. L'Agence japonaise de coopération internationale a pris en charge les services gratuits d'un consultant venu montrer comment procéder au séchage du poisson. Par ailleurs, 150 autres femmes et hommes devraient participer à des ateliers de sensibilisation. Avec un littoral de 372 kilomètres et du poisson en abondance, le secteur djiboutien de la pêche présente un fort potentiel de croissance. Sa promotion améliorera la sécurité alimentaire du pays et créera des emplois pour les populations vulnérables.

du Travail et l'Organisation internationale pour les migrations, met l'accent sur la protection des communautés face à la menace de la pauvreté, du chômage, des maladies et de la dégradation de l'environnement. Par l'autonomisation, ce projet mené par l'ONUDI a permis aux communautés de devenir autonomes pour faire face aux vulnérabilités et construire leur propre avenir. Les forums sur la sécurité établis dans huit villages ont choisi de mettre l'accent sur les regroupements économiques, dans des domaines tels que le mobilier, la gestion des déchets, l'élevage, ainsi que sur l'aménagement plus rationnel du voisinage et sur les actions sanitaires. Des projets communautaires — systèmes de drainage, remise en état d'habitations et d'écoles et perfectionnement des compétences techniques des organisations non gouvernementales locales, par exemple — ont aidé plus de 30 000 bénéficiaires et créé des emplois pour les jeunes de la région. Le projet a favorisé d'autres réalisations clefs, notamment la construction de serres par des groupes d'entrepreneurs et l'augmentation de la productivité, qui ont permis de tripler les revenus et de créer des emplois permanents ou saisonniers. Trente producteurs de dattes ont ouvert leur propre centre de conditionnement et multiplié par trois la valeur de leurs produits. Dix jeunes entrepreneurs ont été formés à la lutte contre le charançon du palmier et sont rémunérés pour leurs services. Plus de 80 agriculteurs ont pu améliorer leurs pratiques concernant l'alimentation et la traite des animaux et accroître la valeur de la production fromagère. Cinquante femmes ont été formées à la fabrication et à la vente de caisses en palmier.

En haut: Nadia et sa famille aidées dans le cadre d'un projet pour la sécurité humaine en Haute-Égypte. *En bas:* Zeinab, artisane de talent, aidée dans le cadre d'un projet pour la sécurité humaine en Haute-Égypte.

L'instabilité politique au Yémen a arrêté pour l'instant l'exécution du programme élaboré en 2014 pour offrir des moyens de subsistance aux jeunes à risque au titre d'un projet communautaire d'intégration et de réconciliation.

Un projet récemment lancé en République islamique d'Iran vise à aider le Ministère du travail, de la coopération et du bien-être à créer des emplois décents et productifs pour les handicapés, ainsi que pour les jeunes et les femmes. La clef du succès sera de définir et de développer les secteurs susceptibles de créer des emplois à peu de frais. Pour comprendre la dynamique de l'emploi au niveau national, l'ONUDI a appliqué une méthode de diagnostic comprenant une vaste cartographie de l'économie et du marché du travail et une évaluation des forces et

faiblesses. Les résultats de la phase initiale du projet ont montré qu'à court terme, les emplois informels et les micro- et petites entreprises jouent un rôle clef pour assurer les moyens de subsistance d'un grand nombre de travailleurs; et qu'une stratégie de long terme visant à améliorer les conditions de vie et de travail devrait mettre l'accent sur le développement de l'emploi salarié. Au terme d'évaluations et d'études approfondies, l'ONUDI a pu réduire à six la liste des secteurs à fort potentiel de création d'emplois: tourisme, artisanat, habillement, chaussure et produits du cuir, agribusiness et technologies de l'information.

4. PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT

L'énergie est le cœur du système nerveux de l'économie mondiale. Le programme du Forum de l'énergie de Vienne de cette année montre les diverses manières par lesquelles elle entre en jeu, tantôt comme objectif indissociable des autres objectifs de développement durable, tantôt comme moteur de développement urbain et tantôt comme élément provenant d'une étroite corrélation entre l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. L'Autriche a, dans les domaines des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, une longue tradition de savoir-faire et de compétences spécialisées qu'elle souhaite partager.

Michael Linhart, Secrétaire général du Ministère fédéral autrichien de l'Europe, de l'intégration et des affaires étrangères

Les femmes des pays en développement étant particulièrement vulnérables à la dégradation de l'environnement et aux changements climatiques, l'ONUDI s'attache à promouvoir un accès universel à des sources d'énergie propres, fiables et abordables et à encourager l'utilisation de technologies économes en énergie et des énergies renouvelables.

LI Yong, Directeur général de l'ONUDI

L'année 2015 a marqué un tournant pour le système des Nations Unies et la planète tout entière. S'ils sont effectivement mis en œuvre, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Accord de Paris adoptés respectivement en septembre et à la 21e Conférence des Parties en décembre feront une différence profonde pour l'avenir de nos sociétés, de nos économies et de notre planète, en donnant à l'humanité l'occasion de réaliser une croissance économique socialement inclusive et écologiquement viable.

L'Accord de Paris est une étape cruciale pour bâtir un avenir plus sûr et durable, en réduisant les risques associés aux changements climatiques, en renforçant la capacité de l'humanité à s'y adapter ainsi que la résilience face à ces phénomènes et en diminuant les émissions de gaz à effet de serre. L'ONUDI s'emploiera résolument, aux côtés de ses États membres, à apporter son assistance pour la réalisation des objectifs de l'Accord de Paris et elle coopérera avec les acteurs non étatiques pour intégrer les meilleures pratiques environnementales dans les processus de production industrielle à travers le monde.

L'ONUDI est convaincue que ce nouvel accord crée un cadre global qui lui permettra de relever les défis que posent les changements climatiques. Il fixe des orientations claires sur les actions à mener et met en place des mécanismes pour assurer la transparence et le suivi de l'efficacité, ainsi que des moyens pour aider les pays en développement dans la mise en œuvre, notamment une assistance financière et le transfert de technologies. Le nouvel accord stimulera l'innovation et l'investissement dans les solutions et technologies d'énergie propre afin d'accroître la résilience et de réduire les émissions, thèmes qui figurent au cœur des domaines d'intervention de l'ONUDI.

Moteur de croissance économique, l'industrie a contribué à la prospérité et à l'amélioration des conditions de vie de nombreux segments de la société et de nombreuses nations dans le monde. Dans le même temps, elle a historiquement été responsable de l'épuisement des ressources naturelles et d'une pollution de l'air, de l'eau et du sol. L'ONUDI encourage le développement industriel durable en améliorant la performance environnementale des industries existantes et en favorisant le développement de nouvelles industries qui proposent des biens et services écologiques.

L'ONUDI aide à créer les conditions d'une trajectoire de croissance

VILLES DURABLES

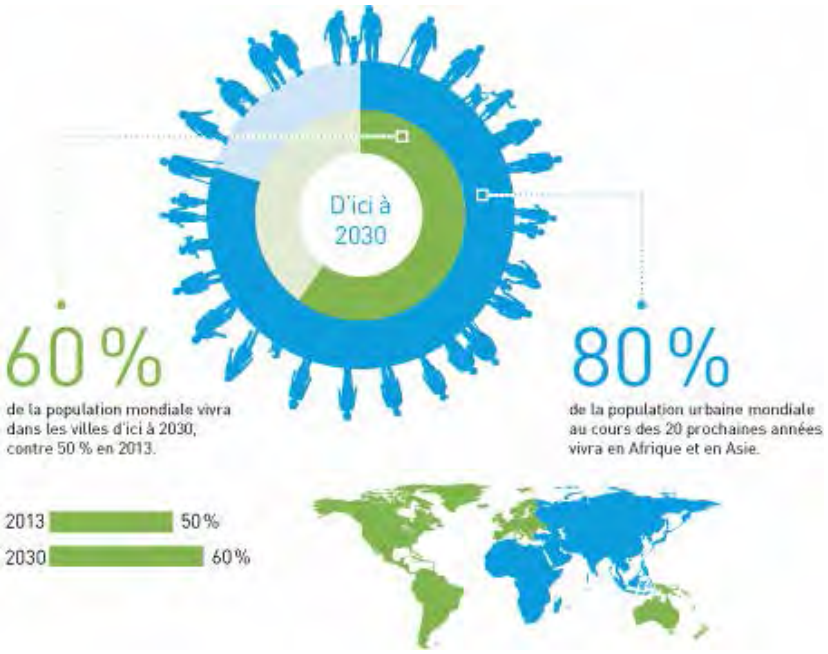
Vu la tendance actuelle à une urbanisation accélérée, il devient impératif de développer des villes durables et intelligentes, en particulier dans les pays en développement et les économies émergentes, où la croissance urbaine est forte et où il manque des infrastructures et des systèmes d'aménagement. D'après les estimations, plus de la moitié de l'humanité réside actuellement en ville, chiffre qui devrait passer à 60% d'ici à 2030. C'est là une occasion pour l'ONUDI d'aider les pays à faire face aux défis que pose le développement urbain et industriel en s'appuyant sur son expérience en matière de promotion des villes durables. Le programme mondial pour le développement préconise en son objectif 11 la nécessité de faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables, et le mandat de l'ONUDI qui est de promouvoir un développement inclusif et durable fait partie intégrante de l'objectif 9, à savoir bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation. En novembre, l'ONUDI a publié une brochure intéressante intitulée "Sustainable Cities: Hubs of Innovation, Jobs, Industrialization and Climate Action" (Villes durables: pôles d'innovation, d'emplois, d'industrialisation et d'action climatique), qui décrit comment elle aide à transformer les villes en lieux de vie plus propres et plus agréables.

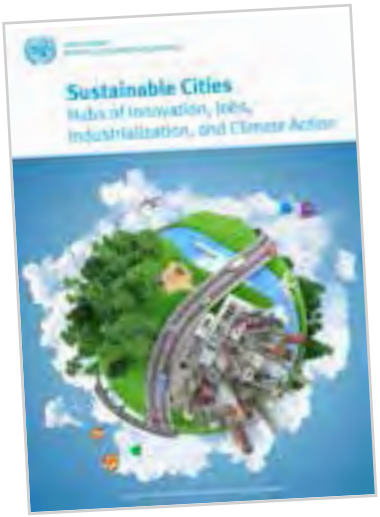
Les sources d'énergie renouvelables et performantes alimentent l'économie circulaire. Ce fait est encore plus patent dans les grands centres urbains, qui, pour la prestation de services de base et l'approvisionnement de sites de production industrielle, dépendent de sources d'énergie fiables et durables. La Malaisie a connu un développement économique important ces dernières années et compte 74% d'urbains selon les estimations. Si cette situation pose des problèmes en termes de planification et de développement urbains, elle porte également la promesse d'une amélioration des conditions de vie, un lien existant indéniablement entre urbanisation et hausse des revenus. L'ONUDI compte intégrer les considérations climatiques dans la gestion et l'aménagement urbains à Malacca par l'adoption de politiques nationales, de dispositifs d'incitation et d'activités de renforcement des capacités. Le projet lancé récemment encouragera l'utilisation de véhicules électriques en mettant à l'essai des bornes de recharge solaires, des réseaux électriques intelligents et des applications informatiques, entre autres, et il montrera comment mettre à profit l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables dans les bâtiments administratifs et commerciaux. Une série d'actions de sensibilisation seront menées pour faire connaître aux fonctionnaires, fournisseurs et utilisateurs finaux les avantages et les possibilités qu'offrent les villes durables, tant au niveau local à Malacca qu'au niveau national.

La promotion de transports économes en énergie et à faible émission de carbone est également inscrite dans un nouveau projet qui devrait aider le pays à atteindre son objectif de 10% de véhicules électriques en 2020. Le projet devrait permettre une réduction des émissions de gaz à effet de serre, mais aussi avoir un impact important à long terme sur la création de revenus et d'emplois, et présenter des avantages pour l'environnement notamment par la réduction de la pollution atmosphérique et sonore, en particulier dans les grandes villes.

L'Afrique du Sud devrait elle aussi introduire des véhicules électriques économes en énergie et à faible émission de carbone, ainsi que des moyens de transport non motorisés, dans le cadre de ses initiatives nationales

La ville de Malacca en Malaisie





sur les transports écologiques et les villes vertes. Un projet lancé au cours de l'année contribuera à promouvoir l'utilisation de ce type de véhicules et de moyens de transport par des mesures politiques, le renforcement des capacités institutionnelles, la coordination et la sensibilisation. Des essais au niveau municipal et dans les réserves naturelles devraient aider, d'une part, à créer une forte demande de marché de véhicules électriques et de bicyclettes et, d'autre part, à réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Un projet similaire, lancé récemment en Chine, introduit des technologies à faible émission de carbone dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement des véhicules à moteur, afin de réaliser des économies d'énergie et des réductions d'émissions majeures dans l'industrie automobile. Les technologies de pointe de véhicules à moteurs exploitant l'"énergie nouvelle", notamment des batteries électriques et des hybrides enfichables, présentent le double avantage d'avoir une efficacité énergétique élevée et des émissions de gaz d'échappement nulles.

Si l'utilisation de ces véhicules réduit la demande de combustibles liquides importés, elle ne diminue toutefois pas l'impact sur l'environnement si l'électricité provient principalement de centrales à charbon. Financé par le Centre chinois international d'échanges économiques et techniques et exécuté en coopération avec la Société des ingénieurs automobiles de Chine, le projet lancera des technologies pilotes novatrices pour les véhicules utilisant l'énergie nouvelle et les énergies renouvelables à Shanghai et Yancheng.

LA PETITE HYDROÉLECTRICITÉ AU NIGÉRIA

L'une des plus belles régions du Nigéria est aussi l'une des moins développées du pays. Le pittoresque plateau Mambilla, dans le nord-est de l'État de Taraba le long de la frontière avec le Cameroun, a souffert de la pauvreté et du chômage en raison de différends fonciers et de troubles civils qui ont forcé des milliers de personnes à quitter le pays. Lorsque la plupart de ces personnes ont pu revenir dans la région il y a une dizaine d'années, l'ONUDI, en collaboration avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), la FAO et d'autres acteurs, a pris des mesures pour prévenir la résurgence de conflits ethniques et créer un environnement favorable pour les communautés. L'une des principales industries de la région, la Mambilla Beverages Nigeria Limited située à Kakara, travaille avec 6 000 petits exploitants agricoles sous contrat. Les coûts d'exploitation exorbitants des groupes diesel et des chaudières à bois utilisés pour le séchage du thé ont ruiné toute possibilité d'expansion et limité les perspectives d'emploi. Il y a deux ans, avec l'appui du gouvernement de l'État de Taraba et le financement du HCR, l'ONUDI et le Centre international de Hangzhou sur la petite hydroélectricité ont installé une petite centrale hydroélectrique de 400 kW, qui fournit une électricité propre à l'usine et aux communautés locales. Inaugurée en août, la centrale a non seulement permis à l'usine de thé de diversifier sa production et de dégager des bénéfices pour la première fois en près de deux décennies, mais elle a aussi contribué à réduire les émissions de gaz à effet de serre en remplaçant le diesel et le bois par l'hydroélectricité renouvelable.

industrielle durable en encourageant un développement industriel qui soit à la fois économe en ressources et respectueux de l'environnement naturel et de la santé humaine. Les pays pourront ainsi améliorer leur compétitivité et leur accès aux marchés, tout en diminuant parallèlement leur empreinte écologique.

ÉNERGIE DURABLE

Depuis la première Révolution industrielle, les sociétés consomment de plus en plus d'énergie pour satisfaire leurs besoins de développement et d'expansion économiques. Pour faire face aux défis mondiaux actuels, il faut repenser en profondeur la manière dont nous produisons et consommons l'énergie. Les faits montrent qu'il est indispensable que les systèmes énergétiques soient abordables, fiables et écologiques pour soutenir un avenir durable. Une transformation énergétique dans cette direction exige une action engagée et audacieuse.

L'industrie représente aujourd'hui plus d'un tiers de la consommation d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre au niveau mondial et elle continuera de tirer la demande énergétique mondiale dans les prochaines décennies, en particulier dans les pays en développement et les économies émergentes. Parallèlement, un changement structurel mû par l'industrialisation devrait rester le principal levier de réduction de la pauvreté et de création de richesses dans le monde après 2015, rendant ainsi d'autant plus impérieux la croissance et le développement économiques inclusifs et durables.

Énergies renouvelables à des fins productives

Dans le cadre de son mandat visant à contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable liés à l'industrie, en particulier les objectifs 9 et 7, l'ONUDI fait porter l'essentiel de son action sur la promotion des énergies propres et renouvelables à des fins productives et pour les applications industrielles dans les pays en développement. Pour renforcer les activités productives et accroître la compétitivité des PME dans les zones rurales raccordées ou non aux réseaux électriques, sa stratégie en faveur des énergies renouvelables encourage le développement de miniréseaux faisant appel à des technologies viables et éprouvées telles que la petite hydroélectricité, la biomasse, le solaire et l'éolien.

Miniréseaux et autres solutions d'énergie rurale propre

Le marché des systèmes d'énergie renouvelable est actuellement faible en Gambie, mais il évolue rapidement. Un projet de l'ONUDI, visant à créer un

environnement de marché propice à l'investissement dans les miniréseaux d'énergie renouvelable à des fins productives dans les zones rurales du pays, a obtenu d'excellents résultats d'après une évaluation à mi-parcours indépendante réalisée en février par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Sa composante de formation comprenait une formation des formateurs et une formation spécialisée à l'intention de 30 experts des énergies renouvelables. Un autre cours a été dispensé aux dirigeants d'entreprises et aux ingénieurs par des experts internationaux et nationaux en collaboration avec le centre de formation de la compagnie nationale d'eau et d'électricité, et 52 femmes ont été formées dans le domaine des énergies renouvelables par le projet de l'association des femmes de Mbolo au titre de la composante sur l'intégration de la problématique hommes-femmes. Le projet a dépassé les attentes en termes d'électricité produite et sur d'autres objectifs.

En dépit de sa richesse en ressources naturelles, le Tchad est touché par l'extrême pauvreté. La consommation d'énergie est faible et 90 % de la consommation énergétique totale du pays provient de sources traditionnelles comme le bois de chauffe. En raison du poids des combustibles fossiles dans la production d'électricité, les émissions de gaz à effet de serre sont relativement élevées. Le pays dispose de ressources énergétiques renouvelables importantes, qui permettent d'offrir une alternative propre à la production électrique fossile, avec des coûts d'exploitation et de maintenance plus faibles, des émissions réduites de gaz à effet de serre, ainsi qu'une dépendance et une exposition moindres à la volatilité des marchés internationaux du pétrole. Les énergies renouvelables conviennent tout particulièrement aux zones rurales reculées non desservies par les réseaux électriques, où elles peuvent assurer une offre énergétique au coût le plus faible pour la création de revenus et les activités socioéconomiques.

Au cours de l'année, l'ONUDI a encore enregistré des progrès importants dans un projet financé par le FEM qu'elle mène au Tchad et qui vise à remplacer les fourneaux traditionnels à faible rendement par 1 500 modèles économes en énergie consommant 50 à 80 % moins de bois de chauffe. L'objectif est de réduire les émissions de CO_2 de 12 162 tonnes par an, tout en diminuant les fumées et les gaz à effet de serre. Les nouveaux fourneaux ont été introduits dans deux industries de transformation agroalimentaires traditionnelles, à savoir celle de la production de bière de sorgho (*bili bili*, *kochat* et *argui*) et celle de la production de viande grillée (*tchélé*), considérées traditionnellement comme une tâche réservée aux femmes pour la première et une tâche réservée aux hommes pour la seconde. Un projet récemment achevé, qui visait à promouvoir les technologies d'utilisation rationnelle de l'énergie dans le secteur du brassage de bière au Burkina Faso, a amélioré la santé, accru les revenus et dégagé du temps libre pour plus de 1 000 femmes brasseuses. Le remplacement des fourneaux traditionnels par des modèles économes en énergie a évité aux femmes d'être exposées aux fumées toxiques et a eu un impact direct sur l'environnement. Une Fédération nationale des brasseurs de bière contribue à renforcer la cohésion sociale, la coopération, l'autonomisation et le pouvoir de négociation des bénéficiaires, tandis qu'un dispositif communautaire de microcrédit devrait assurer la viabilité du projet et faciliter l'accès des bénéficiaires au crédit.

Petite hydroélectricité

Suite au succès du lancement de sa publication phare *Rapport mondial sur le développement de la petite hydraulique 2013*, l'ONUDI a constitué un réseau de coordonnateurs nationaux avec des partenaires industriels, en préparation du prochain numéro du rapport. Le réseau servira également de ressource pour l'élaboration et la préparation de projets de petite hydroélectricité, notamment au titre du FEM. La deuxième édition du rapport fournira aux praticiens, aux décideurs et aux investisseurs les outils nécessaires pour accélérer le développement de la petite hydroélectricité, y compris des données à jour, une analyse approfondie des politiques et des investissements et des études de cas détaillées. La plate-forme de connaissances (www.smallhydroworld.org), établie en coopération avec le Centre international sur la petite hydroélectricité (ICSHP) de Hangzhou (Chine), constitue

12 % **de la forêt tchadienne détruite entre 2008 et 2010**

85 % **de la population tchadienne assure son approvisionnement en énergie à partir de sources ligneuses**

Atelier international sur le biogaz, "Contribution aux connaissances et à l'élaboration de solutions", visite à Lanas Trinidad en Uruguay

Forum de l'énergie de Vienne 2015: visite de terrain à l'usine de cogénération énergétique de Simmering à Vienne, qui produit de l'électricité et de la chaleur à partir de la combustion de plaquettes forestières
© office@ludwigschedl.com

Installation de micro-hydroélectricité de très basse chute à Mwea au Kenya

également une ressource inestimable (voir *Rapport annuel 2014*).

Dans le cadre d'une initiative menée en coopération avec le Centre, trois spécialistes de la petite hydroélectricité seront détachés à l'ONUDI pour une période de six mois. Les activités conjointes prévues sont notamment une assistance à l'évaluation de la ressource, une étude de faisabilité et des plans d'investissement pour le cofinancement dans cinq pays — Éthiopie, Kirghizistan, Myanmar, Nigéria et Pérou — qui se caractérisent par un niveau d'appropriation nationale élevé, des ressources importantes de petite hydroélectricité, la volonté des experts locaux d'être formés, l'appui des communautés locales et le potentiel d'utilisation productive au sein et autour du système de petite hydroélectricité. En partenariat avec le Centre et d'autres organismes chinois, l'ONUDI a organisé des formations en Zambie dans le cadre d'un projet visant à intensifier l'introduction de miniréseaux de petite hydroélectricité comme source d'énergie renouvelable à des fins productives, en particulier en zone rurale. Elle mènera une étude de faisabilité sur les petites centrales hydroélectriques potentielles, en s'inspirant du succès d'un projet similaire exécuté à Shiwa Ng'andu dans le nord du pays.

En mars, un projet financé par le FEM et exécuté par l'ONUDI, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et le Ministère de l'énergie et de l'industrie de Guinée-Bissau, a été lancé afin de promouvoir l'investissement dans les technologies d'énergies renouvelables de petite à moyenne capacités dans le secteur électrique du pays. Le lancement a eu lieu lors d'un atelier de quatre jours tenu à Bissau sur les miniréseaux d'énergies renouvelables. En raison de la dépendance du pays vis-à-vis d'une production diesel coûteuse, le coût de production d'électricité et les tarifs pour le consommateur sont parmi les plus élevés d'Afrique de l'Ouest et seule une fraction de la population jouit d'un accès normal à l'électricité. L'offre électrique étant peu abordable et peu fiable, la productivité et la compétitivité de l'industrie, principalement

agroalimentaire, demeurent faibles. Ces difficultés seront abordées dans un deuxième projet visant à construire une centrale hydroélectrique d'environ 20 MW à Salthino, financé par le Fonds pour l'énergie durable pour l'Afrique, mécanisme multidonateur alimenté par les Gouvernements du Danemark, des États-Unis et du Royaume-Uni et hébergé par la Banque africaine de développement. Le projet contribuera à alléger la dépendance du pays vis-à-vis d'une production diesel coûteuse et aidera le secteur électrique à adopter des modèles plus viables.

Au cours de l'année, l'ONUDI a lancé un nouveau projet de cinq ans pour aider la Chine à diminuer l'impact environnemental de ses propres petites centrales hydroélectriques, tout en stimulant la compétitivité. L'objectif est de réduire les émissions de gaz à effet de serre et la dépendance vis-à-vis des combustibles fossiles en modernisant les petites centrales hydroélectriques existantes, en les rendant plus respectueuses de l'environnement et en améliorant leur gestion.

Biogaz

Le biogaz est un mélange de gaz issu de la décomposition de déchets organiques dans un milieu privé d'oxygène. Exploitant les déchets agricoles ou municipaux qui sont largement disponibles — matières végétales, boues résiduaires, déjections animales, déchets verts ou alimentaires —, le biogaz est une alternative à faible émission de carbone aux combustibles fossiles et une solution au problème de la gestion des déchets. Il présente un potentiel mondial non seulement pour les utilisations productives et les applications industrielles, mais aussi pour les solutions de mobilité. Ces dernières années, son utilisation à l'échelle industrielle a nettement augmenté et le biogaz contribue aujourd'hui à la production d'énergie thermique et électrique dans diverses industries.

La valorisation énergétique des déchets est au cœur d'un projet de biogaz en cours en Uruguay visant à transformer les différents types de déchets des chaînes de production agricoles et agro-industrielles en énergie et autres sous-produits. Présenté lors d'un atelier sur le biogaz pour les utilisations productives, les applications industrielles et les solutions de mobilité qui s'est tenu au siège de l'ONUDI en juin, ce projet financé par le FEM aidera à consolider le cadre directeur pour les technologies à faible émission, à encourager la valorisation énergétique et les technologies de traitement des déchets à faible émission de carbone, ainsi qu'à renforcer les capacités dans les domaines de ces technologies et de la gestion durable des déchets dans les secteurs prioritaires. Organisé en amont du Forum de l'énergie de Vienne 2015, l'atelier de Vienne a débouché sur un atelier international consacré au biogaz à Montevideo en octobre, des ateliers similaires étant prévus dans d'autres pays dont l'Argentine et le Brésil. Un projet lancé par l'ONUDI fin 2014 vise à diminuer les émissions de gaz à effet de serre au Chili en favorisant l'introduction de technologies à base de biogaz dans certaines agro-industries, en particulier la filière laitière dans les régions de Los Lagos et Los Rios. Un projet récemment approuvé sur les applications du biogaz dans l'agro-industrie brésilienne aidera à réduire les émissions de gaz à effet de serre et la dépendance vis-à-vis des combustibles fossiles, d'une part, par la promotion de l'exploitation du biogaz pour les solutions de mobilité et d'autres solutions énergétiques pour les utilisations productives et, d'autre part, par le renforcement de la chaîne d'approvisionnement nationale des technologies du biogaz. Dans un projet récemment achevé sur le secteur de la viande et les abattoirs au Sénégal (voir, ci-après, section sur les parcs éco-industriels et la symbiose industrielle), une part substantielle de la consommation électrique des abattoirs est couverte

Centre de promotion de solutions locales d'énergie solaire au Tchad

Système de chauffage solaire d'eau dans les tanneries au Bangladesh

par une unité de cogénération d'énergie thermique et électrique au biogaz.

En octobre, l'ONUDI a coorganisé une manifestation parallèle sur les applications du biogaz en Afrique du Sud, à la Conférence internationale sud-africaine sur les énergies renouvelables qui s'est tenue au Cap. Une deuxième manifestation parallèle coorganisée par l'ONUDI était consacrée aux centres régionaux pour les énergies renouvelables.

Énergie solaire

L'électrification rurale au moyen des technologies photovoltaïques se révèle un succès dans les pays en développement. Dans le cadre de l'action qu'elle mène en faveur du développement industriel inclusif et durable, l'ONUDI promeut l'accès à l'énergie à des fins productives et participe aux activités mises en œuvre dans le domaine du solaire photovoltaïque dans des pays comme le Cabo Verde, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, la Guinée-Bissau, l'Inde, les Maldives, le Nigéria, l'Ouganda, la République-Unie de Tanzanie, le Soudan et la Zambie.

L'énergie solaire a été mise à contribution avec succès pour apporter eau potable et irrigation dans cinq villages du district de Chicualacuala au Mozambique, pays particulièrement vulnérable aux changements climatiques (voir chap. 3). Des systèmes de pompes solaires conçus et installés par l'ONUDI, au titre du Programme conjoint des Nations Unies pour la prise en compte des facteurs environnementaux et l'adaptation au changement climatique au Mozambique, ont évité aux villageois, et en particulier aux femmes et aux filles, de perdre des heures de travail productif à aller chercher de l'eau.

L'ONUDI est un partenaire clef d'un nouveau programme interinstitutions mené au Soudan qui vise à promouvoir l'accès à l'énergie propre dans la région du Darfour par la fourniture de systèmes solaires photovoltaïques à 70 écoles, dispensaires, centres pour les femmes et autres installations communautaires. Le projet bénéficiera directement à 70 000 ménages de rapatriés et indirectement à des milliers d'autres personnes des villages situés en périphérie. Le rôle de l'ONUDI dans le projet, mis en œuvre sous l'égide du Programme des Nations Unies pour le développement, sera de mettre en place et de dispenser des programmes de formation professionnelle pour renforcer les capacités en matière d'installation, d'exploitation et de maintenance des systèmes d'énergie solaire.

Le Centre international pour la promotion et le transfert de l'énergie solaire a été créé à Lanzhou en Chine dans le cadre d'un projet de l'ONUDI achevé en 2009. Les technologies et produits solaires mis au point au centre ont été reconnus sur le plan international et l'accent a été mis de manière plus importante sur la coopération internationale et le transfert de technologies et de savoirs. Pour conforter le centre dans sa position d'autorité mondiale de premier plan en matière de développement et de transfert de technologies solaires, une deuxième phase du projet est en cours d'exécution par la Chine et l'ONUDI. Elle comprendra une évaluation du

centre et une feuille de route pour la coopération Sud-Sud dans le domaine des technologies solaires.

Un nouveau projet de 6,5 millions de dollars lancé en mars devrait aider l'Égypte à s'engager sur la voie du développement industriel inclusif et durable et faire en sorte que son économie devienne plus respectueuse de l'environnement et réponde à la demande énergétique croissante du secteur industriel. Le projet de l'ONUDI sera axé sur le développement de capacités locales pour la fabrication de produits et de composants d'énergie solaire qui soient conformes aux normes internationales de qualité. Des investissements massifs du secteur privé devraient être mobilisés, notamment pour permettre au pays de jouer un rôle de premier plan dans l'industrie solaire au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Dans le cadre d'un projet au Bangladesh, l'ONUDI aide des microentreprises de services publics d'énergie solaire à renforcer leurs capacités techniques et institutionnelles pour fournir de l'énergie en zone rurale. Conçu comme une initiative de coopération Sud-Sud et financé par l'intermédiaire du Centre de l'ONUDI pour la coopération industrielle Sud-Sud, le projet prévoit un transfert de technologies et de savoirs entre l'Inde et le Bangladesh. Financé par le Fonds de l'OPEP pour le développement international, le projet d'"Éclairage solaire pour tous" en cours d'élaboration pour la Côte d'Ivoire et le Ghana met en œuvre un partenariat entre l'Organisation pour les relations économiques internationales basée à Vienne et Energy Globe Foundation.

Utilisation rationnelle de l'énergie industrielle

L'ONUDI s'emploie résolument à aider les industries à utiliser l'énergie de manière plus rationnelle en mettant à leur disposition les meilleures pratiques et technologies d'exploitation permettant d'accélérer la croissance économique, d'améliorer la compétitivité et de créer des emplois, tout en faisant face au défi crucial des changements climatiques. Elle attache une importance particulière aux besoins d'efficacité énergétique des PME, qui constituent l'épine dorsale du développement socioéconomique, en particulier dans les pays en développement et les économies à forte croissance. Le programme relatif à l'utilisation rationnelle de l'énergie industrielle de l'ONUDI est axé sur les politiques et les normes, le renforcement des capacités, la sensibilisation et la démonstration de nouvelles technologies. Il encourage également la mise en place de systèmes de gestion de l'énergie conformes à la norme ISO 50001 (Management de l'énergie) de l'Organisation internationale de normalisation et l'optimisation des systèmes énergétiques. D'autres projets mettent l'accent sur l'amélioration du rendement des équipements industriels gros consommateurs d'énergie, les véhicules économes en énergie et à faible émission de carbone et les infrastructures connexes.

La Colombie reçoit l'aide de l'ONUDI pour accroître sa performance énergétique par l'adoption de systèmes de gestion de l'énergie et d'améliorations techniques, notamment l'optimisation des systèmes à moteur, à vapeur et de pompage. Dans le cadre d'un nouveau projet lancé à la fin de l'année, le pays devrait pouvoir réaliser des économies d'énergie et accroître la rentabilité et la compétitivité de ses industries. Le projet visera notamment à renforcer les capacités des institutions nationales à adopter des mesures d'efficacité énergétique, à constituer un groupe d'experts de la gestion de l'énergie issus des secteurs public et privé, à renforcer les capacités d'audit et d'optimisation des systèmes et à mettre en place un mécanisme de financement pour la mise en œuvre des mesures d'efficacité énergétique.

L'économie sud-africaine se diversifie rapidement, mais reste encore largement structurée autour d'activités majeures gourmandes en énergie comme l'industrie manufacturière, l'extraction minière et les industries de production de minéraux primaires. L'ONUDI aide le Gouvernement à lutter contre les pénuries d'énergie et la hausse des prix qui limitent la croissance du PIB en développant des cadres politiques généraux en faveur de l'utilisation rationnelle de l'énergie industrielle, en introduisant et en promouvant des systèmes de gestion de l'énergie, en renforçant les capacités et le perfectionnement des experts et en sensibilisant les acteurs.

Installation de micro-hydroélectricité de très basse chute à Mwea au Kenya

L'Inde est la quatrième économie mondiale en termes de parité de pouvoir d'achat. Son économie est diversifiée et comprend une agriculture moderne et traditionnelle et une large gamme d'industries et de services. Les micro-, petites et moyennes entreprises du pays réalisent environ 45 % de la production manufacturière et 40 % des exportations et elles emploient plus de 69 millions de personnes. Un projet visant à créer et à promouvoir un environnement de marché propice à l'introduction de l'efficacité énergétique et à l'utilisation accrue des technologies d'énergies renouvelables dans les applications de procédé, dans 12 regroupements de micro-, petites et moyennes entreprises énergivores du pays, progresse bien. Deux propositions ont été présentées pour aider à modifier les technologies existantes. L'ONUDI a mis sur pied des projets de démonstration sur l'information et l'analyse dans le domaine de l'énergie et s'attelle à en élaborer trois autres sur l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique. Des audits énergétiques types ont été effectués dans 10 regroupements afin de développer les meilleures pratiques d'exploitation. Au titre d'un projet distinct, l'ONUDI et le Gouvernement indien s'emploient à aider les micro-, petites et moyennes entreprises à adopter des pratiques d'exploitation plus durables. L'idée est de promouvoir l'utilisation rationnelle de l'énergie, de créer et maintenir un fonds autorenouvelable qui permette de reproduire les mesures d'efficacité énergétique et de surmonter toute sorte d'obstacle. Le projet sera consacré au renforcement des capacités de 10 regroupements gros consommateurs d'énergie, à des démonstrations de réduction de la consommation d'énergie au niveau de chaque regroupement et à l'établissement de mécanismes de financement viables et efficaces.

Un projet du FEM, achevé au cours de l'année, a aidé à consolider le concept d'efficacité énergétique au Viet Nam grâce à la gestion de l'énergie et à l'optimisation des systèmes. La norme ISO de gestion de l'énergie a été adoptée par 62 usines, dont 15 ont été certifiées ISO 50001, qui ont établi des plans énergétiques et mené à bien des projets d'amélioration opérationnelle avec l'assistance d'experts nationaux qualifiés. L'ONUDI a effectué 150 évaluations de systèmes, dont 139 ont donné lieu à une optimisation. Elle a pu sensibiliser le public à l'impératif de gestion de l'énergie grâce à une stratégie de communication dynamique sur les cinq années qu'a duré le projet, qui a eu pour résultats 4 programmes télévisés consacrés à la norme ISO 50001, 15 études de cas et deux clips vidéos. Grâce à de nombreuses formations organisées par l'ONUDI, le Viet Nam est désormais doté d'un groupe d'experts certifiés sur différents aspects de la gestion de l'énergie et de l'optimisation des systèmes et peut espérer un avenir plus sobre en énergie. Le fort intérêt suscité par le projet a favorisé une nouvelle initiative dans le pays axée spécifiquement sur les chaudières industrielles. Celle-ci vise à réduire la consommation d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre par l'adoption de chaudières performantes et de meilleures pratiques d'exploitation dans l'industrie. Dans ce cadre, l'ONUDI aidera à créer un environnement favorable dans les sous-secteurs industriels du pays. À défaut d'une approche ciblée permettant de développer un marché vietnamien de chaudières performantes, le pays avait jusqu'alors perdu des occasions de réaliser des économies. Le projet devrait faciliter le développement de l'utilisation finale comme de l'offre de chaudières industrielles performantes, en améliorant les politiques et les réglementations relatives à un système de normalisation favorisant l'adoption de chaudières performantes et en renforçant les capacités des fabricants et exploitants de chaudières, des utilisateurs finaux, des consultants en énergie, des prestataires de services énergétiques et d'autres acteurs locaux.

En janvier, l'ONUDI et le Conseil suprême de l'énergie de Dubaï ont signé un mémorandum d'accord sur des

activités conjointes visant à promouvoir des politiques, technologies et solutions d'énergie durable aux Émirats arabes unis et dans d'autres pays de la région arabe. L'accord était axé sur le partage de connaissances et de technologies Sud-Sud pour un développement industriel inclusif et durable.

Politiques et réseaux climatiques

La nouvelle Division des politiques et réseaux climatiques se consacre aux technologies à faible émission de carbone et aux questions intersectorielles, aux réseaux et plates-formes mondiaux et aux politiques climatiques tenant compte de la problématique hommes-femmes. Elle répond à la demande croissante de partenariats novateurs et de solutions intégrées à plusieurs niveaux permettant de venir simultanément à bout des difficultés que posent l'énergie, le climat et le développement. Elle donne à l'ONUDI une position stratégique dans les instances mondiales sur l'énergie et les changements climatiques et coordonne les programmes mondiaux et régionaux consacrés aux technologies à faible émission de carbone et aux réseaux.

Technologies à faible émission de carbone et questions intersectorielles

Les technologies d'énergie propre à faible émission de carbone ont émergé comme solutions potentielles pour contribuer à résoudre simultanément les problèmes liés aux changements climatiques, à la pauvreté énergétique et à l'industrialisation non viable des pays en développement. Elles concernent toute une gamme de technologies de pointe novatrices qui aident non seulement à réduire sensiblement les émissions de gaz à effet de serre, mais aussi à promouvoir les énergies renouvelables et l'utilisation rationnelle des ressources et de l'énergie. Le programme consacré à ces technologies propose un mécanisme complet de transfert de technologies reposant sur trois composantes: l'évaluation des besoins techniques et socioéconomiques et l'identification des technologies appropriées d'énergie propre à faible émission de carbone, des projets de démonstration des technologies et des partenariats public-privé pour leur application à plus grande échelle et pour l'adoption de nouveaux modèles d'affaires. Cette approche en trois volets favorise la création de petites entreprises et d'emplois durables, en particulier dans les zones rurales non raccordées aux réseaux électriques nationaux.

L'ONUDI a été l'un des premiers organismes des Nations Unies à lancer un projet en vue d'étudier de manière globale l'interdépendance et les synergies entre l'énergie, l'eau, l'alimentation et les écosystèmes. Le projet "Nexus Solutions for Sustainability" (Solutions clefs pour la durabilité), qui vise à identifier des solutions intégrées pour assurer la sécurité énergétique, hydrique, alimentaire et écosystémique, a été lancé en mars. L'Institut international d'analyse appliquée des systèmes (IIAAS) animé conjointement par l'ONUDI et le FEM a pour objectif de combler les lacunes concernant la définition d'accords et d'objectifs sur

DES TECHNOLOGIES JAPONAISES POUR L'AFRIQUE

Le Japon aide à promouvoir les technologies d'énergie propre à faible émission de carbone en Éthiopie et au Kenya pour améliorer l'accès à l'énergie à des fins productives et la productivité de l'industrie en renforçant les capacités locales. Le programme, d'un montant de 8,2 millions de dollars, met l'accent sur des technologies novatrices japonaises telles que la micro-hydroélectricité, le solaire et les techniques utilisées pour la valorisation énergétique des déchets en Afrique. L'une de ces solutions repose sur l'introduction d'une technologie de micro-hydroélectricité de très basse chute, ou sans barrage. À l'inverse des systèmes hydroélectriques classiques, cette technologie peut produire de l'électricité lorsqu'elle est installée dans les canaux destinés à l'irrigation agricole, à l'eau potable ou aux eaux usées. Écologique, elle ne requiert ni travaux d'ingénierie lourds ni maintenance coûteuse, et convient à la production électrique dans les zones non raccordées au réseau. À ce jour, deux systèmes de 10 kW chacun ont été installés et mis en service avec succès à Fentale (Éthiopie) et à Mwea (Kenya). Des ateliers de renforcement des capacités ont eu lieu au Kenya à l'intention des communautés locales et au Japon à l'intention de 19 experts et décideurs éthiopiens et kényans. Le projet aide également à formuler des politiques permettant de suivre la fourniture de services énergétiques en zone rurale. Désormais entré dans sa deuxième année, il consolidera une approche politique fondée sur le marché pour déployer des technologies d'énergie propre à faible émission de carbone et accroître les investissements. Il établira en outre des liens avec le mécanisme japonais de crédit conjoint.

En haut à gauche: Transfert de technologie Sud-Sud par l'entremise du CRTC. *En haut à droite:* Démonstration de technologies énergétiques en Indonésie. *Au-dessus:* Le CRTC aide le Gouvernement colombien à mesurer l'impact des projets nationaux d'adaptation.

le financement du développement et de la lutte contre les changements climatiques. Il examinera comment aborder conjointement les objectifs de développement durable pour maximiser les retombées et dans quelle mesure les problèmes posés dans un domaine pourraient avoir des incidences sur d'autres domaines. Le projet devrait aider à allouer les ressources et planifier les décisions de manière coordonnée et viable, en faisant mieux comprendre les compromis nécessaires et les synergies possibles entre les décisions et en donnant naissance à un réseau régional de connaissances et de capacités. Les trois organismes s'emploieront ensemble à fournir un cadre d'analyse des systèmes comme mécanisme d'intervention propre à aider les pays à prendre des décisions éclairées.

La coopération Sud-Sud est particulièrement utile lorsqu'il s'agit de lutter contre les effets néfastes des changements climatiques. D'autres pays ayant sans doute été confrontés au même type de problèmes, le transfert de technologies Sud-Sud devrait s'avérer une solution moins coûteuse mais très efficace. Lorsque le Bhoutan a demandé au Centre et Réseau des technologies climatiques de l'ONUDI de l'aider à gérer ses réseaux routiers congestionnés et impraticables et ses systèmes de transport alimentés aux combustibles fossiles, la Thaïlande disposait d'un savoir-faire dans ce domaine.

Réseaux et plates-formes mondiaux

Le Centre et Réseau des technologies climatiques (CRTC) est le bras opérationnel du Mécanisme technique de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Établi à Copenhague en 2013 et hébergé conjointement par l'ONUDI et le PNUE, il aide les pays en développement à adopter des technologies climatiques leur permettant d'assurer un développement économe en énergie, à faible émission de carbone et résilient face aux changements climatiques. Il propose des solutions techniques, le renforcement des capacités et des conseils en matière de cadres politiques, juridiques et réglementaires adaptés aux besoins de chaque pays. Il a reçu des pays en développement plus de 100 demandes d'assistance en matière de technologies dans des domaines allant de l'agriculture à la gestion des déchets. Des solutions sont proposées par un réseau de parties prenantes du domaine des technologies climatiques, issues des milieux universitaires, de la finance, des organisations non gouvernementales, des secteurs public et privé et de la recherche, et de plus de 140 coordonnateurs nationaux désignés par leurs pays. En adhérant au réseau, les partenaires ont la possibilité de présenter des technologies, politiques et pratiques pertinentes et d'en faciliter le déploiement dans les pays en développement en s'assurant un accès privilégié aux appels d'offres pour la fourniture des services d'assistance technique et/ou de renforcement des capacités du CRTC. Les forums régionaux du CRTC sont un canal utile pour la coopération Sud-Sud et aident à consolider le réseau régional des entités nationales désignées et leur lien avec d'autres parties prenantes de ces technologies. Un Forum régional

des entités nationales désignées sera organisé début 2016 à Tonga en collaboration avec le secrétariat du Programme régional pour l'environnement du Pacifique Sud.

Le réseau mondial de centres régionaux pour les énergies renouvelables — partenariat sud-sud et triangulaire pour l'après-2015 — s'est encore élargi au cours de l'année. Il existe actuellement huit centres, qui bénéficient de l'appui de leurs gouvernements respectifs: le Centre des Caraïbes pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, le Centre de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, le Centre régional pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique de l'Afrique de l'Est, le Centre himalayen pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, le Centre méso-américain pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, le Centre du Pacifique sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, le Centre régional pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique dans les pays arabes et le Centre pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique en Afrique australe. L'ONUDI fournit un appui technique à l'établissement et à l'exploitation des centres, tandis que les centres apportent eux-mêmes une aide précieuse aux projets exécutés par l'ONUDI et d'autres organismes internationaux. Les centres promeuvent la coopération Sud-Sud, facilitent la mise en œuvre de l'initiative Énergie durable pour tous et complètent les activités menées au niveau national dans les domaines de l'élaboration des politiques, du développement des capacités, de la gestion des connaissances et de la sensibilisation, ainsi que de la promotion des investissements et des entreprises.

Le Forum de l'énergie de Vienne 2015 a ouvert un dialogue sur les énergies durables pour un développement inclusif et le développement de capacités productives.

En septembre, l'ONUDI s'est associée au Centre de la CEDEAO pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, à la Banque africaine de développement et à d'autres acteurs pour organiser le Forum de haut niveau de la CEDEAO sur les politiques d'énergie durable et l'investissement à Abidjan (Côte d'Ivoire). La cérémonie d'inauguration du Centre des Caraïbes pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique a eu lieu à la Barbade le mois suivant en présence des ministres de l'énergie et d'autres parties prenantes importantes. Également en octobre, une manifestation parallèle consacrée au nouveau Centre pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique en Afrique australe a été organisée lors de la Conférence internationale sud-africaine sur les énergies renouvelables, où l'ONUDI a présenté un rapport sur les marchés des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique dans la région. Au cours de l'année, les activités de l'ONUDI à l'appui des centres se sont concentrées sur le renforcement des capacités des organismes régionaux, l'aide à la formulation de politiques régionales des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, la sensibilisation à la question de l'énergie durable, l'amélioration de l'accès aux données utiles, la formation des formateurs, l'établissement de réseaux de recherche appliquée et la facilitation de l'investissement. Le projet de 10 millions de dollars est financé par la Commission européenne, le FEM, l'Agence autrichienne pour le développement, l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement et d'autres partenaires. Un montant supplémentaire de 40 millions de dollars a été affecté spécialement au titre d'arrangements de cofinancement.

En septembre, l'Initiative des énergies durables et de la résilience aux changements climatiques des petits États insulaires en développement (SIDS DOCK) a été officiellement lancée à l'occasion d'une cérémonie à New York. Établie par les pays membres de l'Alliance des petits États insulaires, elle vise à fournir à ces pays un mécanisme institutionnel collectif pour les aider à transformer leurs secteurs nationaux de l'énergie en catalyseurs de développement économique durable et à générer les

ressources financières nécessaires à l'adaptation aux changements climatiques. Son nom court anglais "SIDS DOCK" rappelle qu'elle est conçue comme une "station d'accueil" reliant les secteurs de l'énergie de ces pays aux marchés mondiaux de la finance et des technologies d'énergie durable, ainsi qu'aux marchés du carbone de l'Union européenne et des États-Unis pour les échanges d'émissions de carbone. La déclaration de l'initiative a souligné le rôle important que l'ONUDI a joué dans sa création. L'initiative mettra en œuvre ses activités par l'intermédiaire d'un réseau de centres régionaux pour les énergies renouvelables, établi par l'ONUDI avec l'appui financier du Gouvernement autrichien.

Initiative conjointe de l'ONUDI, du Gouvernement autrichien, de l'Agence autrichienne pour le développement, de l'Initiative Énergie durable pour tous et de l'IIAAS, le Forum de l'énergie de Vienne explore les défis actuels du développement sous l'angle des énergies durables. Cette année, il a ouvert un dialogue sur le thème des énergies durables pour un développement inclusif et le développement de capacités productives. Réuni à Vienne en juin en amont du Sommet des Nations Unies sur le développement durable de septembre et de la 21e Conférence des Parties de décembre, il a rassemblé pendant trois jours plus de 1 600 décideurs et représentants de la société civile, du secteur privé et des milieux universitaires pour partager les meilleures pratiques, identifier les possibilités et les difficultés, nouer des réseaux et intensifier la coopération et les partenariats avec les entreprises dans le contexte de l'énergie durable pour tous. Des délégations de haut niveau de la Commission européenne, du Ministère japonais de l'économie, du commerce et de l'industrie et du Département de l'énergie des États-Unis y ont participé pour la première fois. Le Forum de l'énergie

INTÉGRATION DE LA PROBLÉMATIQUE HOMMES-FEMMES DANS LES PROJETS RELATIFS À L'ÉNERGIE ET À L'ENVIRONNEMENT

En janvier, l'ONUDI a publié son guide sur l'intégration de la problématique hommes-femmes dans les projets de gestion environnementale (*Guide on Gender Mainstreaming Environmental Management Projects*), qui vient compléter le guide de l'an dernier consacré à cette même question dans les projets relatifs à l'énergie et aux changements climatiques (*Guide on Gender Mainstreaming Energy and Climate Change Projects*). Ces deux publications visent à aider les fonctionnaires de l'ONUDI intervenant dans la gestion de l'environnement à adopter une démarche soucieuse de l'égalité des sexes dans le cadre de leurs travaux, et notamment tout au long du cycle des projets. Les guides peuvent aussi s'avérer utiles aux organismes nationaux et locaux, aux partenaires internationaux et privés et aux experts qui travaillent étroitement avec l'ONUDI dans le domaine de la gestion de l'environnement.

48 % des participants étaient des femmes

L'ONUDI participe à diverses activités d'intégration de la problématique hommes-femmes et elle s'est récemment associée aux groupes de travail du projet Gender Equality for Climate Change Opportunities (Égalité des sexes face aux opportunités liées aux changements climatiques), initiative conjointe de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de l'Agence des États-Unis pour le développement international. Les femmes et les enfants souffrent souvent davantage que les hommes de l'exposition aux polluants organiques persistants. De ce fait, de nombreux projets de l'ONUDI visant à réduire ou éliminer ces substances attirent l'attention sur les risques spécifiques qu'ils représentent pour les femmes. On trouve des activités consacrées à la problématique hommes-femmes dans l'ensemble des programmes et projets de l'Organisation relatifs à la Convention de Stockholm. Au cours de l'année, 9 975 femmes — soit 48 % des participants — ont bénéficié d'une formation et d'un perfectionnement professionnel dans ce cadre.

9 975
femmes formées

de Vienne 2015 a reconnu que l'énergie durable est le fil d'or qui relie le programme de développement pour l'après-2015 et l'action climatique.

Politiques climatiques tenant compte de la problématique hommes-femmes

Particulièrement vulnérables aux impacts négatifs des changements climatiques, de la pollution et de la rareté des ressources, les femmes sont aussi souvent en première ligne des mesures en faveur de la préservation de l'environnement. Dans cet esprit, les efforts que mène l'ONUDI pour promouvoir des politiques climatiques qui tiennent compte de la problématique hommes-femmes dans les pays qu'elle dessert sont principalement tournés vers l'accès des femmes aux sources d'énergie durable et aux technologies qui allègent leurs tâches, leur rôle comme agents clefs de la protection de l'environnement et leur participation et l'impulsion qu'elles apportent dans l'industrie verte. L'ONUDI veille également à faire en sorte que les besoins et priorités propres aux femmes et aux hommes soient pris en compte dans les accords, les réglementations et le renforcement des capacités aux niveaux international et national.

Le savoir et l'expérience des femmes concernant l'utilisation de technologies énergétiques appropriées ne sont pas encore pris en compte, et, de ce fait, leur potentiel en tant qu'agents porteurs de changement et de solutions novatrices aux changements climatiques n'est guère exploité. Un webinaire a été organisé en mai par l'ONUDI, en coopération avec ONU-Femmes, le Climate Technology Centre, ENERGIA et EmpowerWomen.org. Animé par l'ONUDI, il a réuni des experts et des entrepreneurs du domaine de l'énergie durable pour réfléchir au rôle des technologies de l'énergie dans l'autonomisation des femmes. Les intervenants sont convenus que les femmes n'avaient souvent accès ni aux technologies, ni aux financements, ni à l'information, ni à la formation sur les technologies adéquates et à leur utilisation. Pour favoriser leur autonomisation dans le secteur, ils ont recommandé que soit admise la nécessité de reconnaître et d'accepter différents modes de travail — par exemple, la préférence des femmes pour des modèles de travail coopératifs — et que l'accent soit mis sur des innovations simples, abordables, durables, d'utilisation et de maintenance faciles, écologiques, économiques et susceptibles de changer la vie. Certains des 170 participants au webinaire, qui venaient de plus de 90 pays, ont contribué aux débats avec des questions et des observations soulignant qu'il importe de faire en sorte que les femmes participent à la prise de décisions et que les dialogues sur les politiques tiennent compte d'une démarche soucieuse de l'égalité des sexes.

Lancement du projet "Nexus Solutions for Sustainability" (Solutions clefs pour la durabilité) — un partenariat entre le FEM, l'Institut international d'analyse appliquée des systèmes (IIASA) et l'ONUDI (voir p. 65)

VIABILITÉ ENVIRONNEMENTALE

L'ONUDI continue de promouvoir le développement industriel durable par le renforcement des capacités de l'industrie à utiliser les ressources de manière plus rationnelle et à développer, utiliser et entretenir des technologies écologiques. Elle a restructuré son mode de prestation de services dans les domaines de l'énergie et de l'environnement en début d'année et a créé un grand service qui se consacre à l'environnement pour renforcer encore davantage les activités de coopération technique relatives à son mandat en faveur du développement industriel inclusif et durable.

Les services fournis au titre du programme de l'ONUDI relatif à l'environnement visent à aider les pays à intégrer une économie circulaire où, idéalement, les industries ne produisent ni pollution ni déchets, et les ressources sont réutilisées ou réabsorbées sans danger par l'environnement. L'ONUDI adapte son offre de services au regain d'intérêt que suscite la promotion

des économies circulaires au niveau mondial. Les cadres généraux adoptés en 2015, à savoir les objectifs de développement durable, la Stratégie de la Commission européenne pour une économie circulaire et la Déclaration des dirigeants du Sommet du G7, étaient tous des signaux politiques axés sur l'économie circulaire. Les politiques nationales traditionnelles, comme celles définies par la loi sur la promotion de l'économie circulaire nationale de la Chine et le plan d'action Kobe 3R du Japon, témoignent également d'une forte appropriation et de l'intérêt marqué des pays à l'égard du concept.

Pour répondre aux appels des États membres, l'ONUDI mène des activités de coopération technique qui concourent grandement à la mise en œuvre du modèle de l'économie circulaire en mettant en place divers mécanismes de création de valeur découplés de l'épuisement de ressources finies et de la dégradation de l'environnement. Ces activités favorisent une utilisation rationnelle plus importante des ressources dans les procédés de fabrication, facilitent le développement, l'adoption et la maintenance de produits écologiques, allongent la durée de vie utile des produits et permettent une gestion durable des déchets industriels. En outre, les intrants industriels tels que l'énergie et l'eau sont également visés.

LE FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL

Grand donateur pour les activités que mène l'ONUDI dans le domaine de l'environnement, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) a été créé en 1991. L'ONUDI continue de jouir d'un bon classement dans le sixième cycle de reconstitution de la caisse du FEM, qui, commencé en juillet 2014, devrait s'achever en juin 2018. Dans le cinquième cycle, elle a réussi à faire approuver des enveloppes conséquentes de financement au titre du FEM d'environ 270 millions de dollars, soit une progression d'environ 40 % par rapport au quatrième cycle. En se basant sur ces chiffres, on estime qu'elle pourrait obtenir jusqu'à 320 millions de dollars dans le sixième cycle. En 2015, le portefeuille des projets financés par le FEM a représenté 30 % de l'ensemble des projets mis en œuvre par l'ONUDI. Ce chiffre devrait se stabiliser à une valeur supérieure à 20 % dans les prochaines années dans l'hypothèse d'un scénario de financement constant du FEM.

Dans les trois premiers programmes de travail du sixième cycle (octobre 2014, mai et octobre 2015), l'ONUDI a obtenu du FEM l'approbation de concepts de projets pour un montant total de 99,81 millions de dollars dans les domaines d'intervention spécifiques où ses compétences spécialisées lui confèrent un avantage comparatif: 22,8 millions de dollars pour les produits chimiques et les déchets (y compris les polluants organiques persistants, les déchets d'équipements électriques et électroniques et le mercure); 13,2 millions de dollars pour les eaux internationales et 40 millions de dollars pour l'atténuation des changements climatiques (efficacité énergétique industrielle et énergies renouvelables à des fins productives). Elle a en outre obtenu l'approbation pour un montant substantiel de 23,1 millions de dollars de financement au titre de deux nouveaux programmes du FEM consacrés aux "villes durables" et à la "promotion de la viabilité et la capacité d'adaptation pour la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne".

Le FEM a financé 30 % de l'ensemble des projets mis en œuvre par l'ONUDI en 2015

Promouvoir l'utilisation rationnelle des ressources dans l'industrie

L'année écoulée a marqué 20 ans de mise en œuvre réussie du programme de production propre et économe en ressources de l'ONUDI et du PNUE. Ce programme vise à accélérer l'application de stratégies environnementales préventives aux procédés, produits et services afin d'utiliser les ressources naturelles de manière plus rationnelle et de réduire les risques pour les êtres humains et l'environnement.

Le programme est exécuté aux niveaux national et régional par l'intermédiaire du Réseau mondial de production propre et économe en ressources (RECPnet), qui regroupe plus de 70 prestataires de services dans ce domaine à travers le monde. Le réseau compte 74 membres, dont 12 en Afrique, 6 dans les pays arabes, 16 en Asie et dans le Pacifique, 24 en Europe et en Asie centrale et 16 en Amérique latine et dans les Caraïbes. De nouveaux programmes de production propre et économe en ressources ont été lancés au cours de l'année en Bosnie-Herzégovine et en Équateur.

Le vingtième anniversaire du programme a été célébré à Davos en Suisse en octobre, à la Conférence conjointe ONUDI/PNUE du réseau (voir ci-dessous). Une publication ONUDI/PNUE, intitulée *National Cleaner Production Centres — 20 years of achievement: towards decoupling resource use and environmental impact*

GROS PLAN

L'ONUDI ET HEINEKEN

Croissance démographique, évolution des modes de vie et changements climatiques exercent tous une pression croissante sur l'environnement, en particulier sur les questions interdépendantes de l'eau, de l'énergie et de la production alimentaire. D'ici à 2030, il faudrait au monde 40% d'eau et 50% d'énergie supplémentaires. Ces deux ressources étant indispensables aux ménages et à diverses industries, les consommateurs devront en faire une utilisation plus rationnelle. Face à la demande croissante de denrées alimentaires à travers le monde, assurer un approvisionnement agricole responsable n'a jamais été aussi important. Le secteur des brasseries est l'un de ceux concernés par ces trois enjeux de ressources. Un mémorandum d'accord signé en février entre l'ONUDI et le brasseur néerlandais HEINEKEN vise à encourager les partenariats public-privé pour la planification et la gestion responsables des ressources en eau dans 11 bassins hydrographiques prioritaires confrontés à un stress hydrique en Algérie, en Égypte, en Éthiopie, en Indonésie, au Mexique et au Nigéria.

L'ONUDI s'emploiera avec HEINEKEN et d'autres parties prenantes à identifier les causes profondes du stress hydrique et à mettre au point des programmes de collaboration afin d'y remédier. Ces initiatives viendront en appoint à l'engagement pris par HEINEKEN de réduire la consommation moyenne d'eau à 3,3 hl/hl dans les brasseries situées dans ces régions. Le projet bénéficiera également de l'appui d'Israël, pays qui a une grande expérience et des compétences spécialisées en matière de conservation de l'eau, et de technologies et pratiques novatrices dans ce domaine.

Atelier des parties prenantes sur la gestion des ressources en eau, Nigéria

Le projet de gestion de l'eau, d'une durée de trois ans, enregistre déjà des résultats. Des ateliers sur la participation des parties prenantes, qui ont réuni des représentants des pouvoirs publics, de la société civile et de l'industrie, ont été organisés avec succès en septembre à Jimma (Éthiopie) et en novembre à Lagos (Nigéria). Les parties prenantes ont défini des mesures qui permettront de diminuer le stress hydrique à Dabena (Éthiopie): le reboisement des bassins hydrographiques dégradés en amont, la promotion d'une occupation des terres et de pratiques agroforestières viables et l'établissement de systèmes communautaires de rétention d'eau.

Au-delà de la gestion de l'eau, l'ONUDI et HEINEKEN s'attèlent à réaliser des études de faisabilité en Sierra Leone pour sonder la source d'énergie renouvelable qui permettrait à la brasserie de Freetown de produire de l'électricité de manière autonome et d'en injecter les excédents sur le réseau pour alimenter la communauté locale. Elles étudient la possibilité d'installer un système de gestion de l'énergie et d'optimiser les systèmes dans la brasserie de Sedibeng sise près de Johannesburg en Afrique du Sud. Ces deux méthodologies d'utilisation rationnelle de l'énergie industrielle ont montré leur efficacité à améliorer rapidement et sensiblement la performance énergétique de l'industrie. La baisse de la demande énergétique, et surtout électrique, qui s'ensuit est particulièrement opportune compte tenu des contraintes d'approvisionnement en électricité que connaît actuellement le pays.

Gestion de l'eau

Énergies renouvelables

Développement inclusif et durable des chaînes d'approvisionnement

PARTENARIAT ONUDI HEINEKEN

UNE PRODUCTION PROPRE ET ÉCONOME EN RESSOURCES

À titre d'illustration de l'application de la production propre et économe en ressources dans les pays, un projet récemment achevé en Tunisie a permis d'apporter une amélioration mesurable et durable à la compétitivité et à la performance environnementale des PME du pays. Le projet, qui a porté sur cinq ans, a été financé par les Gouvernements suisse et tunisien. Cinq secteurs économiques — hôtellerie, transformation alimentaire, textile et habillement, cuir et chaussure et traitement de surface des pièces métalliques — ont appliqué une méthodologie de production propre et économe en ressources qui a visiblement amélioré leur utilisation à des fins productives des matériaux, de l'énergie et de l'eau et a réduit leur production de déchets, d'effluents et d'émissions. La consommation d'eau a été réduite de 70 % dans le secteur hôtelier grâce à l'amélioration d'un système de comptabilité énergétique et à l'utilisation d'un ozoneur pour éliminer les bactéries et les polluants, et de 50 % dans l'industrie textile après l'installation de nouvelles machines à laver. Au total, 80 entreprises tunisiennes suivent désormais cette méthodologie et plus de 350 personnes, dont 60 jeunes chômeurs, y ont directement été formées. Le bénéfice jusqu'en 2030 pour les entreprises auditées et, plus largement, la société tunisienne, est estimé à 70 millions d'euros.

from manufacturing growth (Les centres nationaux pour une production plus propre — 20 ans de réalisation: découpler l'utilisation des ressources naturelles et l'impact environnemental de la croissance industrielle), donne une vue d'ensemble complète de l'évolution du concept de production propre et économe en ressources et de son intérêt dans le cadre du nouveau programme mondial pour le développement.

La conférence du Réseau mondial de production propre et économe en ressources s'est tenue à Davos en Suisse en octobre, en même temps que le Forum mondial sur les ressources 2015. Organisée conjointement par l'ONUDI et le PNUE, elle a réuni des membres venus de plus de 60 pays, des fonctionnaires, des praticiens internationaux et des experts de la production propre, ainsi que des représentants d'institutions de financement du développement. Son point d'orgue a été l'adoption de la Déclaration de Davos sur la promotion de la production propre et économe en ressources dans les pays en développement et les pays en transition, qui appelle à promouvoir, à généraliser et adopter à plus grande échelle ce type de production pour contribuer à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Parcs éco-industriels et symbiose industrielle

Les parcs éco-industriels sont emblématiques de l'approche qu'a adoptée l'ONUDI pour promouvoir une économie circulaire, en l'occurrence appliquée aux villes durables (voir p. 53). Au Viet Nam, si la création de zones industrielles a été utile pour le développement économique du pays, elle a aussi provoqué une dégradation considérable de l'environnement. Un projet de l'ONUDI lancé l'année dernière, avec un financement de 5 millions de dollars du FEM et du Gouvernement suisse, vise à convertir les zones industrielles existantes en parcs éco-industriels. Il devrait contribuer à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 182 000 tonnes et la consommation d'eau de 6 millions de mètres cubes par an et à porter ainsi la qualité des eaux usées au niveau des normes internationales. Pour y parvenir, il s'appuiera sur le transfert, le déploiement et la diffusion accrus de technologies propres et à faible émission de carbone. Des audits de production propre et économe en ressources analysent actuellement le potentiel de mise en œuvre de ces technologies et recensent les besoins des entreprises en matière de formation. Le projet vise en outre à renforcer les capacités de gestion des parcs afin de suivre et de gérer leur performance globale. Des actions de sensibilisation ont permis d'informer les principales parties prenantes des bienfaits de leur participation au projet pour la population locale, les entreprises privées et l'environnement.

La Société de gestion des abattoirs du Sénégal est un acteur majeur du secteur

de la viande du pays et ses abattoirs fournissent environ 20 000 tonnes de viande par jour, consommées pour la plupart à Dakar. Le site consomme en moyenne 250 mètres cubes d'eau et plus de 2 200 kW d'électricité par jour. À l'instar des autres industries installées sur le front de mer, une grande partie des 220 tonnes de déchets bruts produits quotidiennement sont rejetés directement à la mer dans la baie de Hann, qui, avant que ses eaux ne deviennent toxiques, abritait autrefois une communauté prospère de pêcheurs et était un paradis côtier. Dans le cadre d'un projet récemment achevé, l'ONUDI a pu transformer le principal abattoir autrefois gros pollueur en producteur d'énergie propre. Illustration des possibilités offertes par l'économie circulaire, les déchets animaux sont valorisés en biocarburant, qui, à son tour, fournit l'électricité nécessaire pour alimenter les réfrigérateurs et produire de l'eau chaude. Il en est résulté une diminution correspondante des eaux usées, des déchets solides et des émissions, ainsi que la création de nouveaux emplois dans la gestion des déchets. Les meilleures pratiques tirées de ce projet seront appliquées dans d'autres abattoirs et industries qui rejettent des eaux usées au Sénégal et dans la région de la CEDEAO.

Alors qu'un quart de la population sénégalaise, qui devrait atteindre 15 millions d'habitants à la fin de l'année, réside dans les villes, l'urbanisation rapide du pays n'est pas allée de pair avec une bonne planification urbaine. Un nouveau projet de l'ONUDI met l'accent sur les activités liées à la gestion des eaux d'orage et à l'adaptation aux changements climatiques, tout en encourageant des stratégies de croissance urbaine à long terme qui assurent viabilité et résilience. Dans le cadre d'un deuxième volet du projet, l'ONUDI aidera à mettre en place une stratégie pour l'industrie verte dans les parcs industriels de l'agglomération de Dakar, afin de stimuler l'industrie durable par l'écologisation des industries existantes, la création de nouvelles industries fondées sur l'utilisation rationnelle des ressources et de technologies d'énergies renouvelables, ainsi que la promotion de la gestion intégrée des déchets. Le projet encouragera l'intégration de mesures d'efficacité énergétique n'exigeant pas d'investissements initiaux lourds. Abidjan, première ville de Côte d'Ivoire par la taille et ancienne capitale du pays, connaît une situation similaire. Sa croissance démographique rapide s'est traduite par une congestion de la circulation routière et une pollution atmosphérique chroniques. L'ONUDI et la Banque africaine de développement exécutent ensemble un projet financé par le FEM qui vise à enrayer la pollution et à améliorer la circulation routière avec des éléments et infrastructures de systèmes de transport intelligents dans les zones prioritaires.

Entreprises de recyclage

Les villes sont également confrontées au problème environnemental de la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques. Ce flux de déchets croît rapidement dans les pays en développement, à mesure que davantage de régions du monde entrent dans la société mondiale de l'information, et il subit l'influence du taux de renouvellement rapide de ces équipements. Dans les économies en développement et les économies en transition, où ils sont rarement éliminés de manière appropriée et où il n'y a guère de réglementation dans ce domaine, ces équipements constituent un danger tant pour les populations locales que pour l'environnement. Si les services à l'environnement représentent aujourd'hui un secteur de plusieurs milliards de dollars à l'échelle mondiale, ils sont largement absents dans les pays en développement.

En Éthiopie, les déchets d'équipements électriques et électroniques proviennent d'appareils neufs et d'occasion et se retrouvent généralement stockés dans les ménages ou éliminés sous forme de déchets mixtes dans les décharges à ciel ouvert. On estime à environ 4 300 tonnes la quantité d'équipements électriques et électroniques non fonctionnels dans les 10 plus grandes villes du pays. Un projet cofinancé par le FEM a permis de mettre au point une stratégie nationale de gestion de ces déchets et un système de collecte des équipements usagés. L'ONUDI a aidé à élaborer et à appliquer un

295
zones industrielles au Viet Nam en 2014

Le projet devrait contribuer à **réduire les émissions de gaz à effet de serre de 182 000 tonnes**

et la **consommation d'eau de 6 millions de mètres cubes** par an et à porter ainsi la qualité des eaux usées au niveau des normes internationales.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS POUR L'ÉLABORATION DE PROGRAMMES D'ATTÉNUATION DES PROBLÈMES ENVIRONNEMENTAUX MONDIAUX

Plus de 100 experts d'Arménie, du Bélarus, de la Fédération de Russie, du Kazakhstan, du Kirghizistan et d'Ukraine ont été formés au cours de l'année à l'élaboration de programmes visant à apporter des réponses aux problèmes environnementaux mondiaux. Les participants, issus des pouvoirs publics, des milieux universitaires et des organisations non gouvernementales, ont également appris comment mobiliser des financements auprès de bailleurs bilatéraux et multilatéraux, en particulier le FEM. Financé par la Fédération de Russie, le projet comprenait des ateliers, quatre régionaux et quatre nationaux, auxquels des experts nationaux et internationaux des pays bénéficiaires ont participé. Il a débouché sur 10 propositions nationales qui seront présentées au FEM et à d'autres bailleurs multilatéraux et bilatéraux, ainsi que sur trois propositions régionales de concepts sur les déchets d'équipements électriques et électroniques, les technologies propres et l'élimination du mercure. La formation des formateurs locaux et leur participation à l'élaboration et à l'évaluation du projet visaient à renforcer les compétences techniques locales afin, d'une part, de tirer parti des financements multilatéraux disponibles pour l'environnement et, d'autre part, de contribuer aux efforts engagés par leurs pays pour atténuer les problèmes écologiques et s'acquitter de leurs obligations au titre des accords internationaux relatifs à l'environnement qu'ils ont ratifiés. Le renforcement des capacités des experts locaux a également permis de constituer des réseaux de professionnels, de tirer des enseignements de l'expérience des pays qui ont réussi et de mettre en commun les ressources humaines et financières nationales pour conceptualiser, élaborer et lancer des projets régionaux visant à lutter contre les effets néfastes sur l'environnemental au niveau régional.

modèle d'affaires viable pour la gestion de ces déchets, créant ainsi de nouveaux emplois pour des travailleurs qualifiés ou non. Une usine de reconditionnement d'ordinateurs, sise en périphérie d'Addis-Abeba, a été mise à niveau et équipée de machines de recyclage modernes. Des programmes de formation ont ciblé les recycleurs et collecteurs des secteurs formel et informel. Les bienfaits du projet ont été portés à la connaissance du public tant en Éthiopie que dans les pays voisins. On trouvera dans le chapitre 3 la description d'un projet en cours relatif à la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques qui crée des emplois pour les jeunes chômeurs au Cambodge.

Gestion novatrice des produits chimiques

Les produits chimiques sont devenus indispensables dans notre quotidien sous la forme de produits, de médicaments et d'intrants manufacturiers et agricoles. S'ils sont utilisés ou éliminés sans précaution, leurs effets sur la vie humaine et l'environnement peuvent être dévastateurs. Les plus pauvres de la société sont souvent les plus exposés aux effets néfastes de la mauvaise gestion des produits chimiques.

À l'occasion de divers forums mondiaux qui se sont tenus tout au long de l'année, l'ONUDI a présenté son approche globale de la gestion rationnelle et novatrice des produits chimiques dans l'industrie. Élément central de cette approche, le leasing chimique est un modèle d'affaires circulaire que l'ONUDI est parmi les premiers organismes à lancer dans les économies en développement et les économies en transition. Il vise à maximiser l'utilité de substances coûteuses et dangereuses dans l'industrie, tout en limitant au maximum leurs coûts et leur impact environnementaux. L'ONUDI l'a appliqué pendant 10 ans dans les industries du monde entier pour faire face à la nécessité urgente de réduire l'impact de la production et de la consommation de produits chimiques sur l'environnement, l'eau et la santé humaine.

Pour aider à assurer la gestion rationnelle durable de ces substances dans l'industrie, l'ONUDI a élaboré une méthodologie évolutive et une panoplie d'outils sur les approches novatrices de la gestion rationnelle des produits chimiques et de leurs déchets. Ces outils aideront les PME des pays en développement et des économies émergentes à appliquer des solutions de pointe pour remplacer les produits chimiques dangereux, réduire la consommation et les déchets de substances chimiques et prendre des mesures appropriées de réduction des risques pour prévenir les accidents, tout en améliorant la performance des entreprises. Au titre du financement du programme mondial de production propre et économe en ressources, le Gouvernement suisse a alloué 2,5 millions d'euros pour recenser les approches novatrices de gestion rationnelle des produits chimiques et de leurs déchets. L'approche visée est mise en œuvre en Colombie, en Égypte, en El Salvador, au Maroc, au Guatemala et au Pérou. Appliquée depuis maintenant trois ans, la méthodologie a été testée dans le cadre de projets pilotes concernant 23 entreprises. Elle a permis d'identifier diverses solutions novatrices dans des domaines comme la production de

LES PEINTURES AU PLOMB

D'après les estimations de l'OMS, 143 000 décès par an sont imputables à une intoxication par le plomb, en grande partie liée à la peinture au plomb. L'exposition au plomb est également à l'origine de 600 000 nouveaux cas de handicap intellectuel de l'enfant. Il y a un an, l'ONUDI s'est engagée dans l'Alliance mondiale pour l'élimination des peintures au plomb, initiative conjointe du PNUE et de l'OMS visant à limiter au maximum l'exposition professionnelle à ces peintures et à prévenir leur absorption par les enfants. Un nouveau projet financé par le FEM vise à réduire au minimum les effets du plomb contenu dans ces peintures sur la santé humaine et l'environnement dans la Zone andine de libre-échange, et à prendre des mesures en vue de l'éliminer complètement. L'ONUDI coopérera avec l'Agence de protection de l'environnement des États-Unis — membre actif de l'Alliance — qui cofinancera le projet. L'International Paint and Printing Ink Council apportera également son appui au projet. Les quatre pays participant au programme — État plurinational de Bolivie, Colombie, Équateur et Pérou — produisent au total quelque 460 000 tonnes de peinture par an, dont environ trois quarts pour l'architecture et un quart pour l'industrie. L'instauration de limites réglementaires concernant l'utilisation de plomb dans les peintures devrait permettre à ces pays de réduire de 7 100 tonnes (État plurinational de Bolivie), 84 000 tonnes (Colombie), 23 200 tonnes (Équateur) et 52 900 tonnes (Pérou) par an les peintures au plomb. Le projet aidera également à sensibiliser aux niveaux national et régional aux dangers que présentent les peintures au plomb.

polymères, la formulation des peintures et l'utilisation industrielle de solvants.

Gestion des ressources en eau

Les ressources naturelles finies telles que l'eau sont un intrant vital pour l'industrie manufacturière. D'après les *Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2050* (Paris: OCDE, 2012), en l'absence de nouvelles politiques, la demande mondiale d'eau pour l'industrie manufacturière augmentera de 400 % entre 2000 et 2050, dépassant largement la demande de tout autre secteur. L'essentiel de cette hausse s'observera dans les économies émergentes et les pays en développement, et aura une incidence sur l'offre, la répartition et la qualité de la ressource. Il est donc impératif que la protection et la gestion durable de l'eau fassent partie intégrante de tout futur développement industriel. En appliquant les principes de l'économie circulaire, l'ONUDI aide à faire en sorte que l'eau soit utilisée de manière rationnelle et viable de l'eau dans l'industrie, et réutilisée au maximum dans les procédés industriels.

L'année écoulée a marqué la fin de la Décennie internationale d'action sur le thème "L'eau, source de vie" lancée en 2005. Les efforts déployés pour appeler l'attention sur l'importance de l'eau dans le programme mondial, notamment les contributions de l'ONUDI aux publications et conférences de l'ONU-Eau, ont connu leur point d'orgue en septembre lorsque l'Assemblée générale a approuvé un objectif de développement durable spécifique consacré à la protection de l'eau.

Suite à un projet concluant sur l'évaluation et la gestion du grand écosystème marin du golfe du Mexique, le FEM a en outre chargé l'ONUDI, en qualité d'agent d'exécution, d'élaborer un projet en vue de réduire la charge polluante de l'industrie et de restaurer des pêcheries durables. L'ONUDI travaille avec la FAO, permettant ainsi aux pays partenaires de tirer parti des avantages comparatifs des deux organisations.

Le programme SWITCH-Med financé par l'Union européenne a été conçu pour changer les modes de production et de consommation de biens et services dans la région du sud de la Méditerranée. Il aide l'industrie, les entrepreneurs verts émergents, la société civile et les décideurs sur trois plans: politique, démonstration et réseau. Mis en œuvre par l'ONUDI et le PNUE, il concerne l'Algérie, l'Égypte, Israël, la Jordanie, le Liban,

le Maroc, la Tunisie et l'État de Palestine. En préparation des activités de démonstration dans l'industrie, l'ONUDI a entrepris des missions de cadrage pour évaluer les capacités et les priorités à l'échelon local en matière de production durable et elle a recensé 21 prestataires de services des secteurs public, semi-public et privé ainsi que des milieux universitaires. Tous les partenaires ont été formés à la méthodologie des technologies écologiquement rationnelles de l'ONUDI et recherchent actuellement les industries qui recevront une assistance technique. SWITCH-Med CONNECT 2015, première réunion annuelle des parties prenantes du programme, s'est tenue à Barcelone en Espagne en novembre. L'objectif était de créer des synergies, d'échanger des savoirs et d'appliquer à plus grande échelle les innovations sociales et écologiques propres à promouvoir la consommation et la production durables.

Société de fabrication de réfrigérateurs de la province de Hubei en Chine. Le CFC12 y est remplacé par un réfrigérant naturel, l'hydrocarbure (HC), dont le nom commercial est R600a (isobutane) et R290 (propane). Ces nouveaux réfrigérants étant des gaz inflammables, l'ONUDI a mis en place, à l'intention des opérateurs, un programme de formation visant à en assurer une utilisation sûre et efficace.

Moderniser l'industrie dans le cadre du Protocole de Montréal

L'action que mène l'ONUDI pour aider les pays à s'acquitter de leurs obligations au titre des accords multilatéraux sur l'environnement, tels que le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, contribue fortement à l'économie circulaire. En modernisant les procédés et les produits industriels pour satisfaire aux normes fixées par ces accords, l'ONUDI contribue au développement de produits plus écologiques et à l'allongement de leur durée de vie utile grâce à la maintenance. Cela permet d'accroître les gains d'efficacité et de réduire les émissions, tout en créant des emplois et en assurant l'utilisation à long terme de technologies et de produits durables. Depuis 1992, l'ONUDI transforme l'industrie de manière à éliminer progressivement plus d'un tiers des substances qui appauvrissent la couche d'ozone dans les pays en développement. Elle a mis en œuvre plus de 1 340 projets au titre du Protocole de Montréal grâce au Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal, au FEM et aux contributions bilatérales. Elle met actuellement en œuvre les plans de gestion de l'élimination progressive des hydrochlorofluorocarbones (HCFC) dans 70 pays. Ses interventions visent les secteurs des mousses, de la réfrigération, de la climatisation, des aérosols, des solvants et de la santé, ainsi que la protection contre l'incendie et l'agroalimentaire. Dans tous ces domaines, l'introduction de technologies et équipements nouveaux et sans danger pour la couche d'ozone s'accompagne d'une formation à l'utilisation, la sécurité, la maintenance et la réparation des technologies.

Les activités de l'ONUDI visant à promouvoir l'élimination progressive des HCFC encouragent en outre la coopération Sud-Sud. Les voyages d'étude effectués en Inde et en Chine, par les services nationaux de l'ozone de la République populaire démocratique de Corée et du Pakistan respectivement, ont permis d'acquérir des informations techniques et d'avoir une expérience directe des technologies de remplacement, ainsi que des mesures et des méthodologies de mise

Les activités menées par l'ONUDI au titre du Protocole de Montréal entre 1990 et 2015 ont contribué chaque année à l'élimination progressive de

71 000 tonnes des substances qui appauvrissent la couche d'ozone

Transformations industrielles — Incidence globale

Réduction de 338 millions de tonnes d'équivalent CO_2

ce qui correspond à l'objectif fixé pour 2020 des émissions combinées de gaz à effet de serre de l'Allemagne, de la France et du Royaume-Uni. La transformation des lignes de production de différents secteurs industriels a déjà permis de réduire les émissions de 190 millions de tonnes d'équivalent CO_2.

À gauche: Société de fabrication de compresseurs de réfrigérateurs de la province de Hubei en Chine. Ces compresseurs utilisent les réfrigérants hydrocarbures R600 ou R290. Outre qu'ils protègent la couche d'ozone et ont un potentiel de réchauffement global quasi nul, ils offrent des résultats d'efficacité énergétique plus élevés que les compresseurs antérieurs utilisant du CFC12 ou les autres substituts comme le R134a et le R404a. *À droite:* Démonstration en Afrique du Sud d'un projet au titre du Protocole de Montréal sur les avantages techniques et économiques de l'injection de mousse assistée par dépression dans l'insolation de panneaux sandwich discontinus.

en œuvre de l'élimination progressive des HCFC. Le Gouvernement chinois et les industries ont fourni de précieux services de transfert de technologies pour les activités de l'ONUDI axées sur l'élimination progressive des HCFC dans des pays tels que l'Algérie et le Brésil.

Transformation durable des procédés et des produits

Dans le cadre de divers projets mis en œuvre en collaboration avec des partenaires nationaux et internationaux, l'ONUDI aide l'industrie à travers le monde à éliminer progressivement les HCFC. Outre l'élimination des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, ces projets visent à trouver des solutions technologiques pour limiter au maximum l'impact des changements climatiques par l'adoption de substances à faible potentiel de réchauffement global. Ils permettent en outre à l'industrie de se tourner largement vers des produits plus écologiques et économes en ressources, tout en fournissant au secteur des services les compétences nécessaires à la maintenance.

Dans le cadre de divers projets qu'elle mène dans le monde, l'ONUDI forme les techniciens à la maintenance de climatiseurs écologiques. Cette formation devrait aider les techniciens non seulement à préserver leurs moyens de subsistance dans un environnement en mutation, mais aussi à améliorer nettement et à faire valoir leurs compétences professionnelles. Ils sauront ainsi comment allonger considérablement la durée de vie des équipements de réfrigération et de climatisation, tout en réduisant leur consommation d'énergie globale.

En Chine, un projet relatif à un plan de gestion de l'élimination progressive des HCFC dans le secteur de la climatisation finalise la conversion au frigorigène naturel R-290 (propane) des chaînes d'assemblage qui produisent plus de 5 millions de climatiseurs par an. Un certain nombre de pays d'Afrique et d'Amérique latine et des Caraïbes ayant exprimé leur intérêt pour les nouvelles technologies sans danger pour le climat, l'ONUDI a fourni des climatiseurs à base de R-290 à plusieurs pays à des fins de formation.

Plusieurs projets de démonstration de technologies sont en cours d'élaboration et seront présentés pour approbation début 2016. L'un deux concerne notamment l'élimination progressive du HCFC-22 dans le secteur de l'assemblage de réfrigérateurs. Ce projet mondial sera axé sur les systèmes de réfrigération dans le secteur de la distribution et examinera des aspects tels que la viabilité technique, les surcoûts d'exploitation et les avantages énergétiques et climatiques, afin de mettre au point un concept de magasin intégré qui utilise des technologies alternatives à faible potentiel de réchauffement global (au CO_2 en particulier) et optimise la consommation d'énergie.

Dans un autre projet, l'ONUDI propose une approche proactive du confinement des réfrigérants, de la réduction des fuites et de l'introduction de solutions alternatives sans danger pour le climat, au moyen de projets de démonstration en Afrique, en Asie occidentale et en Amérique latine et dans les Caraïbes. En coopération avec le PNUE, elle a reçu un financement pour deux études

À gauche: Mise en service de la nouvelle chaudière d'une usine pilote en République démocratique populaire lao. *À droite:* Un opérateur local de Rade Koncar Kontaktori Relei d.o.o. spécialisé dans le processus de décontamination des POP et des polychlorobiphényles (PCB) réglementés par la Convention de Stockholm, compétence acquise dans le cadre de l'exécution d'un projet.

de faisabilité sur le refroidissement urbain en Égypte et les nouvelles technologies connexes au Koweït.

Suite aux discussions en cours relatives à un amendement au Protocole de Montréal visant à intégrer un calendrier pour l'élimination des HCFC, le Fonds multilatéral a ouvert une ligne de financement pour les études de pays sur les alternatives aux substances qui appauvrissent la couche d'ozone. Au cours de l'année, l'ONUDI a reçu des fonds pour mener ces études dans 26 pays.

Alternatives aux substances dangereuses

L'année 2015 a été celle au cours de laquelle le bromure de méthyle, substance appauvrissant la couche d'ozone, devait être entièrement éliminé des industries des pays en développement. En collaboration avec le Conseil kényan des céréales et des produits (National Cereal and Produce Board), l'ONUDI a permis au pays de s'acquitter de cette obligation. Grâce à la fourniture de conseils d'experts, d'équipements, l'organisation de formations et d'activités de sensibilisation, cette substance a été remplacée par des solutions écologiques. Au terme du projet, le Kenya a adopté des mesures réglementaires pour contrôler les importations et l'utilisation du bromure de méthyle, suivre sa consommation et veiller au respect des obligations au titre du Protocole de Montréal.

Gestion des polluants au titre de la Convention de Stockholm

L'assistance fournie aux pays pour qu'ils s'acquittent de leurs obligations au titre de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (POP) permet d'instaurer une économie circulaire par la création de nouvelles entreprises sans POP et d'entreprises assurant le recyclage et la gestion des déchets d'une manière qui permette de limiter au maximum la production et le rejet de POP dans l'ensemble de l'industrie.

L'ONUDI collabore avec l'industrie pour optimiser les procédés de production et éviter les émissions de POP, créer de nouvelles installations et lignes de production utilisant des substituts de ces polluants, et construire et exploiter des installations pour assurer la gestion sans danger des matières contenant des POP. Son appui à la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques et au développement d'entreprises de recyclage s'inscrit également dans cette action et est financé au titre du programme relatif aux POP.

Mise en œuvre nationale

L'ONUDI a aidé 74 pays à élaborer, réviser et actualiser leurs plans nationaux de mise en œuvre au titre de la Convention de Stockholm et exécute actuellement dans plus de 55 pays 82 projets pour un financement total de 161,21 millions de dollars provenant du FEM.

Son appui aux pays pour la mise en œuvre de la Convention a permis d'éliminer 1 775 tonnes de

POP et 45 388 µg d'émissions non intentionnelles de POP hautement toxiques (dioxines et furannes), 1 593 tonnes de POP au total devant encore être éliminés. Dans le cadre des volets relatifs au renforcement des capacités, approximativement 16 000 participants ont été formés, dont environ 5 000 femmes. Les projets de l'ONUDI ont facilité la création de 20 nouvelles entreprises et aidé à mobiliser des investissements supplémentaires considérables. Dans le cadre de ses projets, l'ONUDI a également aidé les pays à approuver ou à appliquer plus de 25 lois et politiques environnementales et elle a fait connaître les meilleures pratiques adoptées par 60 entreprises.

Meilleures pratiques environnementales et meilleures techniques disponibles

Un accent particulier a été mis sur la promotion des meilleures techniques disponibles (MTD) et des meilleures pratiques environnementales (MPE) dans les secteurs industriels prioritaires. L'action menée dans les domaines de la production de substituts de POP et du développement de nouvelles entreprises qui évitent les rejets de POP et pratiquent le recyclage a en outre été vigoureusement soutenue par le programme de l'ONUDI.

Le Cambodge, l'Indonésie, la Mongolie, les Philippines, la République démocratique populaire lao et la Thaïlande maîtrisent désormais complètement les concepts de meilleures techniques disponibles et de meilleures pratiques environnementales appliquées aux services publics et aux chaudières industrielles qui utilisent des combustibles fossiles. Dans un projet visant à aider ces pays à s'acquitter de leurs obligations au titre de la Convention de Stockholm, l'ONUDI a fourni des directives sectorielles sur ces techniques et pratiques, qui tiennent compte des caractéristiques propres à l'industrie dans le pays, des pratiques communes dans la région et des considérations socioéconomiques connexes. Ses interventions dans le domaine des meilleures techniques disponibles et des meilleures pratiques environnementales se sont montrées efficaces pour réduire les dioxines dans les installations de démonstration pilotes. L'ONUDI a tenu deux ateliers de sensibilisation dans chaque pays, ainsi que des cours sur ces techniques et pratiques, les POP et l'optimisation des procédés dans les chaudières industrielles, formant ainsi 797 experts (dont 254 femmes) au total. Les concepts de meilleures techniques disponibles et de meilleures pratiques environnementales ont été intégrés dans les programmes d'enseignement des universités partenaires de tous les pays participants. Dans le cadre d'un projet régional sur les POP dans les Caraïbes, l'ONUDI fournit une assistance à Antigua-et-Barbuda, à la Barbade, au Belize, à Sainte-Lucie, à Saint-Kitts-et-Nevis, à Saint-Vincent-et-les Grenadines, au Suriname et à Trinité-et-Tobago.

Un projet en Afrique aide un certain nombre de pays les moins avancés à mener à bien leurs plans nationaux de mise en œuvre au titre de la Convention. L'objectif est de créer un environnement favorable par l'adoption des meilleures techniques disponibles et des meilleures pratiques environnementales dans les procédés industriels, l'amélioration de la gestion de différents types de déchets municipaux et l'assistance fournie pour l'élimination progressive des POP dans l'agriculture. Ce projet de cinq ans qui a démarré en 2011 a bien avancé au cours de l'année. Le Burundi a tenu un atelier à l'intention de 45 participants de diverses institutions, notamment des entreprises privées. Un atelier en Ouganda a rassemblé 35 femmes et hommes représentant des institutions publiques et le secteur privé. Des campagnes ciblées de sensibilisation aux meilleures techniques disponibles et aux meilleures pratiques environnementales ont été menées au deuxième semestre au niveau national, et un voyage d'étude a été organisé pour permettre aux personnels de la Kombolcha Textile Share Company en Éthiopie d'apprendre comment éliminer les teintures nocives et d'autres pratiques dangereuses pour l'environnement. Quinze entreprises en République-Unie de Tanzanie et au Swaziland ont obtenu des autorisations de traitement de déchets pour continuer d'appliquer des pratiques viables.

Réduction de l'utilisation de mercure au titre de la Convention de Minamata

La Convention de Minamata sur le mercure est le premier accord mondial visant spécifiquement à lutter contre la pollution par les métaux lourds. Elle traite des questions relatives à l'utilisation et au rejet de mercure, notamment le commerce, les utilisations industrielles, et les grandes sources d'émissions atmosphériques et de rejets de mercure dans l'environnement, ainsi que le stockage à long terme et l'élimination du mercure et de ses composés. L'ONUDI a contribué activement aux négociations en amont de la ratification de la Convention et participe encore étroitement aux travaux connexes en tant qu'organisme d'exécution.

L'ONUDI est, au sein du Programme interorganisations pour la gestion rationnelle des produits chimiques (IOMC), le chef de file pour la mise en œuvre des activités habilitantes menées au titre de la Convention. Ces activités comprennent les évaluations initiales et l'élaboration des plans d'action nationaux dans le secteur de l'extraction d'or artisanale et à petite échelle.

À gauche: En Côte d'Ivoire, un projet visant à réduire les risques de contamination par le mercure provenant de l'extraction d'or artisanale et à petite échelle arrivera à terme en 2016 au troisième trimestre. *À droite:* Extraction d'or artisanale et à petite échelle au Mozambique

Mise en œuvre au niveau national

Une évaluation initiale menée au titre de la Convention de Minamata, qui sera effectuée au cours des deux prochaines années au Tchad, complétera les efforts engagés par le pays pour réduire l'exposition des êtres humains et de l'environnement au mercure. D'autres pays ont ratifié la Convention au cours de l'année, à savoir la Jordanie, le Koweït et le Samoa. L'ONUDI a également fait des progrès au cours de l'année dans la mise en œuvre des activités habilitantes en Colombie et aux Comores. Le premier atelier sous-régional visant à aider les pays à ratifier et à mettre en œuvre la Convention de Minamata s'est tenu à Apia en janvier et a été ouvert par le Premier Ministre du Samoa.

D'autres activités habilitantes ont été approuvées par le FEM en cours d'année pour le Gabon et le Mozambique (plan d'action national sur le mercure dans l'extraction d'or artisanale et à petite échelle), Cabo Verde, le Népal et Sao Tomé-et-Principe (évaluation initiale), la Tunisie (amélioration de la gestion du mercure), ainsi que des projets régionaux couvrant, d'une part, la Guinée, le Mali et le Sénégal et, d'autre part, le Bénin, le Burkina Faso, le Niger et le Togo (évaluation initiale en Afrique francophone). De premiers ateliers ont également eu lieu en Arménie, où les participants ont été formés à dresser des inventaires, ainsi qu'en Chine, au Nigéria et au Viet Nam. Un accord interinstitutions avec l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche est en cours d'établissement pour une formation au Yémen.

Extraction d'or artisanale et à petite échelle

Un projet régional au Burkina Faso, au Mali et au Sénégal visant à diminuer l'impact sanitaire et environnemental de l'extraction d'or artisanale et à petite échelle, par la réduction des émissions de mercure et la promotion de la gestion rationnelle des produits chimiques, s'achèvera en septembre 2016. Un autre projet en Côte d'Ivoire, destiné à réduire les risques de contamination par le mercure provenant de l'extraction d'or artisanale et à petite échelle, arrivera à terme au troisième trimestre 2016, tandis qu'un projet similaire au Mali touche à sa fin. L'ONUDI encourage en outre la prise de mesures intégrées permettant de limiter au maximum les rejets de mercure de l'extraction d'or artisanale et à petite échelle en Équateur et au Pérou.

Procédés industriels

Des projets visant à protéger la santé humaine et l'environnement, en réduisant les émissions de mercure et en promouvant la gestion rationnelle des produits chimiques, se poursuivent en Mongolie et aux Philippines. En Chine, un projet similaire financé par le FEM dans le secteur de la fonderie de zinc a été achevé en 2015. En Amérique latine et dans les Caraïbes, l'ONUDI exécute un projet sur les déchets de mercure en Argentine. De nouvelles propositions de projet ont été formulées au cours de l'année pour le Nigéria, Sri Lanka et la Turquie, et ont été approuvées par les Gouvernements concernés.

Photo de droite: Mohamed Abdalla Mohamed SALIM, expert national du Soudan qui forme ses homologues (de l'Administration de la pêche maritime) dans le service et la maintenance des navires utilisés pour étudier les ressources marines renouvelables.

5. GESTION DES SERVICES DE L'ONUDI

Nous sommes impressionnés par l'action de transformation et de gestion axée sur les résultats menée [à l'ONUDI] et par les efforts en cours pour faire plus avec moins de ressources.

Bente Angell-Hansen, Ambassadrice et Représentante permanente de la Norvège auprès de l'ONUDI, à la seizième session de la Conférence générale de l'ONUDI

Nous nous réjouissons de l'Initiative de l'ONUDI pour la transparence et du lancement, à la présente session de la Conférence générale, de la Plate-forme de données ouvertes. L'Argentine a participé aux travaux du groupe qui a aidé à concevoir cet outil qui permettra, d'une part, aux gouvernements de se tenir au courant de manière précise de l'état d'avancement de chaque projet et, d'autre part, à la société civile d'obtenir des informations détaillées sur les activités importantes menées par l'Organisation.

Rafael Mariano Grossi, Ambassadeur et représentant permanent de l'Argentine auprès de l'ONUDI, à la seizième session de la Conférence générale de l'ONUDI

Je suis également très heureux d'entendre que l'ONUDI s'engage à renforcer sa transparence et à favoriser, à travers la Plate-forme de données ouvertes, l'accès à l'information, notamment sur les programmes et projets qu'elle mène partout dans le monde.

Fernando Fruoso de Melo, Directeur général, Direction générale de la coopération internationale et du développement, Commission européenne

Le présent chapitre donne une brève description des services d'appui de l'ONUDI, sans lesquels aucune des activités présentées dans les quatre précédents chapitres n'aurait été possible. Toutefois, pour des raisons de coût et pour faire autant de place que possible à la présentation des activités de fond, les activités relatives à la gestion sont décrites de manière un peu plus succincte que par le passé.

Le montant des contributions volontaires versées pour les services de l'ONUDI a augmenté pour la quatrième année.

FINANCEMENT

En 2015, les dépenses de coopération technique se sont élevées à 174,7 millions de dollars, augmentation qui reflète l'efficacité des efforts entrepris par l'ONUDI pour obtenir plus de gains d'efficacité dans un contexte de baisse des contributions à son budget ordinaire.

Le financement des services de l'ONUDI est en hausse pour la quatrième année consécutive et, sauf indication contraire, il a atteint, à l'exclusion des dépenses d'appui, un montant net approuvé de 205 millions de dollars pour les activités de coopération technique en 2015 et au-delà. C'est le deuxième montant le plus élevé enregistré dans l'histoire de l'Organisation et il représente une augmentation de 7,2 % par rapport au montant déjà élevé des contributions volontaires allouées en 2014.

D'un point de vue géographique, les contributions volontaires ont été principalement allouées, pour un montant net de 66,9 millions de dollars, à des projets et programmes en Afrique, suivie par l'Asie et le Pacifique (49,6 millions de dollars), les pays arabes (28,3 millions de dollars), l'Europe et l'Asie centrale (19 millions de dollars) et l'Amérique latine et les Caraïbes (14,2 millions de dollars), les activités interrégionales et mondiales, elles, représentant un montant de 27,1 millions de dollars.

Sur le plan thématique, la tendance des dernières années s'est maintenue de manière générale, un montant net de 121,5 millions de dollars de contributions affectées à des fins spécifiques par les donateurs étant allé aux projets dans les domaines de l'environnement et de l'énergie, 56,3 millions de dollars aux activités relatives à la réduction de la pauvreté grâce à des activités productives, 20,6 millions de dollars aux projets relatifs au renforcement des capacités commerciales et 6,4 millions de dollars aux domaines d'intervention intersectoriels de l'Organisation. Les principaux contributeurs dans les domaines de l'environnement et de l'énergie sont restés le FEM, avec des budgets de projet en augmentation nette de 75,2 millions de dollars, montant record sans précédent, et le Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal, avec 31,9 millions de dollars.

Les fonds versés par les gouvernements et les institutions, restés pratiquement au niveau élevé

de 2014, ont atteint 92,4 millions de dollars, 13 donateurs ayant apporté chacun une contribution de plus d'un million de dollars. Une fois encore, le plus gros contributeur était l'Union européenne avec des budgets de projet en augmentation nette de 31,2 millions de dollars, qui ont été affectés en priorité à de grands projets de coopération technique dans les pays d'Afrique subsaharienne et dans la région méditerranéenne.

Les autres principaux contributeurs en montants nets de projets approuvés supérieurs à un million de dollars étaient la Suisse (11,8 millions de dollars) et le Japon (6,9 millions de dollars), suivis par la Chine (4,9 millions de dollars), la Norvège et la Suède (3,4 millions de dollars chacune), l'Italie (3,2 millions de dollars), la Fédération de Russie (2,7 millions de dollars), le Nigéria (2,5 millions de dollars), la République de Corée (2,3 millions de dollars), le Canada (2,2 millions de dollars), l'Égypte (1,6 million de dollars) et l'Allemagne (1,1 million de dollars). (On trouvera à l'appendice B la répartition par région et par priorité thématique des projets approuvés par les gouvernements et l'Union européenne.)

Les montants disponibles pour l'exécution future de projets se chiffraient à 475,8 millions de dollars. Le niveau des versements futurs au titre des accords conclus et les fonds programmables des donateurs étaient de 173,8 millions, soit une baisse de 5 % par rapport à 2014. Si une telle situation devrait permettre à l'ONUDI de maintenir un niveau de prestation de services presque similaire en 2016, elle exige aussi de ses partenaires qu'ils aident davantage l'Organisation à renforcer ses capacités de base pour répondre aux attentes et demandes accrues de ses membres dans le contexte du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Fonds pour l'environnement mondial

Le partenariat entre l'ONUDI et le FEM s'est considérablement renforcé ces dernières années. Ainsi, en 2015, les projets financés par le FEM ont compté pour presque 30 % de l'ensemble des activités de coopération technique de l'Organisation. Pour de plus amples détails, prière de se reporter au chapitre 4.

Les projets mis en œuvre dans le contexte actuel établissent un lien entre le mandat de l'Organisation relatif à la promotion du développement industriel inclusif et durable avec certains domaines d'intervention du FEM, à savoir l'atténuation des changements climatiques, les produits chimiques et les déchets, et les eaux internationales. Depuis 2014, l'ONUDI participe à l'élaboration de projets relatifs à l'adaptation aux changements climatiques. Deux premiers projets, dont la mise en œuvre devrait démarrer début 2016, ont été élaborés à cet égard en 2015 pour le Pakistan et l'Ouganda.

Suite aux consultations qu'ils ont menées en cours d'année, le Directeur général et le Président-Directeur général du FEM sont parvenus à un accord de coopération sur les interventions prioritaires au titre du FEM-6, à savoir les programmes d'approche intégrée sur les villes durables et sur la sécurité alimentaire.

La réunion du Conseil du FEM tenue en mai a confirmé que l'Organisation respectait pleinement les normes fiduciaires actuellement applicables du FEM, sa politique de sauvegarde environnementale et sociale et sa politique d'égalité des sexes. Cette conformité aux normes permet à l'ONUDI d'être admissible à la procédure d'accréditation rapide de l'un des principaux partenaires qu'est le Fonds vert pour le climat, ce qui devrait se traduire par l'élaboration conjointe de grands programmes dans les domaines de l'adaptation aux changements climatiques et de leur atténuation.

Protocole de Montréal

Les budgets de projets au titre du Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal ont atteint 31,9 millions de dollars, soit une augmentation nette de plus de 10 % par rapport à 2014. À la demande du Comité exécutif du Fonds et en concertation avec les pays concernés, l'ONUDI a continué d'élaborer des propositions de projet axées sur l'introduction de nouvelles technologies plus économes en ressources et sans effet nuisible pour le climat et l'ozone. Des projets de démonstration sont en cours d'exécution pour tester les technologies appropriées utilisant des réfrigérants naturels, l'objectif étant de reproduire et de renforcer ce type d'intervention dans l'avenir (voir également chap. 4).

Contributions au titre de fonds d'affectation spéciale multipartites

Par rapport à 2014, les contributions au titre de fonds d'affectation spéciale multipartites versées pour les services de coopération technique de l'Organisation ont légèrement augmenté pour s'établir à 3,4 millions de dollars. Cette évolution s'explique principalement par l'augmentation des contributions du Fonds pour la consolidation de la paix passées à 1,4 million de dollars, alors que celles des

programmes exécutés au titre de l'initiative "Unis dans l'action" et de fonds d'affectation spéciale multipartites se sont maintenues au même niveau qu'en 2014 avec des montants nets de projets approuvés de 1,9 million de dollars, toutes choses qui montrent que ces deux dernières sources de financement restent marginales dans le portefeuille de l'ONUDI.

Fonds d'affectation spéciale gérés par l'ONUDI

Le Directeur général a imprimé un nouvel élan à la mobilisation de contributions volontaires à des fins génériques avec la création du Fonds d'affectation spéciale pour les partenariats, qui devrait contribuer à l'élaboration, à la coordination et au lancement de programmes de partenariat entre pays, ainsi qu'à l'organisation des activités de forum mondial visant à promouvoir des initiatives de partenariat axées principalement sur les gouvernements, le secteur privé et les institutions de financement du développement, l'objectif étant de favoriser le développement industriel inclusif et durable par des mesures concrètes. Des contributions ont déjà été reçues de la Chine (4 millions de dollars, y compris pour les dépenses d'appui en 2015), de la Fédération de Russie (246 709 euros) et de l'Italie (151 994 euros). Le Gouvernement mexicain a par ailleurs versé des contributions au Fonds d'affectation spéciale pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

L'ONUDI continue d'encourager ses États membres à consentir des contributions supplémentaires à ses fonds d'affectation spéciale afin qu'elle puisse disposer des ressources flexibles nécessaires pour faire droit à leurs demandes avec diligence et efficacité.

APPROBATION ET SUIVI DES PROGRAMMES

Au cours de l'année, sur les 118 programmes et projets qui ont été soumis au Conseil exécutif, 116 ont été approuvés et un seul devra être soumis une nouvelle fois avant qu'une décision ne soit prise. Le taux d'approbation global (98 %) est plus élevé que ceux de 2012 (91 %), de 2013 (88 %) et de 2014 (95 %), et nettement supérieur à ceux de 2010 (75 %) et de 2011 (79 %). L'introduction d'une liste de contrôle rigoureux et transversal a permis d'assurer la qualité des projets et d'avoir des taux d'approbation beaucoup plus élevés que les années précédentes. Sur l'ensemble des projets soumis au cours de l'année, 33 % devaient être exécutés en Afrique, 19 % en Asie et dans le Pacifique, 8 % en Europe et en Asie centrale, 14 % dans les pays arabes et 8 % en Amérique latine et dans les Caraïbes. Les projets mondiaux et interrégionaux ont représenté 18 % des programmes et projets soumis. S'agissant de la répartition par domaine thématique, 38 % du nombre total des projets présentés concernaient l'environnement et l'énergie, 33 % la réduction de la pauvreté, 10 % le renforcement des capacités commerciales et 19 % les programmes et projets transversaux.

ÉVALUATION

En décembre 2014, l'Assemblée générale a adopté une résolution historique sur le renforcement des capacités en vue de l'évaluation des activités de développement au niveau des pays, puis proclamé 2015 Année internationale de l'évaluation. Pour marquer cette occasion, l'ONUDI, en collaboration avec les organisations

Proportion de programmes et projets soumis au Conseil exécutif en 2015, par région

Proportion de programmes et projets soumis au Conseil exécutif en 2015, par domaine thématique

sises à Vienne et le Programme autrichien de coopération pour le développement, a organisé en avril une table ronde de haut niveau consacrée au rôle de l'évaluation dans l'élaboration de politiques fondées sur des données factuelles. Le thème retenu était "Accountability and learning — the need for results and impact" (Responsabilisation et acquisition de connaissances: exigence de résultats et impact).

En tant que membre du Groupe des Nations Unies pour l'évaluation, l'ONUDI a pris part à la réunion générale annuelle du Groupe, ainsi qu'au séminaire organisé en mars à New York par son équipe chargée de l'échange de pratiques d'évaluation, sur des questions comme la prise en compte de l'égalité des sexes et des droits de l'homme dans l'évaluation, l'utilisation de méthodes mixtes d'évaluation, la conception et la gestion d'évaluations thématiques et le développement des capacités nationales d'évaluation.

Au cours de l'année, l'ONUDI a mené des évaluations de pays en Indonésie, en Thaïlande et en Tunisie, des évaluations thématiques sur ses activités dans le domaine du développement des entreprises et de la création d'emplois, y compris pour les femmes et les jeunes, ainsi que sur des projets mis en œuvre au titre du Protocole de Montréal, en particulier dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, d'Europe et d'Asie centrale. Elle a conduit des évaluations indépendantes en fin de projet pour des projets financés par le FEM et assumé des fonctions d'appui et d'assurance qualité dans le cadre de l'évaluation de projets et programmes autonomes et des examens indépendants à mi-parcours de projets du FEM. Elle a en outre organisé un atelier de quatre jours en Colombie à l'intention des pays d'Amérique latine et des Caraïbes pour renforcer les capacités d'évaluation des ministères concernés.

Comme suite à l'adoption des objectifs de développement durable, la fonction d'évaluation indépendante à l'ONUDI devrait permettre, grâce à des évaluations thématiques stratégiques et des évaluations de projets et programmes sur la mise en œuvre de l'objectif 9 et des objectifs de développement durables relatifs à l'industrie, d'identifier ce qui marche et ce qui ne marche pas et de tirer des enseignements des résultats et des expériences de mise en œuvre du portefeuille de programmes et projets de l'Organisation, le but étant de favoriser l'acquisition permanente de connaissances, la responsabilisation et l'excellence.

GESTION DES EFFECTIFS

Au cours de l'année, l'ONUDI a été étroitement associée, avec les autres organisations appliquant le régime commun, à l'étude de deux questions, à savoir l'examen approfondi par la Commission de la fonction publique internationale de l'ensemble des prestations offertes aux fonctionnaires de la catégorie des administrateurs et aux fonctionnaires de rang supérieur et le relèvement à 65 ans de l'âge de départ obligatoire à la retraite des fonctionnaires en activité. L'ONUDI a été choisie pour participer à l'exécution d'un projet pilote du réseau ressources humaines sur les services communs et partagés et les normes de recrutement et de sélection du personnel recruté localement dans les pays pilotes participant à la mise en œuvre de l'initiative "Unis dans l'action". Elle a également contribué, avec les autres organisations appliquant le régime commun, à un examen des normes opérationnelles minimales en vigueur pour la sûreté des résidences, ainsi que des normes de sécurité pour les voyages autorisés en avion.

À l'échelle de l'Organisation, l'ONUDI a analysé les résultats de la première phase de l'examen de son cadre de gestion des ressources humaines et pris un ensemble de nouvelles mesures visant à mieux organiser et à valoriser les carrières des fonctionnaires, ainsi qu'à faciliter la planification de la relève. La deuxième phase de l'examen est intervenue en milieu d'année avec la participation de fonctionnaires désignés par l'administration et le conseil du personnel. Les questions traitées concernaient les politiques et les systèmes, notamment le système de classement des postes, le cadre de compétences, un système de suivi du comportement professionnel visant, entre autres, à identifier les sources de remontée d'information, la politique de rotation, la préservation des connaissances techniques et institutionnelles et les systèmes de récompense du mérite et de promotion au mérite.

Au cours de l'année, une étude a été menée sur l'appui aux programmes dans le cadre d'une nouvelle initiative. Au total, 420 réponses ont été reçues du siège, des bureaux extérieurs et des Bureaux de l'ONUDI à Bruxelles, à Genève et à New York, ce qui représente près de la moitié des fonctionnaires. Des propositions d'amélioration ont ainsi été formulées et sont en cours d'application dans les domaines suivants: assurer la mise au point d'une approche unifiée et cohérente; réduire le temps de réaction et de réponse; renforcer le souci du client; promouvoir la formation et la communication; et améliorer la cohérence de l'interprétation des règles et des réglementations. L'ONUDI a également instauré à titre

pilote des dossiers administratifs électroniques. Au nombre des initiatives qui seront mises en œuvre en 2016, on peut citer également une nouvelle approche d'initiation et d'orientation et un programme révisé de perfectionnement du personnel.

D'autres questions ont fait l'objet de discussions en cours d'année: une politique concernant les voyages et une politique contre le harcèlement et la discrimination, les limites du tableau d'effectifs laissant supposer une mise en œuvre incomplète du système interne d'administration de la justice. Le gel des recrutements entré en vigueur au cours de l'année a compromis la recherche de nouveaux talents en vue d'attirer des ressources humaines qualifiées. Pour ce qui est des compétences externes, l'Organisation a pris des dispositions pour élargir son propre vivier de talents en s'offrant les services d'un cabinet extérieur de recrutement.

Sécurité du personnel

Cette année a été marquée par une recrudescence des conflits et par le terrorisme mondial, ce qui pose des défis de sécurité sans précédent pour les activités et opérations de l'ONUDI qui sont généralement menées dans des environnements à haut risque. L'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest a suscité, pendant une longue période, la prise de mesures de sécurité extraordinaires pour les voyages et manifestations dans la région. L'ONUDI a toutefois réussi à assurer la sécurité et la sûreté de ses fonctionnaires et experts, affectés ou en mission, dans les pays confrontés à toute une série de crises et de situations d'urgence. De nouvelles politiques de sécurité ont été adoptées concernant les voyages autorisés, notamment par avion, ainsi que des lignes directrices sur la sûreté, la sécurité et la gestion des crises au Centre international de Vienne. Les fonctionnaires ont suivi des formations sur les risques liés à l'épidémie d'Ebola, la prévention et la sécurité de manière générale. L'ONUDI a ainsi pu maintenir ses programmes et projets de coopération technique dans les pays confrontés à de graves situations de sécurité. À l'échelle du système, elle a participé activement à l'élaboration et à la mise en œuvre des nouvelles politiques de sécurité promulguées dans le cadre du système de gestion de la sécurité des organismes des Nations Unies.

La réunion des conseillers juridiques, qui a duré deux jours, avait pour objet de favoriser la coopération sur les questions juridiques au sein du système des Nations Unies.

PROCESSUS ET SERVICES D'APPUI

Le progiciel de gestion intégré (PGI) de l'ONUDI est géré par une unité spéciale d'appui aux systèmes et processus. Au cours de l'année, des améliorations ont été apportées au PGI pour améliorer l'efficacité et l'efficience opérationnelles. L'ensemble du système a notamment fait l'objet d'une importante mise à niveau dans sa toute dernière version qui l'a rendu plus simple et plus accessible aux utilisateurs et qui a permis d'intégrer de nouvelles caractéristiques et fonctionnalités. Afin de réduire le coût total de l'appropriation et d'améliorer la qualité et la couverture des services, l'ONUDI a externalisé certains services du PGI en début d'année. Les améliorations apportées aux systèmes et processus ont contribué à faciliter la gestion du portefeuille et des projets, les achats, la gestion des ressources humaines et financières, les voyages et la gestion des connaissances et la coopération. L'ONUDI a été l'une des premières organisations à avoir adopté l'interface de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies qui automatise la présentation de rapports et la transmission de données.

En mai, une initiative a été lancée à l'échelle de l'Organisation pour accroître la transparence des activités. Elle comprend la mise en œuvre de nouvelles plates-formes de communication d'informations et de suivi pour les parties concernées, en particulier les États membres, les donateurs, les partenaires dans le cadre du développement industriel inclusif et durable et le grand public. L'Extranet destiné aux États membres comporte un certain nombre de nouveautés comme le tableau de bord général de l'ONUDI qui couvre les domaines d'activité principaux de l'Organisation. La nouvelle Plate-forme de données ouvertes, que l'on peut consulter à l'adresse: https://open.unido.org, établit une carte du monde interactive, avec des informations détaillées, regroupées par région et par pays, sur les programmes et projets en cours, y compris les chiffres relatifs aux activités, les résultats et les produits des projets, les délais d'exécution, des renseignements concernant les gestionnaires de projets et l'application du principe d'égalité des sexes. Des documents de projets et autres textes connexes, ainsi que des données statistiques sur les pays et les donateurs

viennent compléter ces informations. En 2016, l'ONUDI compte étoffer encore le corpus des informations dont elle dispose et s'associer à l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide, reconnue aujourd'hui à l'échelle mondiale.

La Plate-forme opérationnelle pour le développement industriel inclusif et durable est un portail dynamique destiné à promouvoir le mandat de l'ONUDI, notamment le renforcement de l'approche de partenariat. Elle aidera à mobiliser et à coordonner les ressources pour la mise en œuvre du développement industriel inclusif et durable, à promouvoir des possibilités d'investissement spécifiques et à faciliter la mise en relation des différentes parties prenantes. Un nouveau partenariat dans le secteur privé, avec l'entreprise SAP®, facilite une coopération et des consultations étroites sur des questions d'intérêt commun.

Comme suite à la nomination du chef de son unité d'appui aux systèmes et processus comme Vice-Président du groupe d'intérêt PGI-SIG récemment constitué à l'échelle du système des Nations Unies, qui réunit l'ensemble des organisations internationales utilisant différents PGI, l'ONUDI devrait jouer un rôle de chef de file dans les relations avec l'entreprise SAP® sur des questions stratégiques et opérationnelles.

SERVICES JURIDIQUES

En mai, l'ONUDI a accueilli à Vienne une réunion de deux jours sur le renforcement de la coordination juridique et de l'appui interinstitutions. Y ont participé les conseillers juridiques de plus de 20 institutions spécialisées et organismes apparentés sous la houlette du Secrétaire général adjoint aux affaires juridiques et Conseiller juridique de l'ONU. La réunion a examiné des sujets comme les privilèges et immunités, les accords avec les donateurs et la protection de la propriété intellectuelle par les organisations internationales. Le Bureau des affaires juridiques de l'ONUDI veille à ce que toutes les activités et programmes soient conformes aux aspects internes et externes du cadre juridique de l'Organisation. Il veille à la bonne conduite des affaires de l'Organisation, en promouvant la primauté du droit à la fois en son sein et dans ses rapports avec les gouvernements, organisations, entreprises et particuliers, et en assurant la protection et la défense de ses positions juridiques, droits et intérêts.

SENSIBILISATION ET MOBILISATION

L'essentiel de l'action de sensibilisation et de mobilisation que mène l'Organisation a consisté tout d'abord à accompagner et à encourager les débats sur le programme de développement pour l'après-2015 dans la perspective du Sommet des Nations Unies sur le développement durable, puis à promouvoir le Programme 2030 et les 17 objectifs de développement durable qui y ont été adoptés. Grâce à toute une série de manifestations et d'activités de forum mondiales organisées en cours d'année, l'Organisation a pu diffuser des messages clefs et faire largement connaître ses activités, notamment son Programme de partenariat entre pays.

Dans le cadre du programme d'ambassadeurs de bonne volonté de l'Organisation, plusieurs personnalités publiques, chefs d'entreprises et industriels de diverses régions du monde ont été nommées pour améliorer la visibilité, l'image et le rayonnement de l'ONUDI dans le monde, tant auprès des gouvernements qu'auprès du secteur privé. L'Organisation a ainsi pu tirer parti des activités de mobilisation menées par HAI Helen de Chine, Présidente-Directrice générale de l'initiative Made in Africa et conseillère des Gouvernements éthiopien, rwandais et sénégalais sur la promotion des investissements et l'industrialisation. Janne Vangen Solheim, Présidente-Directrice générale de la société norvégienne de fabrication de vêtements Janusfabrikken AS, a été nommée Ambassadrice de bonne volonté de l'ONUDI pour l'industrie et Marc van Montagu, de l'Institut belge de Vlaams pour la biotechnologie, Ambassadeur de bonne volonté pour l'agribusiness, tandis que Marcos Pontes, astronaute brésilien, mène des campagnes de sensibilisation sur l'industrie durable dans son pays.

Pour susciter l'intérêt du public sur les questions de développement industriel dans le monde, trois numéros du magazine *Making It* ont été publiés et de nombreux étudiants de troisième cycle de divers pays ont pu suivre des cours et des présentations sur le mandat et les activités de l'Organisation à l'occasion de visites en groupe.

L'ONUDI a considérablement renforcé sa présence dans les médias sociaux: son compte Twitter a atteint 48 000 abonnés et ses pages Facebook ont enregistré plus de 10 000 visiteurs par semaine. Les vidéos produites et postées sur YouTube ont été regardées plus de 250 000 fois. Les échanges sur LinkedIn ont contribué à la constitution d'un réseau de 25 000 professionnels, et la collection d'images en ligne accessibles sur flickr compte aujourd'hui 3 000 photos illustrant les activités de forum mondial et les interventions de l'ONUDI sur le terrain. En outre, le site Web public de l'ONUDI,

outil d'information essentiel qui attire jusqu'à un million de visiteurs chaque année, a été rationnalisé et modernisé.

SERVICES D'APPUI

Gestion des bâtiments

Avec une équipe de plus de 111 spécialistes et membres du personnel d'appui qualifiés en ingénierie civile, électrique et électronique, et en climatisation, l'ONUDI assure, dans des conditions de sûreté, l'exploitation et l'entretien de l'intégralité du complexe du Centre international de Vienne pour le compte des organisations internationales qui y ont leurs bureaux. Le budget biennal résultant du partage des coûts du Service des bâtiments s'élève à environ 42 millions de dollars et le budget annuel consacré à l'exécution du projet relatif aux réparations et remplacements importants à 3,5 millions de dollars. Un budget biennal supplémentaire de près de 10 millions de dollars est affecté aux projets spéciaux des différentes organisations internationales sises au Centre international de Vienne.

Au cours de l'année, le Service des bâtiments a introduit un système plus efficace de ticket pour gérer les 25 000 demandes de travail qu'il doit traiter chaque année. Pour réduire de façon substantielle les coûts de communication et améliorer l'accès à l'Internet, des mesures ont été prises, notamment l'installation d'un standard autonome et d'un système de facturation pour l'ONUDI, la mise en place d'un système de communication mondial par protocole Internet, des améliorations de l'accès sans fil à Internet dans les bâtiments A et B, l'ouverture d'un nouveau centre de données pour l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et l'installation de 90 nouveaux points d'accès WLAN dans les bâtiments D et E. Un certain nombre de parties du complexe ont fait l'objet de rénovations, les kitchenettes des bâtiments A et B et les sanitaires de certaines parties des bâtiments F et G notamment. Un nouveau système de surveillance et de contrôle des ascenseurs a été mis en place et plusieurs ascenseurs modernisés. Des réparations et remplacements importants d'équipement ont eu lieu concernant le chauffage et la climatisation, le système d'évacuation et de pompage de l'eau, les canalisations et les portes coupe-feu.

Autres mesures d'économie

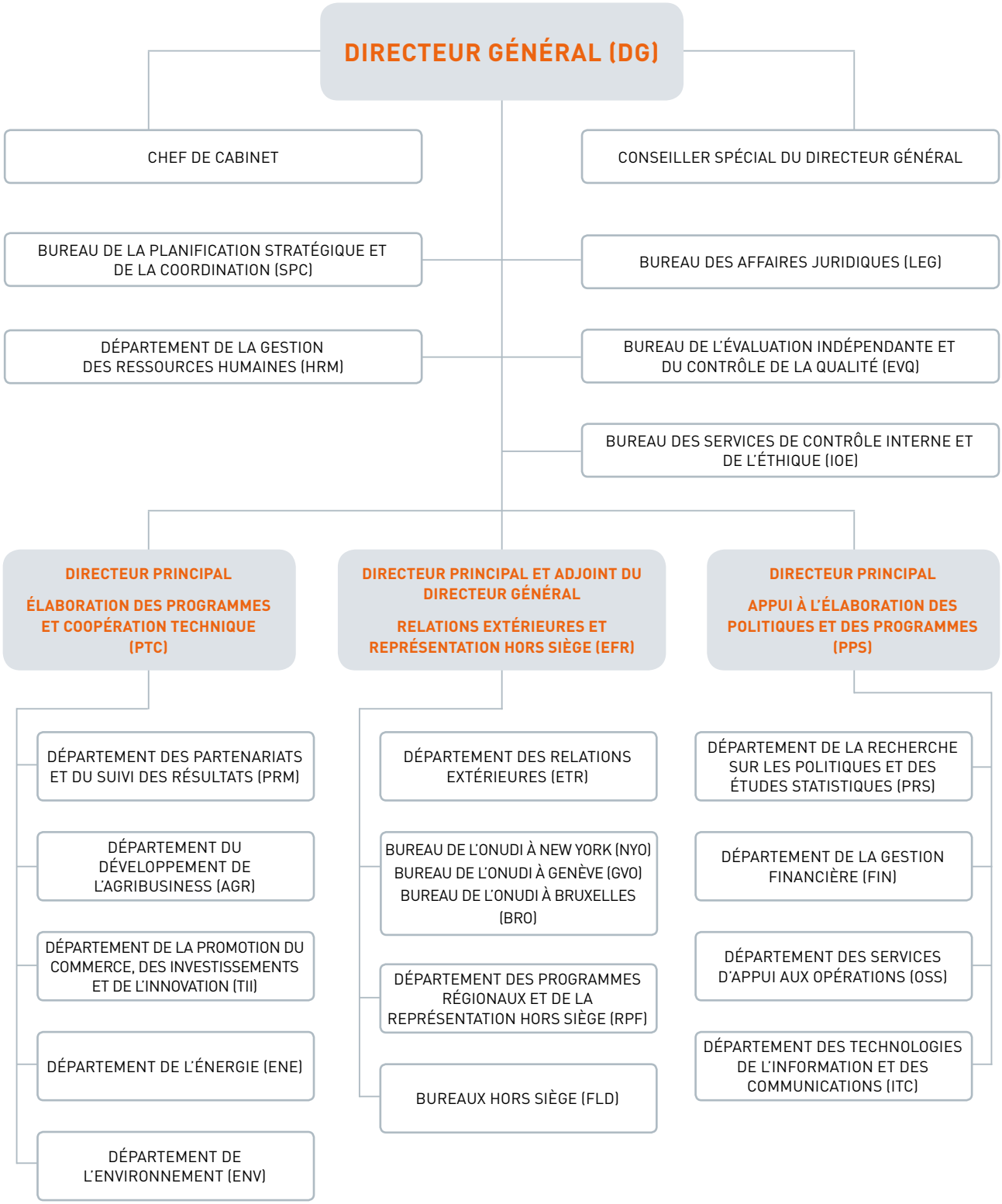
Au cours de l'année, l'ONUDI s'est attachée à appliquer des mesures d'économie dans les opérations effectuées au siège, qu'il s'agisse des voyages, des coûts de communication ou de l'adoption de mesures visant à garantir une efficacité et une performance plus grandes sur le lieu de travail. Une nouvelle politique concernant les voyages a été formulée et mise en application en mars: elle ramène au même niveau les taux de subsistance journalière accordés à tous les fonctionnaires de l'Organisation se rendant en mission hors de leur lieu d'affectation. Grâce à une approche centralisée des réservations en ligne, des économies ont pu être dégagées sur les frais de transactions. La téléphonie IP a été installée dans plus de 10 bureaux extérieurs, ce qui permet aux fonctionnaires de ces bureaux d'entrer en contact gratuitement avec le siège; des tarifs moins élevés ont pu être négociés pour les visioconférences. Des lignes directrices ont été établies sur les moyens de faire des économies sur les frais de roaming des appels autorisés sur les téléphones portables et les organisations internationales sises au Centre international de Vienne sont convenues d'un contrat conjoint pour l'achat de fournitures de bureaux. Des discussions sur la réduction des frais généraux de communication devraient également permettre de dégager des économies substantielles les prochaines années.

ÉTATS MEMBRES DE L'ONUDI[1]

Afghanistan
Afrique du Sud
Albanie
Algérie
Allemagne
Angola
Arabie saoudite
Argentine
Arménie
Autriche
Azerbaïdjan
Bahamas
Bahreïn
Bangladesh
Barbade
Bélarus
Belgique
Belize
Bénin
Bhoutan
Bolivie (État plurinational de)
Bosnie-Herzégovine
Botswana
Brésil
Bulgarie
Burkina Faso
Burundi
Cabo Verde
Cambodge
Cameroun
Chili
Chine
Chypre
Colombie
Comores
Congo
Costa Rica
Côte d'Ivoire
Croatie
Cuba
Danemark
Djibouti
Dominique
Égypte
El Salvador
Émirats arabes unis
Équateur
Érythrée
Espagne
Éthiopie
Ex-République yougoslave de Macédoine
Fédération de Russie
Fidji
Finlande
Gabon
Gambie
Géorgie
Ghana
Grèce
Grenade
Guatemala
Guinée
Guinée-Bissau
Guinée équatoriale
Guyana
Haïti
Honduras
Hongrie
Îles Marshall
Inde
Indonésie
Iran (République islamique d')
Iraq
Irlande
Israël
Italie
Jamaïque
Japon
Jordanie
Kazakhstan
Kenya
Kirghizistan
Koweït
Lesotho
Liban
Libéria
Libye
Luxembourg
Madagascar
Malaisie
Malawi
Maldives
Mali
Malte
Maroc
Maurice
Mauritanie
Mexique
Monaco
Mongolie
Monténégro
Mozambique
Myanmar
Namibie
Népal
Nicaragua
Niger
Nigéria
Norvège
Oman
Ouganda
Ouzbékistan
Pakistan
Panama
Papouasie-Nouvelle-Guinée
Paraguay
Pays-Bas
Pérou
Philippines
Pologne
Qatar
République arabe syrienne
République centrafricaine
République de Corée
République de Moldova
République démocratique du Congo
République démocratique populaire lao
République dominicaine
République populaire démocratique de Corée
République tchèque
République-Unie de Tanzanie
Roumanie
Rwanda
Sainte-Lucie
Saint-Kitts-et-Nevis
Saint-Vincent-et-les Grenadines
Samoa
Sao Tomé-et-Principe
Sénégal
Serbie
Seychelles
Sierra Leone
Slovaquie
Slovénie
Somalie
Soudan
Sri Lanka
Suède
Suisse
Suriname
Swaziland
Tadjikistan
Tchad
Thaïlande
Timor-Leste
Togo
Tonga
Trinité-et-Tobago
Tunisie
Turkménistan
Turquie
Tuvalu
Ukraine
Uruguay
Vanuatu
Venezuela (République bolivarienne du)
Viet Nam
Yémen
Zambie
Zimbabwe

[1] Au 31 décembre 2015.

ORGANIGRAMME DE L'ONUDI



*Commencé en septembre 2015, le processus de restructuration s'est achevé en janvier 2016.

ABRÉVIATIONS

ACP	Afrique, Caraïbes et Pacifique
ASDI	Agence suédoise de coopération internationale au développement
BAsD	Banque asiatique de développement
BPIT	Bureaux de promotion des investissements et de la technologie
BRICS	Brésil, Fédération de Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud
BSTP	Bourses de sous-traitance et de partenariat
CCI	Centre du commerce international
CEA	Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEI	Commission électrotechnique internationale
CO_2	Dioxyde de carbone
COMFAR	Modèle informatisé pour l'analyse et l'évaluation des études de faisabilité
COP21	Vingt et unième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, dite également Conférence de Paris 2015 sur le climat
CRTC	Centre et Réseau des technologies climatiques
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FIDA	Fonds international de développement agricole
GNUD	Groupe des Nations Unies pour le développement
HCFC	Hydrochlorofluorocarbones
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
ID3A	Initiative pour le développement de l'agribusiness et des agro-industries en Afrique
IIAAS	Institut international d'analyse appliquée des systèmes
ISO	Organisation internationale de normalisation
MPME	Micro-, petites et moyennes entreprises
Norad	Agence norvégienne de coopération pour le développement
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OIT	Organisation internationale du Travail
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONU-Femmes	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
PCP	Programmes de partenariat entre pays
PEID	Petits États insulaires en développement
PGI	Progiciel de gestion intégré
PMA	Pays les moins avancés
PME	Petites et moyennes entreprises
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
POP	Polluants organiques persistants
SECO	Secrétariat d'État à l'économie de la Suisse
sida	Syndrome d'immunodéficience acquise
SIDS DOCK	Initiative des énergies durables et de la résilience aux changements climatiques des petits États insulaires en développement
UE	Union européenne
UIT	Union internationale des télécommunications
VIH	Virus de l'immunodéficience humaine

Imprimé en Autriche
V.16-02035 — Juillet 2016 — 80

ISSN 1020-7661
IDB.44/2-PBC.32/2

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Marquant la transition vers une nouvelle ère de lutte mondiale contre la pauvreté, 2015 a été une année critique pour la communauté internationale. Avec le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et ses 17 objectifs de développement durable, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une vision universelle de l'édification de sociétés équitables, prospères et écologiquement viables.

Dans le cadre de cette nouvelle approche intégrée, l'ONUDI est bien placée pour s'acquitter de son mandat de développement industriel inclusif et durable. Les années à venir, elle consolidera davantage son rôle d'organisme de référence dans l'appui aux initiatives nationales d'industrialisation inclusive et durable, indispensable pour réaliser les objectifs de développement durable.

Le *Rapport annuel 2015* présente les réalisations entreprises par l'ONUDI au titre du portefeuille de services diversifié qu'elle offre à ses États membres. Il s'articule autour des trois piliers qui guident l'action de l'Organisation: création d'une prospérité partagée, renforcement de la compétitivité économique et protection de l'environnement, auxquels il faut ajouter des activités transversales dans les domaines des statistiques industrielles, de l'orientation de la recherche et des politiques, de l'élaboration de normes et de la promotion de plates-formes d'échanges de connaissances et de partenariats multipartites.

ONUDI
ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Centre international de Vienne, B.P. 300, 1400 Vienne, Autriche
Téléphone: (+43-1) 26026-0 Courriel: unido@unido.org
Site Web: www.unido.org